

CUTE MAGAZINE

BILAN DE GRÈVE

Revue d'organisation des
Comités Unitaires sur le Travail Etudiant
Numéro 6 ★ Automne 2019



TABLE DES MATIÈRES

3 Éditorial

6 Représentation et inclusivité

12 Organisation de masse et autonomie

17 Lutttes pour un salaire

24 Travail et lutttes contre l'exploitation

32 Organisation interne

40 Décentralisation et autonomie régionale

50 Bureaucratie et autonomie

Ont contribué à cet ultime numéro du CUTE Magazine

RÉDACTION ET RÉVISION : Jeanne Bilodeau, Annabelle Berthiaume, Sandrine Belley, Sandrine Boisjoli, Nicholas Bourdon, Chloé Cabral, Loïc Carpentier, Félix Dumas-Lavoie, Stéphanie Gilbert, Éloi Halloran, Pierre Luc Junet, Mathilde Laforge, Louis-Thomas Leguerrier, Camille Marcoux, Phil Mathieu, Amélie Poirier, Etienne Simard, Valérie Simard.

CORRECTION ET RÉVISION : Andrée Arsenault, Dominique Bordeleau, Alice Brassard, Fred Burrill, Isabelle Cheng, Boris Cvjetkovic, Florence Daunais, Marilou Faubert, Marianne Gagnon, Gabriela Gonzales del Valle, Margaux L. Lafleur, Simone Laflamme-Paquette, Jean-Michel Laforce, Marie-Élaine Laroche, Gabrielle Laverdière-Pilon, Sandra Gilbert, Leyli Machouf, Caroline Major, Viviane Martin, Lidia Aurelie McBrearty, Paolo Miriello, Laurent Paradis-Charette, Camille Parent-Montpetit, Milène Poirier, Raphaëlle Querry, Camille Tremblay-Fournier.

COUVERTURE : Virginie Jourdain

MISE EN PAGE : Mathilde Laforge, Katherine Ruault

DISTRIBUTION : On aura fait notre possible !

ISSN: 2560-6565 (imprimé)

ISSN: 2560-6557 (en ligne)

PUISQUE LA PERMANENCE EMBOURBE LA VITALITÉ

AVIS DE DISSOLUTION DES COMITÉS UNITAIRES SUR LE TRAVAIL ÉTUDIANT (CUTE)
ET DES COMITÉS POUR LA RÉMUNÉRATION DES INTERNATS ET DES STAGES (CRIS)

La grève des stages aura abouti, sans tambour ni trompette, à l'annonce de la mise en place de bourses¹ dans plusieurs programmes liés aux domaines de l'éducation, de la santé et des services sociaux au sein des écoles de formation professionnelle, des cégeps et des universités. On est loin du salaire horaire et des protections exigés par le mouvement et plus encore de la rémunération universelle des stagiaires, quels que soient le programme et le niveau d'études. Plusieurs seront également demeuré.e.s en reste, notamment dans les domaines de la culture et des communications, et l'attribution de cette compensation aura reproduit, encore une fois, les disparités entre les niveaux d'études.

Mais c'est ce qu'on a réussi à obtenir et on l'aura poussée jusqu'au bout, cette grève. Contre le *lobbying* et contre tout repli stratégique. Et bien au-delà de la compensation obtenue, la lutte pour la rémunération des stages aura été un grand laboratoire. Elle aura permis de mettre en pratique une critique féministe du mouvement étudiant, de la bureaucratie et de la centralisation, de la représentation et du nationalisme. Cette critique se sera concrétisée en comités autonomes des associations étudiantes et des partis politiques ; en coalitions régionales sans palier national ; en mobilisation concentrée dans des programmes historiquement délaissés par la gauche étudiante et composés d'une majorité de femmes, souvent issues de l'immigration ; en ultimatum lancé en pleine période électorale ; en publication transparente des débats et tensions politiques au sein du mouvement ; en la rotation préconisée des tâches entre les personnes impliquées ; en prises de parole publiques par un grand nombre parmi les principales concernées ;

en diffusion large des réflexions théoriques et pratiques qui ont amplement dépassé la propagande et l'agitation ; et bien sûr, en l'invention de la grève des stages².

On peut l'inscrire au bilan. Première grève générale des stages au Québec. Première grève étudiante offensive à avoir obtenu des gains tangibles en quarante ans. Première grève générale étudiante initiée par un appel féministe. Une grève entièrement organisée par des comités de base comme ça s'est rarement vu. Le tout dans un contexte où les réseaux militants organisés dans les associations étudiantes locales et nationales n'ont pas réussi à initier de mouvements comparables au cours de la même période.

Et c'était ça, l'objectif à l'origine des *Comités unitaires sur le travail étudiant*, dès la création du tout premier, il y a un peu plus de trois ans, au Cégep Marie-Victorin. Les principes d'organisation étaient simples : ne s'en tenir qu'au nécessaire en matière de structures et que celles-ci soient décentralisées, flexibles et transparentes pour permettre une participation large aux débats et à toutes les dimensions de l'organisation d'un mouvement. La stratégie ? D'une part, profiter de la grève des internes en psychologie pour étendre la revendication aux autres programmes avec stages à l'université, au cégep et même, si possible, dans les écoles de métiers. D'autre part, profiter du mouvement pour diffuser de nouvelles propositions pour la gauche étudiante, tant sur le plan des analyses et revendications que des structures et stratégies. Et on en a profité ! C'est sur les campus de Gatineau, Sherbrooke, Montréal, Saint-Jérôme, Québec, et plus encore, que des militant.e.s ont tenté bon an, mal an l'expérience de l'autonomie et de la décentralisation.

1. Communiqué du Gouvernement du Québec, 18 juin 2019 : <http://tiny.cc/is029y>

2. C'était bien la première fois que la grève des stages était organisée sur des bases non-corporatistes (contrairement à la grève des internes en médecine ou en psychologie, par exemple). Les CUTE ont également développé des stratégies pour concrétiser cette grève, notamment, des avis de grève publics largement consignés par les stagiaires, des tournées de milieux de stages, des comités de stagiaires, et la sollicitation d'appuis concrets à la grève des milieux de stages et des syndicats sur place.

3. « " Ne défoncez pas des portes ouvertes ! ", dit le ministre de l'Éducation aux étudiants », *Radio-Canada*, 19 novembre 2018 : <http://tiny.cc/22029y>

4. L'assemblée générale a eu lieu le 5 février 2019. À ce jour, seule l'Association des étudiantes sages-femmes du Québec avait adopté un mandat de grève générale illimitée.

Bien sûr, l'organisation en autonomie et la défense de la grève des stages n'ont pas été sans heurt. Nombreuses ont été les difficultés rencontrées tout au long de la campagne sur le travail étudiant : enlèvement de certains programmes dans le corporatisme professionnel ; démêlés avec les bureaucraties étudiantes pour le financement et la diffusion d'information ; difficulté d'élargissement dans certaines régions ; tensions saines et moins saines entre tendances à l'intérieur des comités comme dans les coalitions régionales, les conseils de grève, les assemblées générales et sur les réseaux sociaux ; répression des stagiaires grévistes par les directions académiques et les milieux de stages ; réorganisation de la droite étudiante dans les cégeps et universités ; réactions paternalistes et misogynie ambiante sur les campus ; épuisement psychologique généralisé ; violences sexuelles dans les espaces militants, avec la désorganisation qui s'ensuit, etc.

En rétrospective, on peut affirmer que la grève des stages aura eu lieu en deux temps. Le premier constituait une démonstration de force à la suite de l'élection du nouveau gouvernement à l'automne 2018 : une semaine de débrayage en novembre qui s'est révélée beaucoup plus large qu'anticipée. Mais aussi beaucoup plus épuisante et réprimée que prévu. À titre d'exemples, on peut mentionner la moitié d'une cohorte de travail social à l'Université de Sherbrooke qui s'est retrouvée avec une mention d'échec à son stage, la reprise obligatoire des journées de stages manquées pour plusieurs dans les programmes de soins infirmiers des cégeps ou encore les nombreuses menaces d'annulation des stages dans différents départements de la plupart des universités. Dès la première journée de grève, le nouveau ministre de l'Éducation annonçait qu'une solution serait mise en place rapidement pour répondre aux demandes, sans donner le moindre détail. Son appel à « *ne pas défoncer des portes ouvertes* »³ dissimulait médiocrement sa volonté de freiner ce qui devait être le second moment : la grève générale illimitée des cours et des stages à la session d'hiver 2019.

Et puis, les difficultés à tenir la grève des stages à l'automne et ses nombreuses conséquences ont entraîné un contrecoup. Celui-ci s'est rapidement fait ressentir lorsque l'assemblée générale de l'Association des étudiantes et étudiants de la Faculté des sciences de l'éducation de l'UQAM⁴



Manifestation *JF better have my money / Paye moié c'que tu m'doué !* à Montréal, 21 mars 2019

a rejeté à faible majorité la proposition de grève générale illimitée, alors qu'elle avait adopté en premier tous les jours de débrayage depuis le début de la campagne. Le déclenchement d'une grève des stages à l'hiver était alors sérieusement compromis. Et les militant.e.s n'étaient pas dupes : la grève ne pourrait tout simplement pas être reprise à l'automne suivant. On devait se réajuster pour qu'un mouvement de grève ait lieu. Ainsi, alors que les fédérations étudiantes nationales tentaient de récupérer, en vain et sous une version édulcorée, notre travail politique mené depuis trois ans et alors que le ministre de l'Éducation nous promettait n'importe quoi « *sauf le statu quo* »⁵ pour éviter une grève générale, celle-ci a bel et bien été déclenchée le 18 mars 2019. Les militant.e.s allaient ainsi donner leurs derniers efforts pour un ultime coup de débrayage afin d'obtenir le plus possible et rapidement.

Un mouvement de grève inhabituelle dans les lieux où elle a été déclenchée comme dans sa durée, qui a été adoptée aux cégeps d'Ahuntsic et de Victoriaville, mais pas à Saint-Laurent, qui a duré plus longtemps sur le campus satellite de Saint-Jérôme que partout à l'UQAM, qui a duré quelques jours ici et quelques semaines là-bas. Une grève difficile à porter avant, pendant et après pour les stagiaires qui ont dû résister à la réaction de leur milieu de stage et aux menaces de leur école. La proposition d'une grève générale illimitée avait justement pour objectif de compliquer, voire de rendre impossibles, les conséquences aux grévistes en inscrivant le débrayage dans un temps non circonscrit. La limitation de l'arrêt des cours et des stages à des périodes définies a certainement borné son impact et donné des armes à la répression, ce qui a d'abord et avant tout affecté les stagiaires. Quelques-un.e.s en ont d'ailleurs perdu leur session, une première dans l'histoire des grèves étudiantes au Québec. On peut tout de même parier que le débrayage a été essentiel à l'obtention des quelques 30 millions de dollars alloués à la compensation des stages : du début à la fin, c'est la grève qui a porté fruit.

Vient ainsi un moment dans la vie de tout groupe où l'on doit choisir entre la permanence et la dissolution. Ou encore, n'assumer ni l'un ni l'autre en préférant laisser l'organisation s'évanouir en silence, à la fois pour entretenir le flou sur la poursuite de ses activités et pour éviter la lourdeur des discussions de bilan qui mènent à tirer la plogue. Après discussion, le choix a été fait dans la plupart des comités : assumer la dissolution, sans faux-semblant.

Plusieurs préoccupations ont été formulées, notamment la nécessité de poursuivre la lutte puisque les revendications de base n'ont pas été atteintes. Cependant, la force des choses et le principe même de l'autonomie ont motivé la plupart à mettre fin aux activités de leur CUTE ou de leur CRIS. Pour la majorité des militant.e.s impliqué.e.s durant les trois années de campagne, la formation est désormais terminée, après graduation ou abandon des études. Laisser vides des structures en espérant que d'autres en disposent serait un contresens. Il y a déjà bien assez d'organisations dénaturées et empêtrées dans la reproduction de leur propre structure qui devient plus importantes que la lutte elle-même. Il est bien sûr souhaitable de relancer la lutte pour la rémunération des stages, de poser les bases d'une lutte pour l'annulation des dettes ou plus largement pour réclamer le salaire étudiant. Mais ces mouvements se doivent d'être organisés dans les campus sur des bases autonomes par les principaux.ales intéressé.e.s, qui prendront en charge la réflexion sur les structures, les revendications, les analyses et les stratégies. Les débrayages de l'automne et de l'hiver derniers témoignent de la possibilité d'un large mouvement de grève mené par des comités de base et, du même coup, remettent en question la nécessité des structures nationales et permanentes lesquelles reposent sur la dépossession des capacités d'organisation et de réflexion des étudiant.e.s, et la constitution d'une clique de bureaucrates destiné.e.s aux appareils partisans, syndicaux et communautaires.

5. « Stages rémunérés : les étudiants devront patienter », *Journal de Québec*, 18 mars 2019 : <http://tiny.cc/I7O29y>

La décision de mettre fin aux activités des CUTE et des CRIS s'inscrit donc de manière cohérente dans les perspectives politiques et les pratiques d'autonomie qui animent les militant.e.s depuis le tout début de la campagne sur le travail étudiant. Il est plus pertinent, efficace et utile de diffuser un bilan critique et instructif de l'expérience de ces comités autonomes que de se soumettre à la tentation de la permanence. Plusieurs commencent d'ailleurs déjà à s'organiser sur des bases semblables dans leurs milieux de travail pour porter l'expérience hors des murs de l'école ; d'autres, encore aux études, continueront de semer des graines sur les campus. Les archives de la campagne seront conservées et accessibles et les moyens de communication avec les comités demeureront ouverts pour échanger sur l'organisation des luttes à venir. Si cette première campagne pour la rémunération de tous les stages s'achève, la lutte contre l'exploitation, elle, se poursuit.

Ainsi sont dissous, en date du 3 septembre 2019, le CUTE UQO-St-Jérôme (Université du Québec en Outaouais, campus de Saint-Jérôme), le CUTE-CVM (Cégep du Vieux Montréal), le CRISCO (Cégep de l'Outaouais), le CUTE Sherbrooke (Cégep de Sherbrooke), le CUTE-UdeM (Université de Montréal), le CUTE St-Lô (Cégep de Saint-Laurent), le CUTE UQAM (Université du Québec à Montréal), le CRIS UQO (Université du Québec en Outaouais), CUTE MV (Cégep Marie-Victorin) et le CUTE CLG (Collège Lionel-Groulx). Toute initiative actuelle ou à venir portant le nom de CUTE ou de CRIS n'aura désormais aucun lien avec les présents comités, à l'exception des exercices de bilan.

Représentation et inclusivité

NE NOUS REPRÉSENTEZ PAS, ON S'EN CHARGE !

Réponse critique aux demandes d'inclusivité dans les espaces autonomes

Par Sandrine Belley, Chloé Cabral et Mathilde Laforge

La campagne pour la rémunération des stages a su briser bien des schèmes du mouvement étudiant traditionnel, que l'on pense à l'injonction à prendre part aux espaces informels pour avoir accès aux prises de décisions, aux violences quotidiennes de voir les enjeux féministes sans cesse relayés en fin d'ordre du jour ou encore la banalisation des violences à caractère sexuel et sexiste. L'organisation de la grève en dehors des structures étudiantes traditionnelles était novatrice : c'est par le biais des *Comités unitaires sur le travail étudiant* (CUTE), des *Comités pour la rémunération des internats et des stages* (CRIS) et des coalitions régionales formées à Montréal, en Outaouais, à Sherbrooke, à Québec et dans les Laurentides que s'est orchestrée la mobilisation sur les campus. Ces espaces ont été pensés pour réunir à la fois des militant.e.s de groupes autonomes tels que les CUTE ou les comités féministes, des représentant.e.s de groupes d'intérêts comme les associations

étudiantes ou encore toute personne participant sur une base individuelle. C'est à travers ceux-ci qu'ont été discutées et débattues les stratégies de mobilisation et d'élargissement de la campagne. La rémunération des stages concernant majoritairement des programmes typiquement féminins, la campagne fut organisée principalement par des femmes, et la nécessité d'assurer que les enjeux féministes définissent la lutte s'est imposée.

Malgré ces structures organisationnelles que nous voulions ouvertes, plusieurs groupes et individus ont refusé d'y participer en adressant des critiques quant aux discours et aux décisions stratégiques qui y étaient adoptées. Parmi ces critiques, certaines n'ont pas été rendues publiques, d'autres ont été nommées de façon anonyme et peu ont abouti dans les espaces mis en place pour débattre de l'organisation de la campagne. Dans ce texte, nous souhaitons exposer et répondre

aux critiques en lien avec l'inclusivité qui ont été adressées aux militant.e.s du CUTE UQAM, groupe auquel nous avons participé durant la campagne pour la rémunération des stages. Cette réflexion s'effectue à partir d'une perspective de personnes marginalisées et invisibilisées¹ dans le mouvement étudiant et tente de contribuer aux débats importants que suscitent ces enjeux pour nos luttes futures, tant dans le mouvement étudiant que dans nos milieux de travail. Ce n'est pas dans le but de régler des comptes que nous écrivons ce texte aujourd'hui, mais bien dans une volonté d'appel à la mobilisation dans le champ de la reproduction sociale² et du travail gratuit. Nous pensons qu'il est essentiel que les personnes opprimées de multiples façons se sentent concernées par cette revendication puisqu'elles sont les principales exploitées dans le système capitaliste.

L'UQAMOCENTRISME³ N'EST PAS INCLUSIF

En novembre 2018, les assemblées générales de plusieurs associations étudiantes au Québec ont voté une semaine de grève. À Montréal, cette semaine s'est conclue par une assemblée de bilan à laquelle les militant.e.s des différents campus de la région étaient invité.e.s à l'UQAM pour tirer des leçons de la semaine et pour discuter des stratégies à adopter dans une perspective d'escalade des moyens de pression. Lors de cette rencontre, certain.e.s étudiant.e.s de l'UQAM ont mis de l'avant la blancheur du mouvement. Cette critique était accompagnée d'un refus de participer à la campagne tant que ses espaces d'organisation ne les représentaient pas. En réponse, une militante du CUTE UQAM mentionnait que la mobilisation dans les cégeps était une des principales clés pour rendre le mouvement plus diversifié, en raison de la forte proportion de personnes racisées et immigrantes dans les programmes techniques, mais que trop peu de personnes s'y consacraient. Cette idée a été balayée du revers de la main, en rappelant qu'on parlait ici de l'UQAM.

Cet échange représente bien un des points de tension rencontrés durant la grève à l'UQAM. En évitant les espaces d'organisation ouverts et en s'intéressant uniquement aux dynamiques uqamiennes, nous sommes d'avis que ces critiques ont manqué l'opportunité que représentait la grève pour la rémunération des stages. Celle-ci avait la capacité de rallier des personnes mises de côté par les mouvements traditionnels de grève étudiante et d'éviter, justement, le repli dans l'enceinte universitaire. Nous croyons que l'université ne peut être posée comme seul lieu d'analyse de l'inclusivité du mouvement de grève. D'abord, parce que cela sous-entend qu'elle est le lieu décisionnel du mouvement étudiant, là où tout se joue. Ensuite, parce qu'on évite alors d'interroger les structures mêmes qui font que l'université est blanche et privilégiée. Les stagiaires qui s'y organisent et prennent la parole ont de ce fait plus de chances de l'être.

Comme Juno Mac et Molly Smith l'évoquent par rapport à l'organisation politique des travailleuses du sexe, il faut aller plus loin que simplement cibler un mouvement de privilégié.e.s pour sa non-représentativité et interroger les structures qui causent ces iniquités dans les prises de paroles publiques :

The few [sex workers] that remains [...] are often dismissed as privileged, unrepresentative, or 'high-class' outliers, but rarely are the structure within sex work properly interrogated at the material level. It's accurate to say broadly that the demographic within sex work politics most often given a substantial platform to speak publicly dovetails with the group that lives in metropolitan cities, commands higher rates, has access to more resources, and suffer the least criminalization, but it is egregious oversight to leave the analysis there. Why are these people the only voice you are hearing? What structures are silencing to others? The mechanisms that produce the silence, precarity and vulnerability of most sex workers are not natural or fundamental to society, just as class itself is not natural⁴.

1. Les personnes qui ont écrit ce texte s'identifient comme racisée, non-binaires et/ou travailleuses du sexe.

2. Le travail reproductif consiste à l'ensemble du travail nécessaire à l'entretien et au renouvellement de la force de travail : tâches domestiques, soins aux enfants et aux aînés, répondre aux besoins émotionnels, physiques et sexuels de la personne salariée. Ce travail a traditionnellement été pris en charge par les femmes au sein de la famille hétérosexuelle pour que les hommes puissent être frais et dispos à aller travailler le lendemain. En l'occurrence, si ces formes de travail se sont complexifiées, elles n'ont pas disparues et sont de plus en plus prises en charge par des femmes racisées suivant la division internationale du travail.

3. L'uqamocentrisme désigne une concentration des prises de décisions et des ressources dans le mouvement étudiant à l'intérieur de l'UQAM.

4. Juno Mac et Molly Smith, *Revolting Prostitutes*, Verso, 2018, p. 93.

Dans le cadre de la campagne pour la rémunération des stages, il aurait donc été intéressant de réfléchir à l'inclusivité en observant les difficultés rencontrées durant le travail d'élargissement dans les cégeps, et particulièrement dans les programmes techniques. On aurait pu, par exemple, questionner certains blocages par des permanent.e.s salarié.e.s d'associations étudiantes ou encore la façon de ridiculiser la campagne à travers des pages de *memes*. Ce mépris de classe est à l'image des dynamiques qui se reproduisent sur les milieux de travail et hors de ceux-ci, par exemple entre les technicien.ne.s et les professionnel.le.s. Ce refus de se solidariser, alimenté par le corporatisme professionnel, mine nos capacités d'organisation. Comment pouvons-nous espérer construire des mouvements dans nos futurs milieux de travail si avant même d'avoir gradué.e, nous tournons le dos aux futur.e.s technicien.ne.s et gens de métiers ?

De la même façon, s'il est impératif de rappeler le problème de la blancheur du mouvement étudiant francophone, il nous apparaît paradoxal de critiquer un groupe qui s'organise dans et contre l'université sur la base de son manque de représentativité. Les étudiant.e.s de l'université ne sont pas *représentatif.ve.s de l'ensemble de la société* : tout au

long de la campagne, il a été question du rôle de l'université, en tant qu'institution, dans la reproduction des inégalités déjà présentes dans la société, à laquelle participent les stages non rémunérés. Nous avons voulu rompre, justement, avec une vision idéale de l'université non marchande, qui alimente le mythe selon lequel la gratuité scolaire nous rendrait tout.e.s égales et égaux.

Plus encore, il y a là un paradoxe d'exiger une forme de représentativité au sein des comités autonomes : les militant.e.s ne représentent qu'elles et eux-mêmes et ne prétendent pas autrement. Pour y être représenté.e, il faut donc s'y impliquer. C'est pour cette raison que les structures permettaient, en théorie, à toutes les personnes impliquées de participer à la définition de la lutte et à la prise en charge du discours. La voie était ouverte pour que d'autres groupes politiques autonomes, comme les groupes de personnes racisées déjà organisés sur les campus, participent à la réflexion et à la mobilisation. Cependant, le réflexe d'aborder l'inclusivité en tant que demande n'est pas surprenant : il s'agit d'une conséquence de la façon dont s'est traditionnellement organisé le mouvement étudiant, et plus largement le mouvement syndical et la politique en général, c'est-à-dire par la démocratie représentative. Alors que les



Manifestation pour la *Journée internationale du travail invisible* à Montréal, 2 avril 2019

critiques se sont concentrées sur l'aspect visible de l'inclusivité, soit dans les médias et dans la composition des espaces d'organisation, rappelons qu'il y a tout un travail acharné de la part des militant.e.s à rendre ces espaces inclusifs. Suivant la division genrée du travail qui n'échappe pas aux espaces d'organisation étudiants (incluant ceux qui ont servi à la présente grève), ce travail d'inclusivité sera plus souvent qu'autrement relégué aux femmes et aux personnes marginalisées. Organiser un service de garde, planifier un atelier sur l'intersectionnalité ou un camp de formation pour que tout.e.s puissent participer également, s'assurer qu'un espace soit accessible : ces tâches sont rarement prises en charge par les allié.e.s et quand elles le sont, les résultats sont souvent décevants, iels n'ayant pas le savoir expérientiel pour prendre en charge ce travail correctement. Aussi essentiel ce travail soit-il pour le mouvement, il en résulte une fatigue supplémentaire pour nous qui tentons de faire des liens entre nos oppressions spécifiques et la lutte, souhaitant voir nos communautés s'investir davantage à nos côtés, sans que cela ne suffise. On peut donc comprendre le choix de désertier ces espaces parce qu'on ne souhaite pas investir du temps et de l'énergie dans l'abolition des obstacles à l'inclusivité. Toutefois, il est alors évident que le mouvement ou les espaces ne représenteront pas la diversité et la complexité des identités.

SE RÉAPPROPRIER LE DISCOURS

Paradoxalement, les tentatives de rapprochement avec d'autres groupes qui s'organisent contre l'exploitation de leur travail où se retrouvent davantage de personnes racisées ont été critiquées comme une tentative d'appropriation. Par exemple, une exécutante de l'*Association facultaire étudiante des sciences humaines* de l'UQAM a fustigé deux militantes de faire un lien ténu dans leur article entre les luttes des travailleuses du sexe, des travailleuses migrantes et des stagiaires, sous le prétexte qu'il s'agissait d'une appropriation des luttes sans que des liens réels n'aient été créés avec les femmes qui vivent ces enjeux. Ou encore,

le refus de certain.e.s militant.e.s à la *Coalition montréalaise* d'envoyer une lettre de solidarité aux enseignant.e.s-stagiaires gabonais.es en grève, sous le motif que le contexte national rendait la situation de ces grévistes fondamentalement différente de la nôtre.

Selon nous, proposer une analyse et chercher à créer des ponts entre les luttes n'est pas en soi un signe d'appropriation. Bien au contraire, c'est à partir d'une analyse sur la division internationale du travail⁵ que des liens ont été créés tant sur le plan local qu'à l'international sur le terrain de la reproduction sociale. Il s'agit là, selon nous, d'une façon de reconnaître l'organisation et le travail politique menés par d'autres groupes, dont plusieurs sont composés en plus grand nombre de femmes, de personnes racisées et de personnes marginalisées, tout en respectant leur autonomie⁶. L'inégalité de statut ou de privilèges d'un groupe par rapport à un autre ne devrait pas anéantir toute possibilité de collaboration, et plus encore de reconnaissance. C'est à partir de ce point de départ que nous voulions sortir des murs de l'université. Le mouvement étudiant s'est trop souvent cantonné à défendre les intérêts élitistes d'une éducation soi-disant « non marchande », dédaignant ainsi les programmes « professionnalisants » et techniques, où on retrouve davantage de personnes racisées, de personnes qui font un retour aux études et des parents étudiants. Mener la lutte au sein de ces programmes typiquement féminins signifiait du même coup créer des liens théoriques féconds avec les luttes dans le champ du travail reproductif, entre autres avec les travailleuses du sexe et les travailleuses migrantes.

À notre avis, l'accusation de n'avoir aucun point en commun avec ces luttes pose également problème à plusieurs égards. Premièrement, parce qu'à chaque fois qu'on dit que les personnes racisées, queer, en situation de handicap n'existent pas dans le mouvement, cela contribue à nous invisibiliser, nous et plusieurs autres, en tant que personnes minorisées, ainsi que le travail acharné que nous effectuons. Cette demande

5. La définition conventionnelle de la division internationale du travail se rapporte au déplacement de la production industrielle des pays du Nord vers les pays du Sud, où les salaires et protections des travailleur.euse.s sont moindres. Plusieurs féministes ont cependant démontré l'importance du travail des femmes exporté des pays du Sud vers les pays du Nord, notamment celui du travail de reproduction.

6. « *Quand on regarde le capitalisme du point de vue des personnes sans salaire et qu'on prend en compte les luttes anticoloniales, le mouvement Black Power et le mouvement des femmes, on voit nettement apparaître la question de l'intersectionnalité. [...] Je crois que la meilleure façon d'adopter une position intersectionnelle est de reconnaître qu'il y a des hiérarchies construites par la classe capitaliste à l'intérieur du prolétariat mondial. Ces hiérarchies ne peuvent être renversées par des slogans. Ces hiérarchies sont renversées par une relation entre les groupes en lutte reconnaissant le droit à l'autonomie organisationnelle.* » (traduction libre) Voir Silvia Federici. [CUTE Comité unitaire sur le travail étudiant]. *We can't be ignored any longer.* (2017). [Youtube] <https://tiny.cc/weca>

7. Voir le texte « Exploitation des femmes et racisme dans la santé : une pilule difficile à avaler » de Félix Dumas-Lavoie et Youri Jones Vilmy dans le *CUTE Magazine*, no 1, hiver 2017, <https://dissident.es/exploitation-des-femmes-et-racisme-dans-la-sante-une-pilule-difficile-a-avalier-pour-les-stagiaires/>

8. Voir le texte « En stage, on m'a retourné dans le placard » de Sandrine Belley et Charlie Savignac dans le *CUTE Magazine*, no 4, automne 2018, <https://dissident.es/en-stage-on-ma-retourne-dans-le-placard>

9. Voir le texte « Une lutte pour toutes les moms aux études » de Mélissa Renaud et Geneviève Vaillancourt dans le *CUTE Magazine*, no 2, automne 2017, <https://dissident.es/une-lutte-pour-toutes-les-moms-aux-etudes/>

10. SomMovimiento NazioAnale, *Grève sociale : grève du/des genre/s*, (2014), traduit en 2019 par le collectif Burn Out, <http://tiny.cc/gsgg>

11. Lou Hanna, « Revendiquer la transition de genre comme un travail : ce corps qui n'est pas le mien », *Contretemps*, 2017, <http://tiny.cc/lou>

12. Ibid.

sous-entend la nécessité de nous exposer nous-mêmes et notre vécu, alors que nous pensons qu'il serait illégitime de se poser en tant que « représentant.e » d'une identité. Nous rejetons l'injonction de devoir s'afficher pour avoir le droit de parler de ces luttes. Malgré tout, plusieurs l'ont fait, en parlant par exemple, de racisme durant les stages en soins infirmiers⁷, des pressions au *cis-straight passing* en stage⁸ ou encore des difficultés de la conciliation travail, études, famille⁹. Plus encore, presque toutes les personnes impliquées dans un comité autonome, qu'elles soient racisées, trans, parents, handicapées, ont pris la parole publiquement dans les médias, les assemblées générales, les ateliers de formation ou dans des textes diffusés largement. Peut-être les avez-vous ignoré.e.s ?

GRÈVE DES FEMMES OU LA GRÈVE D'ÊTRE UNE FEMME

L'usage des discours et des slogans sur la grève des femmes a également été critiqué puisqu'elle refléterait la binarité de genre, invisibilisant le travail des personnes queers, trans et non-binaires dans le mouvement. Les personnes ayant partagé ces commentaires n'ont toutefois pas su dépasser le stade de la critique. Aucune analyse plus inclusive n'a été proposée ou encore produite de manière autonome aux CUTE.

Pourtant, les questions tant de la transition que de la performance de genre ont été théorisées comme un travail de reproduction et se sont inscrites dans le mouvement de grève des femmes dans d'autres contextes. À l'occasion de la grève sociale du 14 novembre 2014 en Italie, le *Collectif SomMovimento NazioAnale* mettait de l'avant les liens entre le travail du care, le travail domestique, la performance des genres et l'exploitation des corps sous le capitalisme dans son texte *Grève sociale : grève du/des genre/s*.

Les rôles de genre ne sont pas que deux : d'autres ont émergés [sic] et peut-être le premier à s'en rendre compte a été effectivement le capital. Dans la crise, beaucoup de femmes, gouines, trans et tapettes semblent se trouver dans un paradoxe strident : très souvent discriminé*s et invisibilisé*s, quand elles ne sont pas exclu*s du marché du travail, iels se retrouvent à être recherché*s et exploité*s exactement en tant que femmes, ou queers. Cela montre clairement que la précarité, la méritocratie et les critères de sélection, en plus d'être généralisés, sont aussi et surtout genrés. [...] En tant que gays, gouines, trans*, queers et personnes qui ont un état relationnel inclassifiable par rapport aux modèles de la « famille » ; on suppose que nous avons des liens qui nous font dérailler du dévouement au travail, alors qu'il nous est demandé de plus en plus d'extraire de la plus-value de nos réseaux de relations pour ensuite l'offrir à l'entreprise. En tant que trans*, nous sommes encore exclu*s du travail ou inclu*s dans des rôles hypersexualisés¹⁰.*

Lou Hanna, militante trans et chercheuse indépendante, quant à elle, revendique la transition comme un travail et va même jusqu'à revendiquer un salaire pour celle-ci. Tout comme nous, cette dernière est critique de l'injonction à la représentation qui sera toujours appropriée par le capital « pour imposer un certain modèle de la personne trans*, à savoir blanche, bourgeoise et dont le parcours reste « classique » et correspond aux normes de féminité et de masculinité hégémoniques »¹¹. La perspective du travail quant à elle permet de :

*revendiquer la nécessité politique de ne plus dépendre du corps psychiatrique, médical, judiciaire papa-patron et par conséquent, comme l'écrit très justement Sam Bourcier dans *Homo Incorporated*, cette revendication devrait être le point de départ pour « refuser le travail et contrer les divisions inhérentes à l'organisation capitaliste du travail », faire la grève du genre et expérimenter un autre rapport au genre en tant que construction et à long terme viser à son dépérissement¹².*

Selon nous, ces perspectives sont intéressantes pour dépasser le repli sur l'identité de genre, car en s'inscrivant dans le mouvement de grève du genre, elles permettent de tisser des liens avec d'autres luttes de travailleur.euse.s. D'ailleurs, il n'est pas un hasard que le mouvement trans au Québec, comme ailleurs, met de plus en plus de l'avant la revendication de la décriminalisation du travail du sexe¹³. Cette revendication parle des besoins matériels d'une communauté dont la part la plus privilégiée a délaissé ces revendications au profit de revendications plus libérales qui leur permettraient d'être inclus.e.s dans les institutions patriarcales et capitalistes comme le mariage.

PLUS QU'UNE DEMANDE, UNE TENTATIVE D'ORGANISATION

Bien sûr, nous savons bien que des structures ouvertes ne sont pas suffisantes pour garantir une lutte réellement inclusive. On pourrait toujours souhaiter voir les intérêts des personnes racisées, queer/trans et handicapées mis davantage de l'avant, mais sans une volonté de s'organiser, ce travail finira toujours par être individualisant et *tokenisant*¹⁴. C'est pourquoi nous proposons plutôt de placer, en opposition à l'inclusivité en tant que demande, l'inclusivité en tant qu'organisation et prise en charge du discours.

En ce sens, prendre le contrôle de la lutte en s'organisant en de multiples comités autonomes, hors des instances basées sur la représentation, reste selon nous la meilleure façon de s'organiser selon nos intérêts, que ce soit à l'intérieur du mouvement étudiant ou ailleurs. C'est à travers l'organisation collective que nous pouvons créer des espaces de luttes fertiles, mais également contrer les dynamiques informelles, des *Ostis de gros partys*¹⁵ aux discussions privées, qui nous exposent encore une fois à davantage de violence. Alors que les organisateur.rice.s se sentent peu concerné.e.s par les contrecoups de ces espaces informels, on constate qu'une grande part des énergies des personnes marginalisées sont souvent mises à adresser les violences qui y sont vécues plutôt que de s'organiser, ce qui constitue un facteur d'épuisement. C'est pourquoi nous nous opposons fermement à ce que la lutte passe par de telles pratiques. Évidemment, les violences du quotidien, les

traumas, la souffrance, la fatigue et le *burn-out* seront toujours des obstacles à l'organisation, surtout dans un contexte de marginalisation. Il n'est jamais facile de prendre la parole publiquement et c'est d'ailleurs pourquoi l'organisation devient nécessaire.

Alors que les appels à la grève des femmes se multiplient, organisons-nous pour que celle-ci soit aussi la grève du genre ; la grève des travailleuses migrantes contre les violences, la précarité et l'appropriation de leur travail par l'État colonial ; la grève des travailleuses du sexe pour la décriminalisation et l'inclusion de ces dernières dans les protections autrement garanties aux travailleur.euse.s salarié.e.s... la grève de toutes celles dont le travail gratuit n'est pas rendu assez visible par les mouvements existants. N'attendons pas que nos revendications et notre représentation soient prises en charge par d'autres, car l'inclusion de nos espaces d'organisation et notre représentation dans le discours ne seront jamais mieux garanties que par nous-mêmes.

Ne nous représentez pas, on s'en charge !

13. Voir Evan Urquhart, « Decriminalizing Prostitution is Center to Transgender Rights », *Slate*, 2018, <http://tiny.cc/depg> et Dalia Tourki, « L'inclusion des personnes trans ne peut se faire en se positionnant contre l'industrie du sexe », *Huffington Post*, 2019, <http://tiny.cc/inct>

14. Le principe du *token* consiste à inclure une petite proportion de personnes minorisées dans un groupe pour se donner une image d'inclusivité sans réelle transformation structurelle à l'intérieur du groupe.

15. Durant la semaine de grève à l'automne 2018, des militant.e.s organisaient un party de grève sur le campus de l'UQAM. Alors que des personnes ont questionné l'inaccessibilité et le risque de violences sexuelles que peut occasionner ce genre d'évènement, il n'y a eu pour seule réponse que si des personnes ne sont pas à l'aise, elles peuvent toujours quitter.

UNE APPARENCE DE CONTRADICTION

Par Jeanne Bilodeau, Pierre Luc Junet et Louis-Thomas Leguerrier

1. Dans leur « Appel à la formation de comités unitaires sur le travail étudiant » publié à l'automne 2016, les militant.e.s des CUTE écrivaient : « Dans la mesure où l'on souhaite provoquer un changement social d'envergure, le stade affinitaire de l'activité politique doit nécessairement être dépassé par l'action collective des organisations de masse. Cependant ces dernières, en vertu de leur logique interne, sont conduites à faire taire les débats entre tendances politiques conflictuelles sans lesquels la force du nombre devient le poids écrasant de l'hégémonie et du statu quo. Voilà une contradiction bien réelle qu'il faudrait regarder en face plutôt que tenter d'en disposer à l'aide d'un tour de passe-passe logique, aussi habile soit-il. L'union de tendances politiques potentiellement conflictuelles autour d'un enjeu rassembleur tel que le travail étudiant, et la création d'espaces — les CUTE — au sein desquels ces tendances pourront intervenir en leur nom et indépendamment de toute affiliation syndicale est notre proposition provisoire en vue de relever ce défi ».

Depuis la crise qui secoue le mouvement étudiant à la suite des deux dernières campagnes de grève générale (2012 et 2015) est survenue une volonté de repenser les structures du mouvement étudiant en vue de trouver une voie d'organisation qui serait critique à la fois du centralisme de l'*Association pour une solidarité syndicale étudiante* (ASSÉ) et de la culture de l'informel des comités *Printemps 2015*. L'idée d'une campagne sur la rémunération des stages et la reconnaissance du travail étudiant, dès le départ, était indissociable du projet de créer des formes d'organisation basées sur les principes de l'autonomie et de la décentralisation¹, malgré les défis que cela suscitait. L'autonomie et la décentralisation sont des concepts chargés historiquement, que l'urgence d'agir ne nous a pas toujours laissé le temps d'approfondir et de comprendre dans toutes leurs implications, ce qui a pu mener à certains malentendus.

La question de l'autonomie des luttes émane d'une critique du concept de centralisme démocratique propre aux organisations marxistes-léninistes, d'une part, et des partis de gauche réformiste, d'autre part. On parle surtout d'autonomie pour l'opposer aux modes d'organisations autoritaires dans lesquels les membres de la base n'exercent pas le pouvoir, mais le remettent plutôt aux mains d'un comité central ou d'un bureau exécutif. Dans le contexte d'une grève, cette question devient capitale parce que les rapports de pouvoir au sein de l'organisation qui porte le mouvement se retrouvent chargés des enjeux de la grève et ont des conséquences sur son issue.

Au-delà de la critique du marxisme-léninisme apparue massivement depuis les années 1960 et avec elle la prolifération de courants anti-autoritaires, c'est de la manière dont on articule ce projet d'autonomie et de décentralisation dont il est question : quelles sont les nouvelles

structures qui peuvent y répondre et assurer un contrôle de la lutte par la base ? Comment faire perdurer des organisations dans le temps en évitant la bureaucratisation de telles structures ?

Les débats et les exemples au sujet de la création de formes d'organisation plus démocratiques ne manquent pas. Le nœud du problème se situe autour du caractère formel ou informel des organisations. Par formel, on entend une organisation se dotant de structures claires et établies, qui est identifiable, qui rédige les procès-verbaux d'instances tenues plus ou moins régulièrement, etc. Cette forme d'organisation, historiquement liée à la centralisation et à la présence d'une forte bureaucratie, est ouverte au plus grand nombre et a pour vocation de grossir, de recruter. L'informel est tout l'inverse : il n'y a pas de structure définie comme telle, les prises de décision sont faites par consensus au gré des sensibilités et, surtout, la participation repose intégralement sur le mode affinitaire. Les adeptes de cette forme d'organisation critiquent ceux et celles qui voient dans les regroupements formels une possibilité de cultiver une autonomie politique. Il est vrai que les tendances autonomes se sont historiquement détachées des organisations formelles (syndicats, partis communistes, etc.), parce qu'elles voient dans les structures la cristallisation même des rapports de pouvoir dont elles sont grevées. Il n'y aurait donc, pour plusieurs, aucune possibilité de lier autonomie et organisations de masse, une *organisation de masse autonome* étant en quelque sorte un oxymore. Pourtant, même si les initiatives autonomes trouvent leur source dans le rejet du centralisme, l'autonomie politique n'est pas incompatible avec toute forme d'organisation structurée plus ou moins formellement.

Depuis la création des CUTE, qui se réfèrent explicitement à l'autonomie et à

la décentralisation, on leur adresse une critique double et celle-ci sème la confusion. La première estime que la décentralisation et l'autonomie sont nécessairement synonymes d'absence de structures et donc de démocratie. Cette critique réduit toutes les tendances autonomes au seul mode d'organisation affinitaire et y associe les CUTE. En agglomérant tous les groupes qui se réclament de la décentralisation et de l'autonomie, il est plus aisé de disqualifier les oppositions. Cette critique provient la plupart du temps de la tendance historiquement dominante dans le mouvement étudiant, soit celle qui fait de l'organisation nationale plus ou moins centralisée le pilier du mouvement. En effet, les personnes qui ont porté cette critique dans le cadre de la dernière grève étaient proches de l'ASSÉ et des associations étudiantes. La seconde critique provient d'un courant bien précis de la tendance autonomiste, soit la tendance anarchiste, qui voit dans les tentatives de démocratiser les organisations formelles une manière vicieuse de légitimer et faire perdurer les dynamiques de pouvoir. Du point de vue de cette tendance, l'aspiration des CUTE à être des comités autonomes et décentralisés ne serait qu'une illusion, car seule l'organisation affinitaire serait en mesure de construire des liens de solidarité amicaux, forts, authentiques et capables de déconstruire individuellement et collectivement les systèmes d'oppressions. En d'autres termes, les CUTE ne seraient qu'une organisation centralisée déguisée en regroupements autonomes. Bien qu'elles prétendent être adressées aux CUTE, ces deux critiques se répondent en réalité l'une l'autre, puisque l'expérience des CUTE et des coalitions régionales pour la rémunération des stages est issue d'une troisième voie qui nie à la fois le centralisme des organisations de masse ainsi que la culture du consensus des groupes affinitaires.

Pour mieux le comprendre, nous proposons de revenir sur un texte notoire des mouvements de contestation sociale, un texte qu'on brandit le plus souvent sans prendre la peine de l'étudier sérieusement : *La tyrannie de la non-structure*, de la féministe américaine

Jo Freeman². Notons que l'initiative de Freeman est une proposition pour démocratiser radicalement les organisations de masse à une époque où le mouvement féministe américain s'étend. En guise de conclusion de son texte, Freeman propose sept solutions pour développer l'autonomie de la base au sein des organisations formelles. C'est à partir d'elles que nous réfléchissons sur la pratique autonome et décentralisée défendue par les coalitions régionales pour la rémunération des stages, des groupes qui émanent des CUTE et du besoin de créer des structures élargies afin de mener une campagne de grève générale illimitée (GGI). Les structures des coalitions s'inspirent des principes de l'autonomie et de la décentralisation, mais à une échelle capable d'organiser cette campagne. Voici les sept recommandations de Freeman :

2. Disponible en ligne: https://infokiosques.net/lire.php?id_article=2

1. La délégation, par des méthodes démocratiques, de formes spécifiques d'autorité, à des personnes concrètes et pour des tâches délimitées.
2. Exiger des personnes à qui une autorité a été déléguée qu'elles soient responsables devant celles qui les ont élues.
3. La distribution de l'autorité au plus grand nombre de personnes raisonnablement possible.
4. Rotation des postes entre différentes personnes.
5. Répartition des tâches selon des critères rationnels : désigner une personne à un poste parce qu'elle suscite la sympathie quand elle s'y trouve, ou gêner son travail parce qu'elle n'en suscite pas, ne profite à long terme ni au groupe ni à la personne en question. La capacité, l'intérêt et la responsabilité doivent être les critères qui comptent dans une telle sélection. Assumer une responsabilité que l'on ne maîtrise pas est démoralisant, et à l'inverse, être privé de faire une chose que l'on sait bien faire n'est pas très encourageant pour développer ses facultés.
6. Diffusion de l'information à tout le monde, le plus fréquemment possible.
7. Accès égalitaire à toutes les ressources dont le groupe a besoin.

3. Puisque c'est à Montréal que les auteur.e.s se sont impliqué.e.s, c'est à la *Coalition montréalaise* que ce texte fait référence.

4. Les procès-verbaux et compte-rendus des coalitions régionales sont disponibles ici : <http://www.grevedesstages.info/coalitions-regionales/>

RESPONSABILITÉ ET CODÉPENDANCE

On peut évaluer l'expérience de la *Coalition montréalaise pour la rémunération des stages*³ à partir des recommandations de Freeman visant à atténuer les dynamiques de pouvoir dans les organisations. On peut alors convenir que la *Coalition montréalaise* a tenté de développer des pratiques conformes à plusieurs de ces recommandations. Concernant la première, des tâches délimitées y étaient distribuées aux personnes volontaires parmi les personnes présentes. Les troisième et quatrième recommandations, quant à elles, soit la distribution de l'autorité et la rotation des postes, se reflètent dans la préoccupation d'attribuer les tâches de représentation à des comités rotatifs où de nouvelles personnes étaient élues à chaque rencontre de coalition. À titre d'exemples, l'*Interrégionale* assurait la communication avec les autres coalitions régionales et le *Comité de liaison* était en charge des rencontres avec le gouvernement. Les diverses invitations à présenter la campagne dans les syndicats et les organismes en vue d'y trouver des appuis étaient partagées largement et au moins deux personnes à la fois assuraient ces tâches de représentation. Concernant la sixième recommandation, la *Coalition montréalaise* a développé des pratiques originales favorisant la diffusion de l'information. Les procès-verbaux des rencontres sont presque des verbatim, le contenu de chacune des interventions y étant consignée ainsi que son auteur.e. Les procès-verbaux sont disponibles publiquement⁴ et on peut ainsi retracer l'histoire des débats et des échanges ayant ponctué la campagne pour la rémunération des stages. On peut aussi identifier les personnes qui défendent certaines positions, deviner les affinités politiques et les conflits.

La *Coalition montréalaise* a donc développé des pratiques inspirées de plusieurs des recommandations de Freeman. La deuxième recommandation, par ailleurs, pose la question de la responsabilité qui nous lie dans une organisation décentralisée. Cette question s'est d'ailleurs posée de manière

aiguë à plusieurs moments au cours de l'existence de la *Coalition montréalaise pour la rémunération des stages*. Il semble en effet qu'il y avait à l'intérieur de la coalition un défaut de reddition de comptes. Les tâches distribuées n'étaient pas toujours accomplies et aucun mécanisme formel n'a été mis en place pour s'assurer d'un suivi adéquat. Les longues discussions devaient mener à des consensus mais diverses interprétations étaient entretenues quant au poids de ces consensus : faisaient-ils office de décisions auxquelles toute personne présente devait se plier ou s'agissait-il de lignes directrices plus ou moins floues à appliquer selon le bon vouloir ? La vocation originale, lors de sa création, de la *Coalition montréalaise* comme une instance de travail a favorisé le maintien d'une dynamique de l'informel où l'on se présentait si on en avait envie et où les décisions prises n'étaient pas particulièrement engageantes de retour sur nos campus. À l'approche de la grève pourtant, alors que les implications des décisions prises étaient de plus en plus importantes, la *Coalition montréalaise* est devenue *de facto* une instance décisionnelle formelle sans que ce processus soit pourtant rendu explicite : d'une instance de travail, elle s'est transformée en une instance de coordination et de décisions stratégiques, augmentant du même coup les exigences de redevabilité envers les personnes et les groupes présents. L'absence de formalisation des transformations par lesquelles la *Coalition montréalaise* est passée d'un type d'organisation plutôt informelle à une structure plus formelle a contribué à accentuer les conflits entourant la question de la reddition de comptes et de l'autonomie durant la grève de l'hiver 2019.

Mais en même temps, la flexibilité de l'organisation et ses procédures souples visaient à ce que l'organisation soit au service de la lutte, afin de répondre à ses besoins au fil de son développement et pour éviter que l'organisation impose sa logique propre et ses intérêts comme c'est souvent le cas dans des organisations plus centralisées. La question de l'autonomie politique, au fondement des coalitions régionales pour la rémunération des stages, est donc celle de

la création de structures qui puissent éviter la bureaucratisation, c'est-à-dire la division entre dirigeant.e.s et exécutant.e.s. En effet, la *Coalition montréalaise* était ouverte, depuis ses tout débuts, à tous et toutes ; individus, membres de groupes politiques et délégué.e.s d'associations étudiantes. Cette structure où pouvait participer directement la base sans l'intermédiaire de représentant.e.s constituait un rejet de la spécialisation dans le travail politique, une opposition de fait à la constitution d'une classe de bureaucrates détenant le contrôle du mouvement en cours. Malgré les problèmes nombreux rencontrés à l'intérieur de la *Coalition montréalaise*, celle-ci a bel et bien été une tentative d'organisation visant à éviter la déconnexion de la structure d'avec la lutte et à assurer le maintien du contrôle de cette dernière par la base mobilisée. Ce contrôle aurait dû impliquer de remplacer la logique de représentation par une prise de responsabilité par les individus et les groupes, responsabilité par laquelle les conséquences des actions et des tâches doivent être assumées devant les autres. Le contrôle par la base et le rejet de la bureaucratie politique ne peuvent en effet être assurés que par une reddition de compte entre nous et par un engagement mutuel relativement aux décisions prises dans les structures que nous nous donnons. Ainsi, si l'idéal qui nourrit les structures que nous nous donnons est celui de ne plus avoir entre nous de personnes qui dirigent et de personnes qui exécutent, alors autonomie et responsabilité doivent être indissociablement liées. Leur cohabitation à l'intérieur de la *Coalition montréalaise* n'a toutefois jamais été très harmonieuse.

Si l'on accepte cette relation indissociable entre autonomie politique et reddition de compte, on ne peut par ailleurs admettre que l'autonomie soit une absence de contraintes, une liberté totale, où chaque groupe qui participe à la lutte puisse prétendre faire ce qu'il veut, selon ses intérêts propres et sans le souci de la critique. L'autonomie est plutôt une relation de codépendance volontaire. Cette codépendance, c'est celle de la responsabilité partagée dans un projet commun, dans ce cas-ci, la campagne pour la rémunération des

stages. Accepter cette responsabilité devant les autres aurait exigé de soumettre ses initiatives à l'assemblée, de participer aux débats et de respecter les décisions qui en découlent. Ces gestes sont essentiels à la création de rapports véritablement politiques entre les différentes tendances d'un même mouvement. Mais beaucoup d'individus impliqués dans des groupes affinitaires ou élus comme exécutant.e.s d'associations étudiantes ont refusé cette reddition de compte au cours de la campagne pour la rémunération des stages en revendiquant une autonomie dans sa conception la plus atomisante.

DÉCENTRALISATION ET LUTTES DE TENDANCES

Les coalitions, qui réunissaient des groupes et des militant.e.s de différentes affiliations et de différentes tendances politiques autour d'une revendication comme la rémunération des stages, présentaient un mélange d'unité et de pluralisme. Certes, la revendication centrale conférait un aspect unitaire à l'organisation, mais cette unité s'est articulée à travers une multiplicité de tendances politiques privilégiant des tactiques et des stratégies différentes, et qui sont parfois entrées en contradiction les unes avec les autres. Plus la revendication ou la plateforme unitaire est large, plus la diversité des tendances est susceptible de déboucher sur des contradictions – et éventuellement des conflits – entre différentes tactiques et stratégies.

Or les débats et les luttes de tendances qui découlent de la double nature (unitaire et pluraliste) des coalitions de type décentralisé ne sont pas des écueils qu'il faut chercher à éviter. Bien au contraire, ils sont garants du dynamisme politique essentiel à toute organisation qui veut se développer en fonction de la lutte et de ses besoins. Par exemple, les coalitions pour la rémunération des stages n'ont adopté aucune plateforme officielle stipulant qu'elles étaient des organisations féministes. Néanmoins, les tendances les plus féministes parmi celles qui se sont impliquées au sein de cette campagne unitaire ont mené une lutte de



Manifestation à l'Université de Montréal, 18 mars 2019

chaque instant pour défendre la conception selon laquelle la revendication de rémunérer les stages présuppose une analyse féministe de la société et de la division du travail, et que cette analyse comporte des implications directes concernant les discours, les tactiques et les stratégies à privilégier pour faire valoir cette revendication dans le contexte d'une lutte politique comme la grève. Force est de constater que la lutte menée sur ce plan par les tendances féministes des coalitions a eu un effet important sur l'alignement politique de ces dernières depuis leur création. Force est aussi de constater que cela s'est fait à travers des débats et des confrontations, et non pas parce qu'une coexistence passive et dénuée de conflictualité entre les différentes tendances a magiquement débouché sur un consensus quant à la centralité irréductible du féminisme dans la campagne.

Les organisations politiques doivent nécessairement composer avec ce mélange d'unité et de pluralisme, et avec les possibilités de contradictions et de conflits qu'il implique.

La configuration spécifique de ce mélange d'unité et de pluralisme n'est pas la même dans le cas des organisations centralisées et des organisations décentralisées. Dans les organisations centralisées, la diversité des tendances et les luttes que celle-ci implique sont dissimulées derrière les fonctions de représentation par lesquelles les personnes élues font passer leurs intérêts et leurs positions pour celles des groupes qu'elles représentent. Les luttes de tendances dans les organisations décentralisées sont un signe que la décentralisation fonctionne, et non l'inverse : la décentralisation permet que s'expriment les luttes de tendances qui découlent de la tension entre unité et pluralisme au sein des organisations. Le centralisme qui recherche l'unité à tout prix et la diversité des tactiques qui se veut au-dessus de toute critique contribuent tous deux à invisibiliser les luttes de tendances, alors qu'il faudrait plutôt formaliser celles-ci de manière à jeter les bases d'une éthique du débat et de la confrontation.

RÉTROACTIF, EN ESPÈCES, PARTOUT, POUR TOUT ET MAINTENANT

Par Annabelle Berthiaume, Nicholas Bourdon et Phil Mathieu

Cette intégration du choc des idées au sein d'une culture du débat développée en commun et valorisée en tant que telle, au-delà de toute personnalisation et de toute dynamique de gang, est peut-être ce qui a le plus manqué aux coalitions pour la rémunération des stages, et particulièrement pendant la tentative de GGI à l'hiver 2019. Si la question de l'aspect fondamentalement féministe de la campagne est un exemple de lutte de tendances qui a su fournir un dynamisme positif à l'organisation et rallier un grand nombre de tendances politiques au-delà des intérêts concurrents et des blessures d'orgueil, on ne peut pas en dire autant de toutes les questions qui ont été l'objet de conflits et de débats au sein des coalitions. S'ils ont commencé, comme celui sur le féminisme, dans les assemblées de la *Coalition montréalaise*, plusieurs de ces débats ont malheureusement été interrompus, étant perçus comme des chicanes nous détournant des objectifs politiques de la campagne, ou pire encore, se sont poursuivis sur les médias sociaux, où la possibilité de construire une éthique de la confrontation est sabotée à l'avance, et où même les meilleures intentions ne font que paver le chemin du ressentiment et du repli sur la communauté, réflexes grégaires et anti-politiques.

La pratique des amendements étant à la base de la démocratie et s'étant maintes fois portée garante d'une politique en mouvement et ouverte à l'imprévisible, nous proposons de mettre à jour la liste de recommandations de Jo Freeman pour rajouter, comme huitième point, *l'éthique du débat et de la confrontation*. Une pratique cohérente de l'autonomie politique implique de continuellement actualiser les propositions du passé pour les garder vivantes.

Au cours des dernières années, nous avons vu les initiatives d'étudiant.e.s et de stagiaires de plusieurs endroits dans le monde se multiplier pour revendiquer la fin de leur travail gratuit. Sur le continent africain, des enseignant.e.s stagiaires du Maroc et du Gabon font la grève pour réclamer le placement en emploi après études et la régularisation de leur statut de travailleur.euse.s, alors qu'en Tunisie les stagiaires de l'hôtellerie font la grève pour exiger des conditions d'études décentes. Les mobilisations ont également gagné l'Europe, où, notamment, le mouvement étudiant du Luxembourg demande la rémunération de tous les stages (et obtient gain de cause)¹. La *Global Intern Coalition*, regroupant des associations d'Italie, de Grande-Bretagne, d'Australie, du Portugal, de la France, des Pays-Bas, d'Autriche, du Kosovo, du Nigeria, de Belgique et de Suisse, a aussi lancé, depuis 2013, plusieurs appels à la grève pour des stages rémunérés et des protections légales. Plusieurs CRIS et CUTE ont d'ailleurs initié et co-signé des appels internationaux durant cette campagne, que ce soit dans le cadre de la *Global Interns Day*² le 10 novembre 2017 avec des groupes politiques affinitaires et syndicaux ainsi que des associations étudiantes du Canada, des États-Unis et du Mexique, ou encore lors de la venue du G7 au Québec en juin 2018.

À l'automne 2018, la rencontre entre une militante du CUTE UQAM et quelques groupes étudiants en Europe a également permis de tisser des liens de solidarité autour de la revendication d'un salaire étudiant et de la lutte contre le travail gratuit. Une première collaboration a abouti en un appel à

1. Thomas Holzer, « Tous les stages seront rémunérés au Luxembourg », *L'Essentiel*, 29 mai 2019.

2. *Journée internationale des stagiaires*, 10 novembre 2017, www.globalinternsday.org/fr/accueil/

3. « Pour la fin du travail gratuit : Grève des femmes de la maison à l'école ! », *Dissident.es*, 4 février 2019.

4. Pour l'USE, voir *Pour une rémunération de tous les stages !* <http://tiny.cc/usebe>, et pour SUD-EP voir *Je bosse. Tu me paies.* <http://tiny.cc/sudep>

5. « Nous sommes le CIA », *Acta*, <http://tiny.cc/ciafr>

6. Le lien logique entre la revendication pour la rémunération des stages et celle d'un salaire étudiant, même la ministre libérale de l'Enseignement supérieur, Hélène David, l'a reconnu en nous interpellant en 2017 : « Pourquoi, quand t'es assis dans une salle de classe, t'es pas payé, et quand tu vas faire un premier apprentissage de formation en milieu de travail, il faudrait que tu sois payé ? ». Elle cherchait ainsi à discréditer la revendication d'un salaire pour les stagiaires, admettant la porte qu'elle ouvrirait autrement. Citation issue de : « David ferme la porte aux stages rémunérés », *Le Soleil*, 4 mai 2017.

se joindre à la grève des femmes co-signé par le Réseau européen des syndicats étudiants de base, composé de *SUD Étudiant.e.s et précaires* (SUD-EP) en Suisse romande, de *Solidaires étudiant.e.s* en France et de *l'Union syndicale étudiante* (USE) en Belgique³. La participation des militant.e.s étudiant.e.s et féministes à la grève des femmes en Suisse et en Belgique, respectivement le 8 mars et le 14 juin 2019, a permis de rendre visible le caractère genré des stages non rémunérés et le recours croissant des États, des entreprises et même des organismes sans but lucratif à cette forme d'exploitation. Et dès cet automne, les militant.e.s de l'USE et de SUD-EP débiteront leur campagne pour la rémunération de tous les stages, constatant que cette situation prend de l'ampleur chez elles aussi⁴. De plus, une grande assemblée européenne sur la question du salaire étudiant est annoncée pour le printemps 2020.

Comme au Québec, les campagnes européennes pour la rémunération des stages articulent l'adéquation entre les études et le marché du travail, ce qui révèle immédiatement les limites juridiques autour desquelles se structure l'extorsion du travail étudiant. En France par exemple, les militant.e.s les plus alertes critiquent les contournements que les employeurs utilisent pour éviter de compenser, comme la loi l'oblige, les stagiaires après deux mois de travail (comme les stages de deux mois moins un jour, le changement du nom de l'employeur en cours de stage, etc.). Le *Collectif Interfac Autonome* (en Île-de-France) pousse également la réflexion plus loin dans son manifeste, au sein duquel il affirme que « *Notre temps dit "d'étude" n'est pas séparé de notre temps de travail. L'université est une machine à précarité comme une autre* »⁵.

Ce lien entre le travail et les études, nous l'avons répété *ad nauseam*. Et c'est par la revendication d'un salaire étudiant que l'on tente de sortir de cette dynamique qui maintient les étudiant.e.s et les stagiaires dans la précarité. L'obtention d'un salaire est également gage d'une reconnaissance

symbolique de la valeur de notre travail et identifie le rapport de pouvoir entre les étudiant.e.s, les professeur.e.s et les administrations scolaires. Fortement inspiré.e.s des mouvements féministes et marxistes autonomes italiens et nord-américains des années 1970, nous avons voulu remettre à l'ordre du jour la revendication du salaire étudiant, qui avait été délaissée au Québec depuis le milieu des années 1970. Notre objectif était donc de faire reconnaître le travail reproductif au même titre que le travail productif dans la logique salariale. Pour ainsi dire, notre travail, tout comme celui des femmes à la maison, sert à reproduire ou à préparer une main-d'œuvre qualifiée pour le marché du travail. Et la fin des stages non rémunérés, comme revendication immédiate, représentait en quelque sorte la pointe de l'iceberg permettant d'aborder tout le reste du travail effectué en classe⁶.

Bien que le salaire étudiant soit toujours sur le radar des principales organisations étudiantes en Europe francophone, gageons que ces militant.e.s se sont buté.e.s et se buteront encore à des critiques et à des réactions similaires à celles reçues au cours de la campagne des CUTE de la part de différentes tendances de gauche. Les critiques à l'endroit du salaire étudiant n'ont d'ailleurs rien de surprenant, puisqu'elles s'apparentent à celles formulées à l'égard des militantes pour un salaire au travail ménager au cours des années 1970 et, un peu plus tard, aux militants de *Wages for Students* qui, bien avant nous, défendaient un salaire pour le travail gratuit comme stratégie de lutte pour la réduction du temps de travail. Revenons sur quelques éléments importants de cette stratégie.

LE SALAIRE COMME STRATÉGIE

Aliéné.e.s sans travail

Durant la campagne, certain.e.s profs et étudiant.e.s de gauche ont affirmé que de lutter pour l'obtention d'un salaire allait à contresens de la lutte pour l'élimination des rapports marchands qui lient les individus au sein du capitalisme. Tantôt plus à gauche,

tantôt plus conservatrice, on a entendu une critique de la marchandisation de l'éducation qui défend l'éducation comme une institution publique à préserver hors des rapports marchands. C'est le cas, par exemple, de Stéphane Chiarello, enseignant en gestion des ressources humaines de l'Université du Québec à Trois-Rivières, qui a publié une lettre ouverte au moment de l'annonce d'un financement pour compenser le stage final en éducation. Selon lui, cette nouvelle mesure « *continue lentement, mais sûrement, à assimiler la population à une logique de marché. Il ne reste qu'un pas à franchir pour choisir la privatisation plutôt que la gratuité* »⁷. Cette position, quasi hégémonique dans la gauche étudiante durant la grève de 2012, illustre bien le mythe qui persiste selon lequel sans salaire, le secteur de l'éducation serait « hors du marché ».

Les plus « syndicalistes » proposent plutôt de se concentrer à l'amélioration des conditions de travail en emploi (avec la campagne pour un salaire minimum à 15\$/heure par exemple). Un autre groupe de l'UQAM d'inspiration appelliste préfère frapper l'imaginaire en proposant la « destitution » du travail (dans ses rêves ou par le sabotage, c'est selon) sans pour autant quitter l'école. Dans un des zines qu'il a produit à l'hiver 2019, on pouvait lire que l'université demeure « *un terrain fertile au développement de nouvelles idées, à la redécouverte d'anciennes pratiques de soin qui brassent, pour rencontrer d'autres gens un peu paumés qui veulent autre chose* ». Dans l'éditorial du même zine, on défend l'université comme un lieu d'échanges et de partages de connaissances qui sert à « *nous rendre plus brillant.e.s collectivement* »⁸. Cette posture, que l'on pourrait qualifier au mieux de candide, ne rend ainsi compte que d'une réalité très partielle de l'éducation.

Bien souvent, cette critique de la marchandisation contre le salaire étudiant s'accompagne de l'idée qu'un salaire accentuerait l'aliénation de l'activité étudiante. Comme si, du jour au lendemain, l'obtention d'un salaire signifierait l'aliénation immédiate. Comme si, parce qu'ils reçoivent un salaire, les stagiaires en génie seraient plus aliénés que les stagiaires en soins

infirmiers — ces dernières exécutant leurs tâches gratuitement. Ou encore, comme si la gratuité du travail représentait un espace hors de la pression à la productivité et des rapports de domination qui encadrent le monde du travail, ou comme si les étudiant.e.s contrôlaient les finalités et les conditions de leur activité parce qu'elle n'est pas salariée.

Les réactions face à la grève des stages ont pourtant démontré toute la pertinence de concevoir les études comme un travail alors que le traitement des grévistes se rapprochait fortement de celui réservé à des employé.e.s. Les exemples frôlent parfois le ridicule. Comme lorsque, durant la grève, un enseignant dans une école primaire s'est retrouvé dans l'embarras parce qu'il avait pris des engagements envers des collègues en comptant sur la présence du stagiaire qu'il supervisait pour pallier son absence en classe. Un autre stagiaire, cette fois dans un organisme communautaire, s'est vu offrir un emploi *rémunéré* au même endroit pour contrer son absence durant la grève des stages. Et dans les universités, plusieurs directions de programmes ont exigé de manière non uniforme la reprise des heures de stage manquées pour se comparer aux « *conséquences dans une situation d'emploi où il y aurait perte de salaire* ». Pourtant, d'autres stagiaires des mêmes programmes ou des mêmes facultés avaient eu des ententes plus accommodantes. On sait également que la plupart des heures de stage manquées à cause de tempêtes ou de maladie ne sont que très rarement reprises. L'exigence de la reprise des heures de grève ne représentait donc plus une question d'évaluation des compétences des stagiaires, mais bien une évaluation de leur obéissance.

Ne serait-ce donc pas plutôt par paternalisme ou par mépris que la gauche étudiante et professorale ne considère pas la nécessité de rejeter leur propre salaire pour s'émanciper de ce rapport aliénant ? Ce discours contre la salarisation ne servirait-il pas à mystifier des intérêts corporatistes dans la hiérarchie universitaire ? Comme l'a déjà souligné et critiqué Rancière, cette posture des profs de

7. Stéphane Chiarello, « Une rémunération pour des stages ? », *Le Devoir*, 30 mars 2018.

8. Ingouvernables, *On s'est radicalisé dans nos temps libres / Nous ne voulons pas être des étudiant.e.s, nous sommes des délinquant.e.s*, 2019.

9. Voir Jacques Rancière, *La leçon d'Althusser*, La Fabrique, 2012, 254 p.

10. « Le féminisme contre la famille : entrevue avec Sophie Lewis », *Acta*, 24 août 2019.

11. Traduction libre : « *un salaire n'est pas seulement un peu d'argent, mais l'expression fondamentale d'une relation de pouvoir entre le capital et la classe laborieuse* ». Nicole Cox et Silvia Federici, *Counter-Planning from the Kitchen*, Falling Wall Press, 1975.

12. « Féministes, c'est-à-dire contre le travail », *MTLContreinfo*, 2018.

gauche au sein de l'université soutient une position corporatiste et dominante au sein de l'institution scolaire. L'opposition d'une figure comme Althusser aux revendications étudiantes gauchistes, comme le salariat étudiant et le travail collectif, au nom de la détention d'une science infuse par les profs lui permettait ainsi de défendre sa propre position dans la hiérarchie universitaire, de même que la domination des intellectuels du *Parti communiste français* sur les « masses »⁹.

Nous pouvons également transposer la logique de cet argumentaire à d'autres champs de la reproduction pour en souligner l'incohérence. Personne ne remettrait en question, par exemple, la lutte pour la reconnaissance du travail des sages-femmes parce qu'elles seraient responsables de marchandiser le rapport à la naissance. Comme le soulignait récemment l'auteure et militante Sophie Lewis en réponse aux féministes contre la reconnaissance de la gestation par autrui (GPA) : « *Il est plus qu'inutile de claquer des doigts et de déclarer que "certaines choses ne devraient pas être à vendre" (impliquant par là que d'autres choses seraient à vendre). La vérité c'est que malheureusement, comme nous vivons dans un monde capitaliste, ces choses sont déjà à vendre* »¹⁰. En appelant ainsi les principaux.ales concerné.e.s à s'organiser contre leur travail et contre ceux et celles qui en tirent profit, la revendication d'un salaire vise à dénaturer le travail gratuit qui est effectué et à exprimer les rapports de force présents dans les relations qui l'encadrent (par exemple entre les profs et les étudiant.e.s). « *A wage is not just a bit of money, but the fundamental expression of the power relation between capital and the working class* »¹¹, écrivaient déjà en 1975 les militantes pour un salaire au travail ménager. L'obtention d'un salaire signifiait donc un premier pas vers, à la fois, la redistribution des ressources et la reconnaissance du travail.

La proposition de salarier des activités déjà effectuées par les stagiaires, parmi lesquelles les femmes sont surreprésentées, ne visait donc pas à « *s'enfoncer dans une identité genrée et les rôles qui y sont associés* »¹², mais plutôt à pointer du

doigt comment la division genrée du travail déborde largement le marché du travail, afin d'accorder plus de pouvoir aux étudiant.e.s les plus marginalisé.e.s. En utilisant l'imaginaire de la grève des femmes pour parler de la grève des stages, il n'est ainsi pas question de renforcer la binarité des genres, ni de confiner les femmes aux soins, à l'éducation ou aux arts, domaines dans lesquels les stages non rémunérés sont courants, mais plutôt de révéler le fait que cette réalité n'affecte pas tout le monde de la même façon.

Bref, on n'abolit pas la marchandisation sans abolir le travail, comme on ne devient pas responsables des transformations du système d'éducation en nommant les choses telles



qu'elles le sont. Bien sûr, si l'on reconnaît que l'école reproduit les classes sociales, elle reproduit par conséquent aussi les classes dominantes et forment ceux et celles destiné.e.s à la répression (police, juge, agent.e de l'aide sociale, etc.)¹³. Mais cela ne signifie pas pour autant qu'il faille disqualifier les luttes dans le milieu de l'éducation ni rejeter le caractère universel de la revendication. Au contraire, la lutte pour le salaire étudiant exprime une forme de lutte des classes dans l'institution scolaire. L'entrée par les programmes avec des stages non rémunérés pour parler de salaire étudiant représentait justement une façon de nous organiser avec des personnes qui, comme la plupart d'entre nous, une fois sur le marché du travail, vont continuer à occuper des emplois avec des conditions de travail difficiles. Elle permet de s'approprier collectivement



Manifestation à Rimouski, 20 novembre 2018

un discours critique et des pratiques d'organisation dans des domaines tels que les soins infirmiers, l'éducation à l'enfance ou les arts, où les discours sur la vocation et la passion continuent de justifier le travail non rémunéré. D'ailleurs, la reproduction des classes dominantes n'est pas écartée avec une revendication en faveur de la gratuité scolaire, dont aucune tendance ne rejette l'universalité. Car il ne suffit pas que l'école soit gratuite pour qu'elle devienne accessible à tou.te.s ; le salaire étudiant en constitue la suite logique.

Défendre l'autonomie jusqu'au bout

Il importe de le reconnaître : « *le fait de travailler gratuitement pour le capitalisme ne constitue pas un acte révolutionnaire* »¹⁴ ! Dans cette perspective, nous avons présenté, comme d'autres l'ont fait avant, la revendication d'un salaire comme une lutte pour la réduction du temps de travail et l'extension du temps libre¹⁵. Typiques des discours construits « de haut en bas », les discours critiques contre la marchandisation et contre le travail ont offert peu d'ancrages pour discuter à large échelle de luttes et d'attaques contre le système capitaliste, dont les cégeps et les universités sont d'importants rouages. Pourtant, force est de constater que l'autonomie financière représente un élément non négligeable dans un processus de désaliénation. Elle facilite, notamment, le bris de relations de dépendance imposées par la famille, le couple, la colocation, le travail salarié, etc.¹⁶ Et on pourrait se demander, d'ailleurs ; qui a ce luxe de rejeter un salaire qui permet de subvenir à ses besoins dans un système capitaliste ?

De surcroît, au sein de la gauche étudiante et professorale, comme dans « l'opinion publique », l'urgence de rémunérer les stages était plutôt admise. Que ce soit par la compensation ou le salaire, même nos opposant.e.s reconnaissaient la nécessité d'adresser la précarité des stagiaires, surtout les stages en fin de programme, parce que leur travail ne se résumait pas à la formation. Cette posture reconnaît donc la partie « visible » — parce qu'assimilable à un travail déjà salarié — de l'activité étudiante,

13. C'est ce qui a été souligné par le *Mouvement étudiant révolutionnaire* (maoïste) : « À propos du salariat étudiant et du rôle de l'éducation dans le capitalisme », <http://tiny.cc/mer>, de même que par le groupe *Temps libre* : « Pour une redéfinition du sujet de la lutte », <http://tiny.cc/tempstl>

14. « Salaire critique : sur la rémunération des stages et le salaire étudiant avec George Caffentzis », *Histoire engagée.ca*, 13 novembre 2018.

15. Voir, par exemple, le texte « Du temps libre » de Sandrine Belley, Annabelle Berthiaume et Valérie Simard dans le *CUTE Magazine*, no 3, hiver 2018, <https://dissident.es/du-temps-libre/>

16. C'est d'ailleurs ce que défendait déjà le *Comitato per il Salario al Lavoro Domestico di Padova* en 1977 en s'adressant aux différentes tendances de la gauche révolutionnaire autonome. Voir « Le operaie della casa (1977) », *Viewpoint Magazine*, 31 octobre 2015.

17. Antonio Negri, *Travail vivant contre capital*, Éditions sociales, 2018, p. 49-50.

18. « Le féminisme contre la famille : entrevue avec Sophie Lewis », *Acta*, 24 août 2019.

sans pour autant reconnaître le travail de formation en classe. Et cette distinction tient également pour certains groupes avec lesquels nous avons échangés en Europe, comme l'*Union des étudiants communistes*, qui tout en revendiquant un salaire étudiant, maintient une position abolitionniste sur le travail du sexe.

En fin de compte, la différence entre les analyses proposées par les CUTE et celles qui rejettent le salaire étudiant au nom de la marchandisation de l'éducation (ou de la vie) réside dans des distinctions théoriques sur le caractère « totalisant » du capital, à savoir si les scènes d'exploitation et de violences à l'école, comme dans la sphère domestique, prennent racine dans le système capitaliste patriarcal et colonial actuel ou non. C'est également en considérant la totalité capitaliste qu'on peut déduire le caractère productif des études. Comme le dit Negri, « *Pour soutenir nos réflexions sur le travail étudiant, il fallait dépasser le concept de travail immédiat dans la production de la valeur [...] le travail productif intervient dans la production et dans la circulation, donc qu'il ne se réduit pas au seul travail immédiat. Ainsi, pour travailler sur le travail et sur l'organisation sociale, il faut toujours regarder ce qui se passe au niveau de la totalité capitaliste. À partir du concept de capital qui planifie la société, on arrive à l'idée que la société planifiée produit de la valorisation* »¹⁷. Inspirées des analyses entourant le salaire au travail ménager, les militant.e.s des CUTE ont défendu l'idée selon laquelle le travail étudiant, tout comme le travail domestique ou le travail du sexe, fait partie de la sphère de la reproduction et participe à la construction et au maintien du capitalisme. C'est donc l'analyse de ce système qui permet de voir que ce sont les femmes, et particulièrement les femmes racisées et dans les pays du Sud, les principales affectées par la nouvelle division internationale du travail.

La revendication d'un salaire pour le travail gratuit porte ainsi avec elle tout un autre rapport au « privé », au domestique, à l'amour, et, dans le cas qui nous concerne, à l'école. Nous ne considérons plus que l'éducation est seulement un service dont nous sommes

bénéficiaires. La revendication d'un salaire n'est pas non plus réductible à un programme électoral ou une question comptable. « *Nous exigeons tout* »¹⁸. En 1976, les militantes du comité new-yorkais pour un salaire au travail ménager réclamaient un salaire en comptant et rétroactif, et même un logement gratuit pour toutes les femmes puisqu'elles considéraient le foyer comme un espace de travail. Nous exigeons une éducation gratuite et payée — sans gêne et entre autres choses.

Désirer mieux

L'objectif politique de la campagne des CUTE était donc de montrer comment, quand et où l'exploitation à l'école ou en stage se produit, même si elle est invisibilisée par l'absence de relation salariale ou de droits sociaux, et d'unir les femmes et les personnes les plus précaires dans des luttes menées sur le terrain de la reproduction. En exposant une vision critique du système d'éducation inconciliable avec l'argumentaire d'une « institution à protéger », nous cherchions à pointer du doigt l'école comme appareil de reproduction de classes sociales, en dénonçant les situations d'exploitation vécues, à commencer par les stages.

Et en ce sens, il était clair que de lire Adorno, Benjamin, Foucault ou Federici en classe ne suffisait pas à « *devenir plus brillant.e.s collectivement* » ou à développer notre plaisir à l'école. Et depuis qu'on étudie Marx à l'école, il semble que cette idée est une évidence : le grand soir n'est pas advenu par cette voie. L'enceinte académique n'avait rien de l'idéal humaniste libéral, émancipateur, voire subversif, des critiques de la marchandisation lues et entendues avant et durant cette campagne. Il fallait, *justement*, nommer et dénoncer le cadre imposé de l'université, l'enseignement de savoirs figés et lissés : un premier pas pour lutter concrètement contre ceux-ci, pour développer de nouvelles idées, les mettre en débat et aller plus loin.

Évidemment, la conception des études comme un travail ne signifie pas qu'il y a absence ou impossibilité de plaisir et de désir à l'école — comme dans n'importe quel autre emploi. Personne ne nous

oblige à détester notre emploi. Personne ne nous oblige à arrêter d'apprendre non plus lorsqu'on travaille. Mais pour nombre d'étudiant.e.s, l'expérience aux études est minée par ses conditions de production, que ce soit la précarité ou la dépendance financière. Elle représente d'abord une sorte de passage obligé pour améliorer nos conditions de vie ; un espace de conflits, accaparé de violences plus ou moins banales, où plusieurs étudiant.e.s croulent sous les dettes. La revendication d'un salaire pour les études peut aussi permettre d'adresser les rapports de pouvoir entre professeur.e.s et étudiant.e.s, dénoncés depuis des années, qui continuent de dissimuler toutes sortes d'abus. Puisqu'elle implique certaines protections légales, elle permet de formuler un argument supplémentaire pour rompre avec la culture d'impunité qui règne en matière de harcèlement et de violences sexuelles, qui affecte en plus grand nombre les femmes, les minorités de genre, les personnes en situation de handicap et les personnes racisées.

C'était donc une vision tronquée et partielle, sinon idéaliste et élitiste, du rôle et des usages de l'université qui a été défendue maintes fois en opposition aux analyses proposées par les CUTE. En quelque sorte, cette vision s'apparente aux discours s'opposant à l'idée d'un salaire au travail ménager, sous prétexte que l'échange domestique serait aussi un espace d'amour et de réciprocité. Évidemment, « *il y a toujours plus d'une chose en jeu dans le travail. Mais insister sur la dimension d'exploitation du travail, c'est une stratégie de démystification nécessaire* »¹⁹. Les termes du débat ne peuvent donc pas se résumer à une opposition « pour ou contre le travail » ou « pour ou contre l'école marchandisée » (évidemment que nous sommes contre). Or, comme l'a déploré l'intellectuelle et militante du *Front de libération des femmes du Québec* (1969-1971), Louise Toupin, au sujet du mouvement du salaire au travail ménager, la revendication d'un salaire pour le travail gratuit a été mal comprise par plusieurs de ses opposant.e.s²⁰. Réduite à une revendication réformiste ou à une position « pro-travail » (nous attendons toujours notre paie du *Conseil*

du patronat pour cela), la revendication d'un salaire pour les études a peut-être été balayée trop rapidement de la main par certaines tendances de gauche.

C'est vrai, la grève générale de courte durée à l'hiver 2019 n'a pas permis de débattre du salaire étudiant autant que nous le souhaitions. En plus, il faut admettre que les militant.e.s des CUTE ont investi la plupart de leurs efforts dans la défense et l'organisation de la grève des stages, ce qui a limité les occasions de proposer et de débattre de cette revendication aussi loin que voulu. Mais nous espérons que ces analyses et les échanges ont permis d'alimenter les réflexions sur le travail reproductif au sein de la gauche étudiante. En plus d'avoir rapporté quelques fruits (par l'obtention d'une bourse pour les stagiaires de certains programmes), nous avons, somme toute, contribué à rendre visible l'importance du travail gratuit dans l'organisation du capitalisme sur le dos de ces travailleurs, et surtout de ces travailleuses, sans salaire. Force est de constater que c'est de l'autre côté de l'Atlantique que cette lutte étudiante se poursuivra durant l'année à venir, et c'est avec enthousiasme que nous partagerons nos expériences et réflexions pour que sa portée puisse dépasser celle de la grève des stages au Québec.

19. « Le féminisme contre la famille : entrevue avec Sophie Lewis », *Acta*, 24 août 2019.

20. Louise Toupin, *Le salaire au travail ménager : chronique d'une lutte féministe internationale (1972-1977)*, Éditions du remue-ménage, 2014, 452 p.

Travail et luttes contre l'exploitation

CACHEZ CE TRAVAIL

Par Éloi Halloran et Valérie Simard

The problem with this position is that in our imagination we usually add a bit of money to the shitty lives we have now and then ask, so what? on the false premise that we could ever get that money without at the same time revolutionising – in the process of struggling for it – all our family and social relations.

– Silvia Federici, *Wages Against Housework*

L'expérience du travail est le plus souvent problématique. Le rapport que l'on entretient avec le travail constitue souvent une première grille pour comprendre l'exploitation et pour développer une critique du capitalisme. Très tôt, on nous demande de choisir ce que nous voudrions faire plus tard. À toutes occasions, les enfants enfilent les habits du pompier, jouent à la maîtresse d'école et s'envolent dans une fusée imaginaire. Nous apprenons à nous projeter dans l'avenir en nous imaginant exercer une profession rêvée. Seulement, à cette vision romantique du travail ont tôt fait de s'ajouter les scènes de la vie quotidienne : les parents, de retour fatigué.e.s du boulot, n'ont, à quelques exceptions près, rien d'autre à raconter autour de la table que les petites misères de leur vie professionnelle. Déjà, les journées des petit.e.s sont modulées selon l'horaire de travail des grandes personnes. Le temps – concept flou pour les enfants – se structure autour du 9 à 5, de la fin de semaine, des jours fériés et des vacances de la construction. Une fois adulte, on se surprend de souhaiter encore faire quelque chose qu'on aime, jusqu'à ce que la somme des expériences de travail décevantes l'emporte sur le fantasme...

La prise de conscience de l'aliénation nourrit un discours contre le travail et en conduit quelques-un.e.s à prêcher pour son abolition par la réduction du temps travaillé et salarié. Lorsqu'on prend conscience de l'extériorité de cette activité, lorsqu'on saisit la dépossession de son être, de sa vitalité et le malheur dans lequel le travail contraint nous plonge, on en vient évidemment à vouloir l'éviter et à souhaiter sa disparition. On veut

découvrir, enfin, ce que seraient nos désirs, nos talents, nos intérêts et notre caractère en l'absence d'un horaire régulier et de tâches définies et routinières. Si l'aliénation entraîne son lot de souffrances, la conscience de cette dernière est parfois tout aussi souffrante, surtout dans un contexte qui offre peu d'alternatives. Pour se protéger, plusieurs s'identifient à leur travail, affirment n'avoir jamais travaillé un jour de leur vie tellement ils aiment ce qu'ils font et réagissent à toute critique envers leur profession comme si elle leur était personnellement adressée. La prise de conscience de l'aliénation est donc un premier pas nécessaire pour s'organiser par rapport au travail.

Une telle prise de conscience est quant à elle impossible à l'extérieur du contexte du travail lui-même. Cependant, il importe de ne pas réduire le travail à une activité strictement productive. Comme l'ont soulevé avec justesse les féministes organisées dans les années 1970 pour un salaire contre le travail ménager, les luttes ouvrières se sont uniquement concentrées dans l'usine, au point de dissimuler l'autre usine, l'usine sociale, là où s'accomplit le travail de reproduction de la classe ouvrière : un travail invisible parce que non salarié et accompli majoritairement par des femmes. La nécessité de s'organiser dans le contexte du travail ne revient donc pas à mettre de l'avant des luttes strictement syndicales, mais bien à s'organiser afin que de plus en plus de personnes reconnaissent leur rôle au sein du capitalisme et réalisent que ce dernier ne se contente pas d'exploiter leur force de travail, mais leur personne toute entière. Comme

le proposaient Mariarosa Dalla Costa et Selma James¹, le travail de reproduction, bien que non salarié, n'est pas exclu des rapports capitalistes et, au bout du compte, il n'existe tout simplement pas d'activités ou de rapports qui en sont exclus. Et c'est vrai aussi pour la production intellectuelle et culturelle, tout comme pour l'intelligence collective absorbée par des stratégies nouvelles comme le microcrédit. Une telle grille complexifie la question de la valeur de la force de travail et de sa négociation, en même temps qu'elle étend la catégorie du travail et, du même coup, celle des travailleur.euse.s.

Pour revendiquer un salaire pour les stagiaires, il a donc d'abord fallu convaincre massivement ces dernier.e.s que le temps investi dans les stages constitue du temps travaillé. Comme pour les ménagères, il a fallu déconstruire cette idée d'une activité qui implique intrinsèquement un don de soi, que l'on effectue par amour et compassion ou encore pour son propre bénéfice, et qui serait donc corrompu par le rapport salarié ou encore, qui ne mérite tout simplement pas de rémunération. Il a fallu convaincre

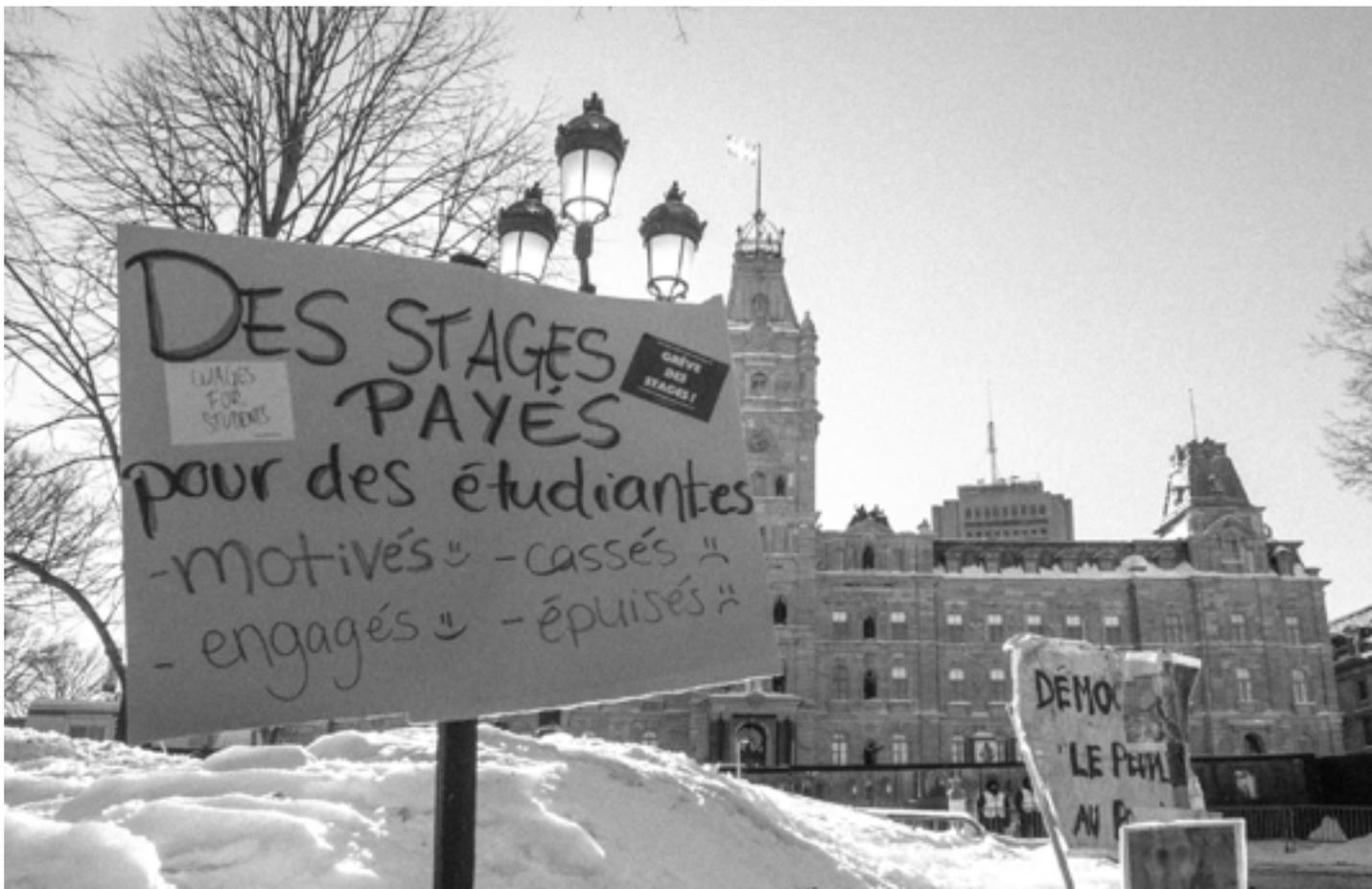
les stagiaires que les tâches accomplies gratuitement ont une valeur, qu'elles servent leur employeur et que le marché du travail repose en grande partie sur celles-ci. Ce n'est pas une mince affaire, puisque c'est depuis la naissance qu'on nous entraîne à accepter la dévaluation de notre travail². Même parmi les féministes qui prennent publiquement position sur la question du « travail invisible »³, beaucoup adhèrent à cette idée que la valorisation et la reconnaissance du travail de reproduction ne devraient pas passer par un salaire. Dans ce monde désenchanté, il resterait des espaces que l'on croit à l'abri du marché – la maternité, les soins aux proches, le sexe, l'éducation – qu'on ne peut tout simplement pas quantifier et qui perdraient en pureté s'ils étaient rémunérés. On peut alors légitimement demander qu'est-ce qui rendrait visible ce « travail invisible » si ce n'est pas le salaire ou, au contraire, qu'est-ce qui le rend invisible si ce n'est pas l'absence d'une rémunération ? Par quels mécanismes doit-on alors reconnaître et valoriser les compétences que l'on attribue aux femmes par essence ? À défaut de pouvoir exister en dehors du capitalisme et d'opérer ainsi une quelconque redistribution plus équitable du

1. Mariarosa Dalla Costa et Selma James (1972) *The Power of Women and the Subversion of the Community*, <https://libcom.org/library/power-women-subversion-community-della-costa-selma-james>

2. Silvia Federici et Nicole Cox (1975) « Counterplanning from the Kitchen », dans Silvia Federici (2012) *Revolution at Point Zero : Housework, Reproduction and Feminist Struggle*, Oakland, PM Press, 196 p.

3. À ce sujet, voir Camille Robert et Louise Toupin. (2018) *Travail invisible : Portraits d'une lutte féministe inachevée*, Montréal, Éditions du remue-ménage, 200 p.

Manifestation Pour la rémunération des stages / à Québec, 9 février 2019



4. Silvia Federici (2016), « Reproduction de la force de travail dans l'économie globale ? : la révolution féministe inachevée », dans *Point zéro : propagation de la révolution. Salaire ménager, reproduction sociale, combat féministe*, Donnamarie-Dontilly, Éditions iXe, 264 p. En ligne sur *Contretemps*. <http://tiny.cc/Fede>

5. Dans un exemple récent, des restauratrices employaient des travailleur.euse.s sans-papiers sous le salaire minimum. Les travailleur.euse.s ont été arrêté.e.s en vue de leur déportation, tandis que les restauratrices ont été excusées, le juge prenant en considération la pénurie de main-d'oeuvre. <http://tiny.cc/lapr>

travail de reproduction ici et maintenant, il faut s'attaquer à ce qui rend invisible ce travail dans la société capitaliste. Et c'est bien par l'exclusion du rapport salarial, malgré toutes ses limites et ce qu'il implique d'abdication et de renoncement, qu'on retire aux non salarié.e.s la possibilité de s'organiser et de négocier la valeur de leur force de travail. Se convaincre, donc, et convaincre les autres que, pour que le travail en stage soit reconnu et pour avoir une prise sur les conditions de son exercice, il faut exiger un salaire. C'est à travers ce processus de prise de conscience collective que se construisent les antagonismes et la possibilité de se définir en tant que sujet révolutionnaire.

Vouloir élargir la catégorie des travailleur.euse.s n'équivaut pas à en revendiquer l'identité ni à adopter une posture productiviste. Bien sûr, il faut admettre que la construction d'une identité de classe à travers la figure de l'ouvrier de masse se fait souvent au détriment des enjeux de genre, de sexe, de race et de colonisation. L'idée selon laquelle la classe ouvrière correspond aux hommes blancs qui travaillent sur des chaînes de montage a toujours été une lubie, qui survit encore aujourd'hui dans le seul intérêt de certains milieux de gauche et syndicaux qui la véhiculent. Le point de la lutte n'est pas de porter le prolétariat en triomphe : elle doit aussi mener à son abolition en tant que classe inscrite dans les rapports capitalistes. Les mouvements syndicaux des secteurs ouvriers traditionnels, comme l'industrie de la construction, montrent bien comment le corporatisme et le nationalisme, au lieu de contribuer à l'établissement d'une conscience et d'une solidarité de classe, nourrissent les préjugés et la discrimination envers les personnes immigrantes, racisées et envers les communautés autochtones. En élargissant la définition du travail, en s'organisant sur une base non corporatiste et sans palier national, on peut au contraire tenter « *de mettre fin aux divisions créées au sein de la classe ouvrière par le développement capitaliste* »⁴, pour reprendre les mots de Silvia Federici.

Peu de personnes bénéficient d'un marché du travail qui leur est favorable et dont les

mouvements syndicaux arrivent à conserver les acquis. L'époque est celle de la précarité. En s'organisant autour de la question des stages, la campagne a permis d'exposer la libéralité des différentes législations qui en laissent plusieurs sans protections légales en cas de litiges ou de blessures et même en ce qui concerne le salaire minimum ; c'est le cas notamment des personnes sans-papiers, des détenu.e.s, des bénéficiaires de l'assistance sociale et des travailleuses du sexe. Les sans salaire sont ainsi laissé.e.s à la merci des employeurs et, ironiquement, du marché⁵. Dans un contexte de précarisation et d'*uberisation* du travail, alors que la catégorie des sans salaire est condamnée à s'élargir et que s'imposent de nouvelles formes de travail salarié, il semble d'autant plus important de rendre visible l'ensemble des activités gratuites sur lesquelles repose le capitalisme. Ainsi, il ne faut pas limiter l'organisation à la protection des acquis ou à la reconquête des conditions perdues depuis les Trentes Glorieuses, mais bien se solidariser avec les personnes historiquement exclues de la catégorie des travailleur.euse.s. Le portrait est très semblable au sein de l'école : il est d'emblée vain de penser pouvoir sauvegarder un quelconque idéal de l'éducation publique des vagues de marchandisation qui se succèdent depuis déjà plusieurs décennies. Face à ces assauts néolibéraux, prêcher par nostalgie et humanisme ne fait pas le poids : ces stratégies éludent la nécessité d'entrer en conflit avec l'école afin de la transformer – pas de la préserver. En ce sens, réclamer le statut de travailleur.eus.e permet minimalement de construire un rapport de force offensif, alors que le salaire étudiant améliore ici et maintenant nos conditions matérielles.

Croire que la salarisation, et donc, la reconnaissance du statut de travailleur.euse.s – des stagiaires, des étudiant.e.s, des ménagères... – est une lutte facile et gagnée d'avance, à travers laquelle on ne fait que céder toujours plus de place au capitalisme, est réducteur. En fait, il est peu probable que l'on accorde un salaire, encore moins un salaire juste, à l'ensemble des personnes qui travaillent gratuitement

au profit des capitalistes. Les écarts salariaux persistants selon le genre ou selon la couleur de la peau démontrent bien qu'il ne suffit pas d'un salaire pour mettre fin à l'exploitation. C'est pourquoi les militantes de la campagne internationale pour un salaire contre le travail ménager, à laquelle la campagne des CUTE faisait écho, précisaient que l'obtention d'un salaire ne constituait pas une finalité, mais bien le point de départ sur lequel s'organiser afin de révolutionner, à travers les processus de lutte, les rôles et les rapports sociaux. Il s'agit ultimement de construire une nouvelle classe subversive qui correspond aux nouvelles formes du travail et de l'exploitation.

FAIRE SES CLASSES !

Women have always found ways of fighting back, or getting back at them, but always in an isolated and privatised way. The problem, then, becomes how to bring this struggle out of the kitchen and bedroom and into the streets.

– Silvia Federici, *Wages Against Housework*

Cela dit, il ne s'agit pas non plus de prétendre à l'existence d'une classe étudiante « en soi », qui, par le simple accès à un salaire et à un statut de travailleur.euse, deviendrait une classe « pour soi », en lutte contre l'école et contre les professeur.e.s et les administrations qui la gouvernent. Au contraire, en tant que lieu de reproduction sociale par excellence, l'école est à l'intersection de multiples luttes, contradictions et inégalités sociales, qui se manifestent notamment dans la possibilité même d'y accéder, dans le temps disponible à y accorder, dans les programmes auxquels on a accès, dans le niveau d'enseignement atteint, dans le capital culturel institutionnalisé qui y correspond, etc. Or, ces disparités tendent à être invisibilisées par l'idée selon laquelle le fait d'étudier est une activité individuelle, qui ne concerne que ceux qui la choisissent ou ont les moyens de le faire. Il s'agit plutôt de reconnaître le rôle de l'école dans la division du travail et l'organisation du capitalisme. La reconnaissance des étudiant.e.s en tant que travailleur.euse.s et l'instauration d'un salaire étudiant

concernent évidemment autant l'étudiant en génie qui est grassement payé pour son stage que l'étudiante en soins infirmiers qui ne touche pas un sous, deux parties dont les intérêts sont opposés. Or, ce conflit est instauré par les positions sociales de l'un.e et de l'autre et non par la revendication, qui vise plutôt l'amélioration des conditions matérielles et une prise de pouvoir au sein de l'école, ce qui ne peut que bénéficier aux étudiant.e.s les plus précaires. D'autant plus que, dans le cas de la rémunération des stages, c'est la division genrée du travail qui est directement remise en cause. La revendication d'un statut de travailleur.euse ne cherche donc pas à brouiller les conflits de classe, de race, de genre, etc. qui ont cours à l'école pour faire advenir ainsi un « *sujet unifié* »⁶. Elle cherche plutôt à les exposer et à démontrer que c'est à travers ces conflits que les personnes les plus précaires se définissent en tant que sujets autonomes. La tâche ne s'arrête donc pas « à démontrer clairement qu'une partie des étudiant.e.s partage les intérêts objectifs du prolétariat et, inversement, que le prolétariat partage ceux de ces étudiant.e.s »⁷. Les féminismes – *chicana*, décolonial, marxiste, noir, etc. – ont maintes fois démontré que ladite objectivité de ces intérêts est en réalité basée sur la position située d'une section précise de la classe ouvrière : masculine, blanche, « productive », etc. Il s'agit donc, suivant Selma James, de plaider pour une expression du pouvoir autonome de chaque section du prolétariat sur le terrain de l'école. À l'opposition des propositions en faveur d'une avant-garde révolutionnaire, ce parti-pris implique d'accepter que nous ne puissions pas savoir d'avance sur quel mode organisationnel une nouvelle classe politique s'unira. Tout ce que nous savons réellement, c'est que « *beaucoup d'entre nous se sont fait dire d'oublier nos propres besoins en vue d'un intérêt plus large, qui n'a jamais été assez large pour nous inclure. Et ainsi nous avons appris par amère expérience que rien d'unifié et de révolutionnaire ne sera formé avant que chaque section des exploité.e.s ait fait sentir son propre pouvoir autonome* »⁸. Loin d'être complète, la revendication d'un salaire étudiant n'en reste pas moins un point de départ vers l'expression de l'autonomie, au sens où elle

6. Temps libre : « Pour une redéfinition du sujet de la lutte », <http://tiny.cc/tempsl>

7. *Ibid.*, p. 29.

8. Selma James , « Sex, Race and Class », Londres, *Housewives in Dialogue*, 1986, p. 12 (traduction libre).

rend possible une prise de conscience de l'exploitation par la visibilité du travail reproductif accompli à l'école.

Revendiquer ce statut ouvre la voie ici et maintenant à un débordement du mouvement étudiant des limites de l'institution scolaire. En plus de concerner tous les niveaux de l'éducation, le mouvement pour la rémunération des stages impulse la création des liens avec les ménagères, les parents, les travailleuses du sexe, les travailleur.euse.s migrant.e.s et toutes les couches de la société dont le travail demeure impayé, dévalué et/ou effectué sans protections. En période de grève, des actions communes et des prises de paroles publiques avec des organisations de travailleuses du sexe et de travailleuses migrantes ainsi qu'avec un regroupement d'infirmières ont démontré la nécessité du développement de liens de solidarité entre travailleur.euse.s et étudiant.e.s. D'autant plus que l'organisation autonome sur les enjeux de la reproduction sociale et du travail gratuit se poursuivra au-delà de l'école, sur le marché du travail. Et c'est là un atout important de la revendication d'un statut de travailleur.euse pour les étudiant.e.s : elle ne fige pas l'école comme un espace hors de la société, à l'abri du marché et des systèmes d'oppression qui la régulent.

Qu'on le souhaite ou non, l'école nous fait travailler. Tou.te.s les étudiant.e.s poursuivent en quelque sorte, à leur propre solde, le travail de dressage débuté à la maison, dès la petite enfance, afin de se rendre entièrement disponibles et compétent.e.s pour le marché du travail. En ce sens, bien que les futurs gestionnaires du capital puissent profiter tout autant que la prochaine préposée aux bénéficiaires d'un statut de travailleur.euse et d'un salaire étudiant, exiger que soit reconnue la reproduction de notre propre force de travail à l'école par l'octroi d'un salaire est en soi une attaque au capital en ce qu'elle consiste en une réappropriation d'une partie de la valeur nécessaire à la reproduction de la totalité capitaliste. Une telle lutte ne peut être limitée à un statut juridique et à un montant d'argent : sa réalisation implique

une confrontation directe avec l'école et ses représentant.e.s (étudiant.e.s, profs, admins, etc.). Elle implique donc la transformation de rapports sociaux. Et l'on peut gager que c'est dans cette part de conflit entre ceux qui tiennent à l'école telle qu'elle est et ceux qui y voient plutôt une source d'aliénation, d'exploitation et de discrimination que pourrait émerger une conscience de classe. C'est que certain.e.s ont le privilège de faire des études un loisir ou une passion, alors que d'autres ne peuvent éterniser leur passage au centre de formation, au CÉGEP ou à l'université. C'est peut-être là où le bât blesse pour plusieurs opposant.e.s à cette campagne : revendiquer le statut de travailleur.euse implique de réellement considérer les études comme un travail. Ce faisant, on reconnaît le processus par lequel toutes les dimensions de nos vies sont marchandisées : non pas pour que le travail y prenne une place encore plus grande, mais pour tenter d'y résister collectivement en redéfinissant le champ de bataille de la lutte des classes.



Manifestation *JF better have my money / Paye moé c'que tu m'doué !* à Mont

REFUSER LE TRAVAIL OU REFUSER DE TRAVAILLER ?

La non-collaboration au travail n'exprime pas seulement l'aliénation due à la nausée, à la monotonie, au caractère répétitif, à l'absence de contenu du rôle du travail individuel et collectif; aujourd'hui, la non-collaboration, la passivité et le ralentissement des rythmes sont collectifs, ou bien ils ne sont pas, de même que le gaspillage et le sabotage.

– Matériaux pour l'intervention (1971-1972),
Les ouvriers contre l'État — refus du travail

Nous pourrions dire que la recomposition est le retour à l'autonomie qui n'est pas là. Le retour donc à des éléments qui, en rompant avec le cadre donné, se composent de manière radicalement différente, en créant un nouveau cadre de rapports sociaux. Et en se recomposant dans la rupture, ces éléments se subvertissent eux-mêmes, changent de fond en comble, se renversent par rapport à leur fonction originäre.

– Davide Gallo Lassere et Gigi Roggero,
Par delà opérarisme et post-opérarisme

On pourrait aussi faire de tout ça un enjeu strictement théorique : discourir longtemps à savoir si Marx dirait que le travail étudiant est exploité, analyser comment la grève des stages aurait pu *fitter* dans un cadre théorique marxien, appeler au développement d'une conscience de classe au sein de l'école, tout en posant les stages des autres dans le « travail » et sa propre dissert de philosophie sur les *Catégories* d'Aristote dans le « non-travail ». Ou au contraire, se « foutre de ces analyses marxisantes de l'université » et préférer prendre le *cash* qu'elle a à nous donner pour créer d'autres mondes avec ses ami.e.s et faire advenir, sans trop de conflits, « un usage communiste de l'université »⁹. Il y a également la possibilité d'attendre le prochain assaut néolibéral contre le système d'éducation public et, alors, ressortir la bonne vieille cassette de la gratuité scolaire à défendre en se laissant organiser par les réformistes et les syndicalistes en herbe.

9. Ingouvernables, On s'est radicalisé dans nos temps libres/ Nous ne voulons pas être des étudiant.e.s, nous sommes des délinquant.e.s, p. 1-2.



Le pari de la grève des stages était tout autre. En ayant comme point de départ le positionnement des étudiant.e.s en tant que travailleur.euse.s et la revendication d'un salaire pour les stages, on assumait le risque de mener une campagne offensive qui visait un changement concret de la condition des étudiant.e.s et de leur position au sein de l'école. Les étudiant.e.s feraient consciemment de la grève l'interruption collective et volontaire de leur travail. Le mouvement étudiant n'agirait ainsi plus comme groupe de pression, gardien de l'autonomie du système d'éducation face au marché ou défenseur des droits citoyens. Cette fois, les étudiant.e.s ne se positionneraient pas non plus comme les représentant.e.s de la « jeunesse » qui rêve d'un avenir meilleur, d'une rupture avec la « société » ou d'être l'étincelle d'un mouvement généralisé. En s'affirmant *de facto* travailleur.euse.s et en mettant à l'avant-plan une analyse

selon laquelle l'État et le marché du travail exploitent les stagiaires, la dernière grève étudiante et la campagne qui l'a précédée ont non seulement déstabilisé le rapport qu'entretient l'État avec les étudiant.e.s – en plus de clouer le bec à la droite – mais ont également permis d'opérer le début d'une transformation dans la subjectivité des étudiant.e.s. C'est dans ce dernier élément que se révèle la distinction avec les luttes étudiantes des vingt dernières années.

Dans un contexte d'apathie du mouvement étudiant, alors que les exécutifs des associations étudiantes locales et nationales répétaient *ad nauseam* que la *mob* est difficile, la mise de l'avant de la grève des stages a permis de rompre avec le cadre existant du militantisme étudiant. En effet, ce mouvement de grève a ouvert la possibilité pour les stagiaires de se redéfinir en tant qu'éléments subversifs en rupture avec le rôle qui leur était jusque-là assigné, tant au sein de l'école et du mouvement étudiant que dans le capitalisme. Loin de s'inscrire dans un mouvement « pour » le travail (s'il faut encore se défendre d'une accusation aussi loufoque), les stagiaires en enseignement, en travail social ou en soins infirmiers ayant fait la grève ont refusé le travail gratuit qui leur était imposé et les discours sur la « passion » ou la « vocation » qui cherchaient à le justifier. En fait, au fil des différents moments de grève, et plus particulièrement au printemps 2019, de plus en plus de stagiaires ont réalisé qu'ils n'avaient peut-être pas besoin des stages. Un moment est venu où le simple refus du travail gratuit s'est doublé d'un refus de *faire* ce travail gratuit, c'est-à-dire d'un refus de sa propre condition de stagiaire et de l'école qui l'impose. L'exemple le plus frappant est sans aucun doute celui des stagiaires en enseignement du français langue seconde de l'UQAM, qui ont insisté pour poursuivre la grève – malgré sa non-reconduction généralisée – parce qu'ils ne voulaient plus remettre les pieds dans leurs milieux de stage tant qu'ils ne seraient pas payé.e.s et malgré le risque de devoir tout recommencer l'année suivante. S'y ajoutent les étudiant.e.s en enseignement du campus de Saint-Jérôme

de l'UQO, qui ont prolongé la grève sur plus d'un mois pour ne plus rentrer en classe. En l'absence de la médiation d'un exécutif national ou local, les stagiaires et étudiant.e.s en grève se sont organisé.e.s sur leurs propres bases, réagissant directement aux menaces, selon leur propre perspective. Par exemple, les stagiaires grévistes ont organisé des journées d'actions afin de confronter les directions de leurs programmes et les superviseur.e.s de stage qui, tout au long du débrayage, s'étaient démarqué.e.s de par leur mépris et leur paternalisme.

La grève est ainsi devenue un moment qui a permis d'exposer les antagonismes, notamment parce que les revendications qui la motivaient perturbaient concrètement les rapports qui régulent les relations professeur.e.s/étudiant.e.s/milieux de stage. En ce sens, au contraire des grèves précédentes, la répression ne s'est pas principalement fait à l'encontre des militant.e.s jugé.e.s radicaux.ales ou violent.e.s, dans une volonté de rétablir l'ordre. Cette fois, c'est l'interruption du travail qui a été réprimée : pour la première fois, des étudiant.e.s ont été mis.e.s en échec par l'université parce qu'ils ont fait la grève. Les stagiaires qui ont pris conscience de leur exploitation étaient déterminé.e.s à exposer, par la grève, les contradictions au sein de l'école. Ce faisant, ils devenaient tout aussi, sinon plus, dangereux.ses que les actions militantes que l'on qualifie habituellement de radicales. Sans volonté de représenter le mouvement étudiant ni une quelconque « force » citoyenne, humaniste ou progressiste, les stagiaires ont fait la grève en refusant d'effectuer le travail gratuit qui leur était imposé, approfondissant ainsi le caractère subversif des grèves étudiantes. En tant que travailleur.euse.s s'organisant contre leur propre exploitation, les stagiaires ont développé une subjectivité qui n'était plus forgée par l'école et la domination capitaliste, mais plutôt par l'expérience de la lutte. Le potentiel révolutionnaire d'une telle contresubjectivité, lorsqu'incarner sur le terrain de l'école, n'est pas à minimiser.

La revendication de la rémunération de l'ensemble des stages comportait évidemment son lot de contradictions : des limites du salaire – assumées et complexifiées dès le départ¹⁰ – aux difficultés de lier la grève des stages à la revendication du salaire étudiant, notamment parce que les stages sont faits à l'extérieur de l'école et qu'ils sont associés aux savoirs « pratiques ». Malgré le fait que la campagne ait exposé le fouillis dans la gestion des stages, il demeure que, par leur forme, il a été facile de circonscrire le travail qui y est effectué et de les catégoriser, permettant ainsi une sortie de crise relativement facile à surmonter pour l'État. Cela dit, l'objectif de cette campagne était de provoquer un éclatement des contradictions présentes à l'école et ainsi entamer une rupture avec le cadre qu'elle nous impose par l'articulation d'un nouveau sujet autonome. Sur le mode du pari, évidemment, car « *sans un pari politique il n'y a en effet pas de politique au sens révolutionnaire* »¹¹, les étudiant.e.s ont tenté de s'armer du statut de travailleur.euse pour lutter contre l'école et donc, contre la position qu'on leur assigne dans l'organisation du capital¹².

En raison de l'agressivité avec laquelle le capitalisme se renouvelle et devant l'insuffisance des luttes des dernières décennies, il est plus que jamais nécessaire de prendre le risque de rompre avec la routine militante et les espaces politiques institutionnalisés et folklorisés, qui, de la forme-parti aux associations étudiantes, participent davantage à l'expansion du capitalisme qu'à de réelles ruptures. Multiplier les risques militants autonomes est probablement la seule avenue possible pour continuer de lutter après tant de défaites. La montée des nationalismes, notamment sous le couvert de la laïcité, découle en partie des luttes de libération nationale ; les luttes syndicales sont toujours moins mordantes – empêtrées qu'elles sont dans le spectacle des négociations de conventions collectives ou encore étouffées par les lois spéciales – voire tout simplement réactionnaires, au nom de la corporatiste préservation des acquis ; la multiplication des espaces et

projets autogérés, comme le mouvement des occupations, a déçu, en ce qu'ils ont servi une (re)privatisation des rapports sociaux et une (re)production de l'exploitation. Alors que dans les milieux insurrectionnalistes, on affirme que « *les insurrections, finalement, sont venues* », les crises, elles, ne cessent de se multiplier et de se prolonger. Dans ce contexte, le champ du travail ne peut tout simplement pas être délaissé aux mains du capital et de l'État et ses institutions. Loin d'être une vérité unique ou une idée nouvelle, la politisation du travail n'en reste pas moins l'un des angles morts actuels de la gauche radicale. Si la mise de l'avant historique de la classe ouvrière, dont la conception était d'ailleurs tronquée, comme centre exclusif de l'activité révolutionnaire a été un grand tort, il en est également un d'aujourd'hui laisser tomber presque toute perspective de lutte des classes sur le terrain du travail. Loin d'être postindustriel, comme on cherche à nous en convaincre à gauche et à droite, le monde est plutôt marqué par un processus de « travaillisation », qui prend la forme d'un mouvement perpétuel de « *mise au travail totale de la vie humaine* »¹³. Dans une société hyperindustrialisée, le travail ne peut plus être vu comme un moment séparé de la vie. Ainsi, le refus du travail ne peut se réduire à une révolte existentielle, à une position éthique contre le travail, ou à un arrêt individuel. Il ne peut non plus se limiter aux actes isolés – la paresse, l'absentéisme, le vol. Ce n'est pas faire la grève que de prendre l'ensemble de ses congés de maladie ! Sans en nier le potentiel, tant qu'ils ne sont pas organisés collectivement, les actes de refus ne sont pas des actes politiques. L'école se préserve facilement avec des « *délinquant.e.s* » en son sein, mais elle prend vraisemblablement moins bien l'organisation d'étudiant.e.s en tant que travailleur.euse.s exigeant de reprendre contrôle sur leur activité. Puisqu'il n'existe pas de classe par nature, il est nécessaire de sans cesse se recomposer politiquement en tant que classe, au moins au même rythme que se recompose le capitalisme. Et ce n'est que dans le contexte de la lutte, ce n'est qu'en s'organisant avec ses pairs, au travail, à l'école, dans les quartiers, afin de rendre

10. Thierry Beauvais-Gentile et Louis-Thomas Leguerrier, « Le mépris comme salaire de notre peine », *CUTE Magazine*, no 0, automne 2016. <https://dissident.es/le-mepri-comme-salaire-de-notre-peine/>

11. Davide Gallo Lassere et Gigi Roggero, « Par delà opéraïsme et post-opéraïsme. Entretien avec Gigi Roggero », *Période*, <http://revueperiode.net/par-dela-operaisme-et-post-operaisme-entretien-avec-gigi-roggero/>

12. Comme le souligne Mario Tronti dans *Ouvriers et capital* : « Pour lutter contre le capital, la classe ouvrière doit lutter contre elle-même en tant que capital ». <http://tiny.cc/tro>

13. Gianluca Pittavino, « Romano Alquati : de l'opéraïsme aux écrits inédits des années 1990 », *Période*, <http://tiny.cc/roal>

toujours plus visible ce qui unit en même temps que de faire éclater les antagonismes, que peuvent se recomposer les classes. C'est ce que les militant.e.s des CUTE ont tenté de faire dans le contexte étudiant. Une tentative préliminaire et nécessairement insuffisante, parfois maladroite, mais qui invite surtout à retenter et étendre l'expérience. La suite est attendue avec impatience.

Organisation interne

L'AUTONOMIE RÉELLEMENT EXISTANTE

Par Sandrine Boisjoli et Valérie Simard

Mi-juin, le gouvernement annonçait que les étudiant.e.s de seize programmes dans les domaines de la santé et des services sociaux pourront recevoir une compensation variant entre 900\$ et 4000\$, notamment selon leur niveau d'études et la durée du stage. Bien que le programme de bourses mis en place par le gouvernement ne réponde pas aux revendications défendues par les grévistes, c'est la première fois que le mouvement étudiant peut se réclamer d'un gain réel dans les 40 dernières années. Au fil du temps, on nous avait habitué.e.s à un mouvement défensif, mobilisé au gré des différentes attaques à l'encontre de l'accès à l'éducation. On freinait ainsi des reculs, mais on n'avancé pas pour autant.

Des murmures laissent pourtant entendre que la campagne pour la rémunération des stages a été un échec cuisant. Les responsables ? Les *Comités unitaires sur le travail étudiant* (CUTE) et leur mode d'organisation décentralisé, surtout. Tout au long de la campagne, particulièrement à partir de l'automne 2018, les critiques ont fusé de toutes parts quant à leur façon de s'organiser, jugés tantôt trop autoritaires, tantôt trop spontanéistes. Depuis le début de la campagne à l'automne 2016, les militant.e.s impliqué.e.s dans ces comités autonomes se targuent de faire les choses autrement, à l'encontre de la tradition et du *statu quo* dans la gauche étudiante. Qu'en est-il vraiment ?

L'objectif de ce texte est de faire un bref retour sur quelques éléments qui ont fait l'originalité de l'organisation de cette lutte. Puisque les autrices étaient toutes deux impliquées au CUTE UQAM, ce texte est évidemment teinté par cette expérience.

UNITAIRE VS AFFINITAIRE

Malgré leur volonté initiale, force est d'avouer que les CUTE n'ont pas pu éviter les accusations de grégarité. Pourtant, l'appel à la formation de comités unitaires autonomes avait pour objectif d'unir des tendances politiques potentiellement conflictuelles autour d'un enjeu rassembleur, le travail étudiant. Les comités ainsi formés dans les différents campus devaient être des espaces au sein desquels pourraient intervenir, en leur nom, les individus organisés sur ces mêmes campus. Contrairement à des comités mob téléguidés par les exécutifs d'associations étudiantes, les comités unitaires devaient ainsi permettre l'organisation, par la base, d'une campagne politique de masse, indépendamment des associations étudiantes, de leurs traditions, de leur injonction de représentativité et de leur lourdeur bureaucratique.

Afin de lancer le mouvement à l'automne 2016, des CUTE ont ainsi été formés presque simultanément au Cégep Marie-Victorin, à l'UQAM ainsi qu'à l'UdeM, rapidement

suivis par des initiatives à l'UQO et au Cégep de Sherbrooke au début de la session suivante. Inutile de le cacher, derrière ces initiatives se trouvait bel et bien une minorité agissante ayant préalablement réfléchi et débattu au sujet des stratégies et des principes qui allaient guider la campagne. Mais il s'agissait de discussions préliminaires concernant les éléments de base sur lesquels il était essentiel de s'entendre, notamment l'opposition au centralisme démocratique, la reconnaissance des études en tant que travail et la grève des stages comme horizon. Au sein de ce groupe restreint existaient et ont persisté des tendances politiques en opposition, à la base de conflits stratégiques ayant conduit à des ruptures et à des désertions tout au long de la campagne¹. Puisque cette dernière reposait en son fondement sur une opposition au centralisme démocratique, on peut difficilement s'étonner que toutes les tentatives de la restructurer au national aient été sévèrement combattues.

Peu de temps après la fondation des comités unitaires sur les campus, les personnes alors impliquées ont entrepris de faire adopter dans les assemblées générales les principes de la campagne, notamment la reconnaissance des études en tant que travail méritant un salaire. Les étudiant.e.s membres des associations étudiantes qui adoptaient ces principes étaient invité.e.s à participer à l'organisation de la campagne à l'intérieur des comités unitaires. Mis à part les comités féministes, peu de groupes politiques organisés ont finalement répondu à l'appel, si ce n'est le passage éphémère de quelques maoïstes. Les rencontres ont plus tard été fréquentées par des représentant.e.s des associations étudiantes les plus concernées par les stages, soit en éducation et en travail social, et par des étudiant.e.s inscrit.e.s dans ces mêmes programmes. Ainsi, les CUTE devenaient bel et bien les lieux d'organisation de la base dans les campus, mais pas nécessairement un lieu où s'entrechoquaient les différentes tendances, tel qu'il était prévu. Afin d'éviter tout repli affinitaire, les rencontres ont continué à être affichées publiquement, tant sur les

médias sociaux que dans les établissements d'enseignement. Toute personne pouvait ainsi se présenter à ces réunions, prendre part aux discussions et à la prise de décision. Pour des considérations d'ouverture et de transparence, l'ensemble des procès-verbaux, rédigés comme des verbatims, étaient disponibles pour les participant.e.s via les canaux de communication mis sur pied par les différents comités autonomes. Tout comme l'indépendance des comités, leur transparence était une façon de contrer la centralisation des pouvoirs. Il s'agissait, finalement, d'imposer la légitimité de la campagne et de la grève, en occupant l'espace public et en favorisant une appropriation large et plurielle du mouvement.

FÉMINISTE DONC AUTONOME

Pour celles qui en ont posé les bases, il était impensable de se lancer dans un projet de campagne large sans que celle-ci ne soit fondée sur une analyse féministe. Et il semblait impossible, pour se faire, de s'organiser autrement qu'en autonomie. En effet, la conception de l'autonomie telle qu'on l'a appliquée était en phase avec les principes d'organisation des traditions féministes les plus à gauche. Ces dernières s'organisent sur une base antiautoritaire, décentralisée, communautaire et indépendante des partis politiques. Elles privilégient les décisions par consensus et la rotation des tâches, se passent de la figure paternaliste du *leader* et jouissent même d'une autonomie au sein des organisations de masse, en opposition aux structures verticales sur lesquelles se fondent les sociétés patriarcales.

Les expériences passées dans les associations étudiantes étaient convaincantes en ce sens. Le mouvement étudiant ne sert pas les intérêts des étudiantes, surtout pas de celles inscrites dans les programmes techniques et professionnels. Même les positions centrales de la gauche étudiante, comme la critique de la marchandisation, servent les intérêts d'une élite intellectuelle à laquelle peu de femmes ont accès. Cela transparait dans la culture et les pratiques syndicales qui demeurent,

1. Des féministes autonomes, des révolutionnaires critiques et des anarchistes autrefois impliqué.e.s dans des collectifs libertaires et des associations étudiantes, principalement.

2. Voir à ce sujet le texte « La grève étudiante pour les nulles » de Camille Tremblay-Fournier, aussi paru dans l'ouvrage *Les femmes changent la lutte* aux Éditions du remue-ménage : jesuisfeministe.com/2013/11/21/la-greve-etudiante-pour-les-nulles

3. Cette flexibilité ne s'est toutefois pas avérée suffisante pour dépasser les structures coloniales et le racisme et permettre la pleine participation des personnes racisées. Le groupe *Féministes racisé.e.s uni.e.s et solidaires* (FRUeS) basé à l'UQAM a d'ailleurs formulé cette critique lors de l'assemblée de bilan de la semaine de grève à l'automne 2018. Pour une réflexion critique sur la question de l'inclusivité des espaces autonomes voir le texte *Représentation et inclusivité* dans le présent numéro.

somme toute, verticales et virilistes. Des comités femmes sont créés dans à peu près toutes les associations étudiantes, locales et nationales, et doivent consacrer le plus gros de leurs efforts à en atténuer les effets : gestion des comportements machos et des violences, langage de domination et tours de parole, accessibilité des espaces, prise en compte des dimensions affectives des luttes, etc. On s'était habituées à aborder les enjeux féministes en tant que lutte secondaire. C'est pour dépasser ce rôle que le *Comité femmes de l'ASSÉ* s'était scindé de cette dernière en 2012 pour devenir le *Comité femmes GGP*. Cette fois-ci, on inverserait le paradigme en inscrivant une lutte étudiante dans le mouvement féministe et, par conséquent, un mode d'organisation proprement féministe s'imposait. Plus encore, pour reconnaître la pluralité des féminismes, il fallait des espaces d'organisation flexibles qui respectaient les particularités, incluant leur mode d'organisation³.

Évidemment, on n'a pas pour autant pu éviter la tâche de torcher derrière les militants. À quelques reprises, des comités féministes et des étudiantes ont contacté des militantes des CUTE pour dénoncer des violences sexuelles commises par des militants impliqués dans la lutte des stagiaires. En non-mixité à l'*interCUTE*, rencontres regroupant les différents comités autonomes, les militantes ont pris la décision d'exclure les militants concernés de tous les espaces d'organisation de la campagne. Et puisque ces espaces, ce sont elles qui les avaient créés et elles qui les occupaient, l'exclusion des hommes était beaucoup moins remise en question et se trouvait légitimée *de facto*. Les violences sexuelles ont été identifiées comme du sabotage en raison de la désorganisation qu'elles ont causée sur différents campus et de la charge de travail supplémentaire qu'elles impliquaient pour les militantes qui portaient déjà à bout de bras la mobilisation. Tout cela a bien sûr joué pour beaucoup quant à l'opposition spontanée de plusieurs d'entre elles aux *partys* et aux *bed-in* proposés à plusieurs reprises durant la campagne par les militants dans et autour des associations étudiantes.

AUTONOME DES ASSOCIATIONS ÉTUDIANTES...

On l'oublie souvent, mais les CUTE rassemblaient, du moins en théorie, des individus autour de la reconnaissance des études en tant que travail et de la revendication du salaire étudiant. Pourtant, les discussions ont finalement rarement porté sur ces questions et les rencontres se sont principalement articulées autour des stages. Les débats les plus virulents ayant eu lieu opposaient les exécutifs d'associations étudiantes aux militant.e.s de la base et concernaient la question d'une coordination au national en prévision de la grève générale.

Déjà à l'hiver 2017, il a fallu se rendre à l'évidence : la question du travail étudiant ne permettrait pas de rassembler les différentes tendances dans les espaces qu'étaient les CUTE. C'est ainsi que l'idée de fonder des coalitions régionales qui rassembleraient les groupes, associations et individus autour de la question spécifique de la rémunération des stages s'est imposée. Si les débats de fond autour du salaire étudiant et le choc des tendances n'avaient pas lieu au sein des comités unitaires, ils se produiraient peut-être dans les coalitions. Informellement et naïvement, certain.e.s souhaitaient que la campagne pour la rémunération des stages soit récupérée par les éléments réformistes du mouvement étudiant, ce qui aurait permis aux CUTE de se positionner en tant qu'opposition critique. On aurait ainsi pu mieux articuler la revendication du salaire étudiant en plus de développer et d'approfondir une critique de l'éducation. La récupération souhaitée n'étant jamais venue, cela a condamné quelques-un.e.s à devoir animer des espaces d'organisation supplémentaires et à produire la totalité des analyses stratégiques de la campagne sur les stages, laissant peu de temps et d'énergie pour réfléchir la question plus large du travail étudiant et du salaire.

Difficile pour les exécutifs des associations étudiantes de revoir leur pratique. Ils ne pouvaient pas utiliser les espaces d'organisation pour pelleter les tâches



Rencontre de la *Coalition montréalaise pour la rémunération des stages* au Cégep Marie-Victorin, décembre 2018

découlant de leurs décisions. L'autonomie vis-à-vis des assos s'est principalement manifestée dans le refus de la représentation, c'est-à-dire la séparation entre la prise de décisions et leur exécution. Les militant.e.s de la base se sont montré.e.s particulièrement allergiques aux participations silencieuses des mandaté.e.s par l'asso, présent.e.s uniquement pour prendre le pouls des discussions et tirer de l'information, sans prendre de tâches. Or, dans les comités unitaires comme dans les coalitions, on considérait les personnes présentes comme des militant.e.s, qu'elles soient impliquées dans une association, un comité étudiant ou un groupe politique. On ne pouvait pas apporter une proposition sans porter la responsabilité de son exécution⁴. Si l'on venait en réunion, c'était pour travailler !

Le caractère autonome se reflétait également au niveau des communications. Le travail de circulation et de diffusion de l'information, de même que la collaboration avec les médias de masse, sont un de ces sujets qui se trouvent souvent au coeur de débats de tendances au sein de la gauche. De la méfiance envers les médias bourgeois à la centralisation des médias entre les mains d'une poignée « d'expert.e.s » et de portes-paroles vedettes,

la façon de diffuser l'information demeure centrale dans l'organisation d'une campagne politique.

Et dans les associations étudiantes, la façon de gérer les communications est encore marquée du sceau de l'exécutif de l'*Association pour une solidarité syndicale étudiante* (ASSÉ) en 2012. Cette façon de faire, c'est essentiellement la même à gauche qu'à droite. Il existe une croyance persistante selon laquelle il est nécessaire d'associer une campagne politique à un visage, une figure charismatique. Mais, en cohérence avec les principes d'autonomie et de décentralisation qui guidaient l'ensemble de la campagne, ainsi que de ses bases féministes défendues par les militantes, il était hors de question de nommer un.e porte-parole unique, même lorsqu'on comptait encore sur les doigts des mains les personnes impliquées. Les communications seraient plutôt assurées par différent.e.s étudiant.e.s et, surtout, on éviterait de les concentrer à Montréal. Pour chaque mobilisation, les comités des différentes régions ont pris en charge la rédaction d'un communiqué, les prises de paroles médiatiques et les relations de presse. S'il est parfois difficile de piquer la curiosité

4. Voir le texte *Organisation de masse et autonomie* dans le présent numéro.

des médias de la métropole — qui agissent souvent en tant que médias nationaux — les médias locaux ne se sont pas fait prier pour couvrir les mobilisations à Gatineau, à Sherbrooke, à Saint-Jérôme, à Rimouski, à Trois-Rivières et à Victoriaville. On pouvait ainsi compter différents articles pour chaque journée d'actions, parfois plus d'une dizaine. Même si un événement était moins bien couvert à un endroit, on savait qu'un autre média y ferait écho. On contournait ainsi la possibilité de récupération totale par une association nationale.

En plus de décentraliser les communications entre les groupes, on assurait la rotation dans les prises de parole, tant pour les discours que pour les échanges avec les journalistes. On s'efforçait ainsi de proposer une représentation plus diversifiée et donc plus juste des stagiaires. Pourquoi se contenter d'un.e porte-parole charismatique qui réciterait des discours quand des dizaines de stagiaires pouvaient parler en leur nom, raconter leur histoire et répondre avec éloquence et sincérité aux questions des journalistes ? Lorsqu'un événement impliquait une présence médiatique, les personnes intéressées et disponibles fournissaient leurs coordonnées et quelques personnes agissaient en tant qu'intermédiaires avec les journalistes. On fonctionnait de la même façon pour les prises de parole dans les événements publics et les discours dans les manifestations. Rapidement, on s'est trouvé.e.s face à un mouvement qui rassemble des dizaines de personnes capables de répondre aux questions des journalistes et de haranguer les foules ! Des futures travailleuses de l'éducation, de la santé et des services sociaux qui plus est. Difficile alors de réduire la campagne aux ambitions d'un seul groupe et d'en caricaturer les protagonistes.

Pour ce qui est de la communication interne, la publication d'un journal syndical traditionnel a aussi fait l'objet de débat dans le contexte où la campagne est née. Dès le départ, l'idée de créer un organe de diffusion de réflexions théoriques et stratégiques, le

CUTE Magazine, s'est imposée. Évidemment, la rédaction et la diffusion de journaux font partie d'une pratique courante dans la gauche. Les tables de mob et les locaux d'assos pullulent de tracts, de zines et de journaux de tous acabits. La plupart du temps, ces organes présentent une position unanime, la ligne officielle du groupe qui le rédige. Sinon, on en fait des outils de mobilisation ennuyeux regroupant des analyses plutôt superficielles destinées aux « masses » à qui elle s'adresse. Les articles, rarement signés, ne laissent transparaître aucune tension ni débat qui animent pourtant — et devraient animer — tout espace politique. On trouve aussi peu de personnes prêtes à diffuser le matériel de mobilisation et les documents sont ainsi laissés à la disponibilité de qui voudra bien les consulter — ou les jeter — empilés dans les lieux publics ou éparpillés sur les tables et les pupitres.

Cette fois, on souhaitait produire un outil qui ne servirait pas seulement à diffuser des idées, encore moins à l'autopromotion, mais qui serait autant utile pour le travail de mobilisation et d'organisation que pour le choc des idées. Le *CUTE Magazine* ne présenterait pas une position unanime ni une synthèse endossée par une organisation invisible. L'exercice d'écriture a permis d'approfondir les idées et de les mettre en dialogue. Publié à chaque rentrée — un numéro à l'automne et un à l'hiver — le magazine permettait de faire des bilans réguliers et de formuler des propositions stratégiques. Le choix des sujets était discuté lors des *InterCUTE*. Dans la très grande majorité des cas, les articles étaient écrits à quatre mains, une occasion de permettre au plus grand nombre de collaborer aux analyses et de s'appropriier les contenus. Les articles reflétaient ainsi le fruit de la collaboration et des échanges entre les auteur.rice.s, mais témoignaient aussi de la progression des idées et de l'évolution de la campagne.

La fréquence de publication permettait ensuite de réinvestir le contenu des articles dans le matériel de mobilisation, dans les ateliers, dans les communiqués de presse et

dans l'élaboration des propositions débattues en assemblées générales. Surtout, la diffusion du magazine se faisait principalement de main à main et servait d'introduction à la campagne pour les non initié.e.s. En maximisant la participation d'un grand nombre de personnes aux différentes étapes de production et en visibilisant leur travail — les textes étaient signés, et toutes les personnes ayant collaboré au numéro étaient nommées dans le bloc technique — on s'assurait que plusieurs aient envie et se sentent responsables de diffuser les journaux. Au fil du temps, ce sont ajoutés au magazine des courts-métrages et reportages ainsi que quelques épisodes de podcast afin de faciliter la compréhension et l'appropriation des idées défendues par les CUTE.

AUTONOME DES PARTIS POLITIQUES...

Autre élément original, à l'automne 2018, un ultimatum est lancé au gouvernement en faisant fi du contexte électoral. Durant les périodes électorales, généralement, soit rien n'est organisé par le mouvement étudiant, soient des actions ou pourparlers sont entrepris pour positionner des candidat.e.s en faveur d'une ou plusieurs revendications. Parallèlement, dans les milieux radicaux, autoritaires ou libertaires, on diffuse des mots d'ordre en faveur de l'abstention, alors que les éléments plus réformistes consacrent tous leurs efforts aux activités électorales de leur parti.

Pour dépasser l'une et l'autre de ces stratégies tout en tirant profit du contexte, la campagne s'est poursuivie de plus belle durant la période électorale, et un ultimatum a été lancé au futur gouvernement, peu importe le parti qui allait le composer⁵. Convaincu.e.s qu'il ne suffit pas d'attendre les changements successifs de gouvernement pour espérer une quelconque transformation de ses conditions d'existence, les militant.e.s ont envoyé le message clair que la grève se tiendrait, peu importe le parti élu. Le message était clair, d'autant plus que tous les partis politiques, de la *Coalition Avenir Québec* à *Québec Solidaire*, avaient sensiblement la même réponse à

la revendication pour la rémunération des stages, soit la tenue d'une réflexion pour compenser les stages de prise en charge. Pour la grande majorité des comités, jamais il n'a été question de tenter d'influencer les partis politiques. Les propositions de rencontre avec des candidat.e.s lancées aux militant.e.s ont été systématiquement refusées et les tentatives de récupération de la mobilisation sur les campus pour des fins électorales ont été confrontées⁶, parfois en face à face. Au sein des CUTE, les mobilisations dans le cadre de la campagne électorale n'ont pas été une grande source de détournement des énergies militantes.

Il est difficile d'évaluer la portée de cette stratégie. Cela dit, il est clair que lorsque la semaine de grève a été déclenchée dans le mois suivant les élections, la participation a été gonflée par un désir de canaliser l'opposition au nouveau gouvernement de droite⁷. Qui plus est, puisque ce dernier n'était en poste que depuis quelques semaines, il n'était pas tout à fait prêt à se montrer intraitable vis-à-vis du mouvement. D'autant plus qu'une ligne dure de sa part aurait probablement galvanisé la mobilisation.

POUR RÉALISER LA GRÈVE DES STAGES !

Les stages, qu'ils se déroulent dans les cliniques et laboratoires des écoles ou à l'extérieur de leurs murs, ont toujours été exclus des grèves étudiantes ; une façon d'éviter la résistance des stagiaires, mais aussi de contourner la complexité d'un tel débrayage. En effet, les stagiaires sont éparpillé.e.s et se retrouvent souvent seul.e.s dans leur milieu de stage ; difficile alors d'organiser des blocages, comme on le fait devant les locaux de classe...

À l'automne 2016, les internes en psychologie venaient tout juste de conclure une bataille afin d'obtenir une rémunération. Appuyé.e.s par les psychologues du secteur public aussi en négociation avec le gouvernement, les doctorant.e.s se sont massivement désinscrit.e.s de leur internat, exercice

5. Voir « Lettre ouverte aux partis politiques et à leurs candidat.e.s » de la *Coalition outaouaise pour la rémunération des stages* : <https://tinyurl.com/yxdaaqjb>

6. Voir « Les urnes, la rue, la grève », *CUTE Magazine*, no 4, automne 2018, <https://tinyurl.com/yeh65kvg>

7. Voir l'appel large à la mobilisation à la suite des élections provinciales : <https://tinyurl.com/y3agpqqd8>

qu'ils qualifiaient de boycott. Le contexte dans lequel nous nous trouvions était donc bien différent. Sans un appui des milieux qui les employaient, la responsabilité revenait uniquement aux stagiaires de faire respecter les mandats de grève. L'organisation de celle-ci sur une base non corporatiste ajoutait à la complexité de son application. La grève des stages, il a donc fallu la créer.

Puisqu'elle n'avait jamais été tentée auparavant, il a fallu procéder avec prudence pour parvenir à la grève générale souhaitée. À partir de l'hiver 2017, c'est une journée de grève par session qui était adoptée. Les journées de grève se sont multipliées d'une session à l'autre : chacune des journées était l'occasion de faire connaître la campagne et de mobiliser de plus en plus de stagiaires. Tandis que se cumulaient les jours de grève, les directions des programmes expérimentaient menaces et sanctions. Leurs interventions relevaient de l'improvisation, étaient incohérentes et déstructurées. Afin de surmonter l'isolement des stagiaires et d'éviter l'individualisation de la répression, des avis de grève ont été rédigés et signés par un maximum de stagiaires avant chaque journée de grève et envoyés aux directions de programme pour les informer du respect du mandat de grève. La grève des stages ne pouvait être efficace que si un nombre critique de stagiaires respectait le mandat.

Mais, isolé.e.s dans son milieu de stage, chaque stagiaire était inquiet.e d'être seul.e à respecter le mot d'ordre et à devoir en assumer les conséquences. Il importait donc de publiciser le nom des personnes prêtes à faire la grève afin d'en convaincre d'autres de rejoindre le mouvement. Or, cette tactique a placé la grève des stages en porte à faux avec la gauche « radicale » qui depuis quelques années défendait l'anonymat en tant que principe central de lutte. On ne peut la blâmer. La répression envers les militant.e.s du mouvement étudiant s'est en effet intensifiée depuis 2012. Les universités ont de plus en plus assumé leur rôle de surveillance et n'ont pas hésité à judiciaireiser la répression durant les grèves étudiantes, ni

même à autoriser l'entrée de la police dans les établissements. Mais il semblait évident, cette fois, que c'est seulement en assumant pleinement et massivement la grève que l'on a pu en limiter les conséquences et, par le fait même, encourager le plus de stagiaires à débrayer.

Vu les circonstances de la grève, il ne semblait pas exagéré de prendre des précautions supplémentaires. En s'inspirant du mouvement des internes en psychologie, l'idée de positionner les milieux de stages en faveur des revendications et de la grève a fait son chemin. Dans le cas des organismes communautaires, plusieurs stagiaires en travail social ont directement proposé aux milieux d'adopter le mandat de ne pas pénaliser ceux qui débrayaient ou mieux, de ne pas accepter de stagiaires en grève sur leur milieu de travail. Dans les secteurs publics et privés, ce sont les appuis des syndicats qui ont été sollicités, de manière à ce qu'ils lancent le mot d'ordre à leurs membres de ne pas appliquer les mesures disciplinaires dictées par les directions de programmes des universités et cégeps. Et ç'a porté fruit⁸ ! Quand les menaces de sanction ont atteint leur paroxysme durant l'hiver, un syndicat du secteur de l'enseignement a invité les profs à ne faire aucune délation des grévistes.

Évidemment, malgré ces mesures sécurisantes de légitimation morale de la grève des stages, la mobilisation des stagiaires est demeurée quelque peu précaire. L'incertitude et la crainte dominaient toujours parmi ceux qui étaient au cœur de la campagne et le mouvement étudiant peinait à réviser ses pratiques afin de s'adapter au contexte. La routine des levées de cours a continué à mobiliser l'essentiel du temps et de l'énergie des quelques grévistes qui se pointaient dans les universités. Toujours dans le but de briser leur isolement, des dizaines de stagiaires ont donc entrepris de faire une tournée des milieux qui les accueillait afin de soutenir les stagiaires qui faisaient la grève. Ainsi, à Montréal, chaque matin de grève, une poignée de militant.e.s

8. Voir la liste des appuis syndicaux et communautaires : www.grevedesstages.info/appuis

et de grévistes visitaient quelques lieux de stage dans un même quartier : des écoles, des CLSC, des centres des femmes, des hôpitaux, etc. Il ne s'agissait pas de piquets fermes : c'était le moment idéal pour expliquer aux travailleur.se.s les liens à faire entre les stages non rémunérés et leurs propres conditions de travail. Ces tournées ont nécessité un travail logistique considérable : à partir des avis de grève, on récoltait les noms des stagiaires et le lieu où se déroulait leur stage afin de les regrouper par quartier. Ensuite, les comités de stagiaires, comités unitaires ou conseils de grève de chaque campus s'alternaient pour organiser et coordonner le trajet.

Des assemblées de stagiaires se tenaient sur une base régulière afin de s'informer et de réagir collectivement aux menaces et aux sanctions. Peu à peu, les tournées des milieux ont pris un autre visage alors que l'on menaçait maintenant de mettre fin au stage de certain.e.s stagiaires s'ils respectaient le mandat de grève. Plutôt que de rendre la grève visible à l'extérieur des campus, la tournée des milieux de stage avait dorénavant comme but d'assurer un soutien aux stagiaires qui subissaient de la répression. Dans le but de faire la démonstration qu'il ne s'agissait pas d'un choix individuel, des piquets sont organisés afin de bloquer l'accès aux stagiaires qui n'osaient pas faire la grève sans soutien. Lorsque des stagiaires sont convoqué.e.s par les directions de l'UQAM soutenant que l'annulation de leur stage n'est pas liée à la grève, mais bien à de graves manquements, les grévistes exigent de participer en groupe à ces rencontres. Les motifs d'échec évoqués sont farfelus et les rencontres ont révélé le mépris des directions pour le mouvement. La réponse ne s'est fait attendre : un tract est diffusé afin d'exposer les noms des professeur.e.s ayant tenu des discours progressistes et féministes, mais qui se sont révélé.e.s tyranniques en période de conflits. Ce tract est diffusé dans les départements de travail social, de sexologie et d'éducation de l'UQAM lors d'une manif interne à laquelle prendra part un nombre important de stagiaires en colère afin d'avertir les professeur.e.s que les stagiaires « *n'oublieront*

pas leurs menaces et leur absence de solidarité concrète », les stagiaires scandant : « *Arrêtez vos menaces, on connaît vos faces !* »

Malgré les tentatives d'éviter les sanctions envers les stagiaires grévistes, il aura été impossible de toutes les bloquer. La raison principale est que la grève n'a pas été suffisamment longue pour devenir ingérable par les administrations universitaires. La difficulté de dépasser le corporatisme par discipline pour vraiment collectiviser la réponse aux menaces en est sans doute une autre. Sans oublier la désolidarisation des militant.e.s de la « gauche traditionnelle » des programmes de sciences humaines, sans stage obligatoire. Nombreuses stagiaires qui ont fait et défendu la grève se sont montré.e.s déterminé.e.s et ont refusé de reprendre les journées débrayées, s'exposant au risque d'échec et surtout, à l'obligation de reprendre leur stage en entier. Quiconque a déjà subi un stage sait à quel point il s'agit là d'un sacrifice immense pour la cause...

ET POUR LA SUITE...

Tout s'est passé comme prévu, rien ne s'est passé comme prévu. On avait des idées, on savait ce dont on avait envie et ce qu'on ne voulait surtout pas. Évidemment, ça n'a pas été simple, mais ça s'est parfois avéré plus compliqué que prévu. Il y avait des réactions qu'on n'a pas vues venir, pas aussi fermes en tout cas. L'expérience des CUTE et la campagne pour la rémunération des stages, on les a menées à la hauteur de nos moyens. La campagne a permis de nombreux apprentissages, on a eu pendant un bon moment le champ libre pour l'expérimentation. On ne s'est pas contenté.e.s de répéter les recettes habituelles. Les personnes qui ont pris part à la campagne, avec sérieux, ont acquis de vraies compétences utiles : la légitimité de confronter à la fois les exécutifs syndicaux et les patron.ne.s, le courage de parler avec ses collègues et en public, des grilles d'analyse et des mots pour parler de ses conditions d'exploitation, des exemples pour combattre le corporatisme et la représentation.



Tournée des milieux de stage à Montréal, 25 mars 2019

Ensemble, on a appris à écrire, à monter un journal, à animer les réseaux sociaux, à faire du graphisme, à préparer et animer des ateliers, à défendre des propositions en assemblées générales, à organiser des manifestations, des actions et des occupations, à rédiger des communiqués de presse et à parler aux journalistes. Ensemble, on a organisé la grève dans toutes ses dimensions ! On ne s'est pas contenté.e.s de suivre les consignes de supposé.e.s expert.e.s : pas besoin d'atelier sur les procédures en AG quand on le fait pour vrai, ensemble. Pas besoin de stratèges quand on discute de tout, ensemble. Après un petit *break*, on sera prêt.e.s pour s'organiser dans nos milieux de travail. On a tout ce qu'il faut.

Décentralisation et autonomie régionale

LE MYSTÈRE DE SAINT-JÉRÔME

Par Stéphanie Gilbert, Éloi Halloran et Étienne Simard

La grève des stages a pris fin le 12 avril 2019, lorsque les étudiantes en éducation de l'UQO à Saint-Jérôme ont voté à majorité contre sa reconduction. Elle aura duré quatre semaines dans ce campus satellite des Laurentides, deux à trois semaines de plus que dans la plupart des universités et cégeps, même parmi les bastions les plus militants comme l'UQAM et le Cégep du Vieux Montréal. Des semaines de débrayage en autonomie locale et régionale, sans légitimation par une association étudiante départementale ou modulaire – il n'y en avait pas – ni soumission à un momentum dit « national » – il n'y en avait plus ! Une lecture de l'histoire du mouvement pourrait y voir un fait anodin ou un retournement insolite. Pourtant, si on lâche Montréal « deux minutes » pour parler d'« une ville bien ordinaire » comme Saint-Jérôme, à l'instar de Ducharme et

Charlebois, on peut y voir l'expression de la décentralisation et de l'autonomie régionale dans l'organisation de cette lutte. Un bilan.

UN MOUVEMENT SENS DESSUS DESSOUS

La campagne pour la rémunération des stages a été marquée par une décentralisation sans précédent dans le mouvement étudiant. Elle a mis de l'avant l'autonomie des réseaux militants dans chaque région où l'on s'organisait. Cette autonomie a été incarnée par des structures où les pouvoirs de décision se sont concentrés dans des comités autonomes locaux et où les pouvoirs de coordination ont été négociés au palier régional. Le tout dans une tentative de renverser le rapport de domination du centre métropolitain sur les villes périphériques en supprimant toute forme de palier décisionnel à l'échelle nationale.

Plusieurs parmi celles et ceux à avoir posé les jalons de cette campagne avaient auparavant participé activement à des luttes étudiantes¹ à Gatineau et Sherbrooke ou s’y impliquaient toujours, et questionnaient sévèrement la centralisation des pouvoirs entre les mains d’une clique montréalaise. D’autres avaient le souci d’inscrire le mouvement dans une critique du nationalisme et du colonialisme, telle qu’elle se développe au sein de la gauche étudiante et féministe depuis plusieurs années. Il faut aussi dire que la campagne est née dans un contexte où un débat sur la centralisation et le « montréalocentrisme » faisait rage à l’*Association pour une solidarité syndicale étudiante* (ASSÉ)². S’y opposaient deux tendances : l’une qui voulait s’attaquer aux disparités régionales en concentrant davantage de ressources au palier national pour mieux les répartir entre les associations de campus des autres régions³ ; et l’autre, qui proposait, au contraire, de réduire au maximum le palier national et de renforcer les conseils régionaux pour assurer une plus grande autonomie vis-à-vis de la métropole et de l’exécutif national⁴.

Suite à la mise en place des premiers comités autonomes (CUTE et CRIS)⁵, dont le potentiel de mobilisation sur les campus semblait avoir plafonné après une année de campagne, des structures ont été imaginées dans une perspective d’élargissement et de coordination entre les campus. L’objectif était notamment d’intégrer au mouvement des exécutifs d’associations étudiantes et de syndicats, des comités de mobilisation, des comités féministes, des comités de parents étudiants et des groupes politiques et communautaires. Sont ainsi nées, l’une après l’autre, les coalitions régionales de Montréal, de Sherbrooke, de l’Outaouais, de Québec et des Laurentides. Si la structure différait quelque peu d’une région à l’autre, le principe était essentiellement le même : des militant.e.s de différents campus collégiaux et universitaires impliqué.e.s dans des comités et des associations étudiantes s’y rencontraient pour coordonner l’organisation de la grève des stages dans leur région. L’objectif était de favoriser la

prise en charge de toutes les dimensions de l’organisation de la campagne par l’ensemble des militant.e.s, peu importe la région où ils se trouvaient.

Mais l’élément le plus marquant de ces structures est qu’elles n’étaient dotées d’aucun palier national : une tentative de défier le réflexe nationaliste dans l’organisation des mouvements sociaux. D’une part, on expérimentait une organisation qui ne prenait pas la nation québécoise comme communauté politique de référence, préférant structurer le mouvement des stagiaires sur les liens de communauté entretenus entre militant.e.s d’un même coin. Ce pari s’est doublé de tentatives de faire déborder le mouvement à l’extérieur des frontières québécoises, à New York, au Michigan, en Ontario et au Nouveau-Brunswick, où des militant.e.s de l’Université de Moncton ont même organisé une manifestation dans le cadre du *Global Interns Day*, en novembre 2017. Cette critique effective du nationalisme semblait nécessaire pour inscrire le mouvement dans une perspective révolutionnaire, de manière à incarner le « *refus politique de se faire peuple* »⁶. D’autre part, la multiplication des pôles de coordination au sein de ces différentes structures rendait à peu près impossible la prise de contrôle sur l’ensemble du mouvement par quiconque s’y aventurait, ce qui rendait, par le fait même, beaucoup plus difficile la centralisation des pouvoirs à Montréal et, surtout, la mise des autres régions à la remorque du centre métropolitain. Parce que ce qu’il y a d’encombrant avec le national, c’est que c’est toujours le national de Montréal.

SAINT-JÉRÔME NE S’EST PAS FAITE EN UN JOUR

On ne renverse bien sûr pas des rapports de domination simplement en inventant de nouvelles structures. Le maintien des disparités régionales au niveau des ressources et des effectifs militants repose sur des leviers qui ne sont pas entre les mains du mouvement : l’ensemble du territoire est organisé de manière à ce que

1. Plus précisément, les grèves de 2005 contre la réforme de l’*Aide financière aux études* et les coupures dans les bourses et celles de 2007 et de 2012 contre des hausses de frais de scolarité.

2. On retrouve plusieurs textes de réflexion à ce propos dans le cahier de congrès de l’ASSÉ de février 2016 : <https://tinyurl.com/y4v4wy98>

3. Voir par exemple le texte « L’ASSÉ en dehors de l’île » du *Comité anti-montréalocentrisme* : <https://tinyurl.com/y3dvltn>

4. Voir notamment le texte « Juste milieu » par des militant.e.s du Cégep Marie-Victorin : <https://dissident.es/juste-milieu/>.

5. Désigne les *Comités unitaires sur le travail étudiant* (CUTE) à Montréal, Sherbrooke et Saint-Jérôme et les *Comités pour la rémunération des internats et des stages* (CRIS) à Gatineau.

6. « [...] quand la classe ouvrière exprime son refus politique de se faire peuple, la voie la plus directe de la révolution socialiste ne se ferme pas, elle s’ouvre » disait Mario Tronti dans *Ouvriers et capital* : <https://tinyurl.com/y3oapmkh>

7. Voir à ce sujet le texte « Appel interurbain » de Jadd-Abigaël Céré et Etienne Simard, paru dans le *CUTE Magazine*, numéro 0, août 2016 : <https://dissident.es/appe-interurbain>

8. Voir la « Lettre ouverte aux partis politiques et à leurs candidat.e.s » de la *Coalition outaouaise* : <https://tinyurl.com/yx-daaqjb>

Montréal demeure la métropole⁷. Cela a notamment des répercussions migratoires sur les militant.e.s parmi les plus motivé.e.s, qui passent d'un cégep ou d'une université de région à une université montréalaise en cours de campagne, comme ça été le cas de quelques-un.e.s qui avaient mis sur pied les coalitions outaouaise et sherbrookoise.

La métropole concentre également la plupart des réseaux militants, qui donnent un accès direct à des informations privilégiées, trop souvent privatisées, particulièrement en ce qui concerne les conflits entre tendances politiques et la mémoire militante. On y accède dans les bars, lors des nombreux ateliers et conférences, via la documentation, bien que rare, disponible dans les espaces radicaux et associatifs ainsi que dans les bureaux d'associations étudiantes « nationales ». Ces différents éléments rendent beaucoup plus aisées la formulation de propositions et la rédaction d'analyses et de théories pour les militant.e.s de Montréal, d'autant plus que ces initiatives sont stimulées par une dialectique avec d'autres initiatives politiques, ce qui crée un désir de critique, d'opposition, de complémentarité ou de dépassement. La charge logistique pour l'organisation de rencontres et d'activités peut potentiellement être mieux répartie et donc moins épuisante lorsque les réseaux sont plus populeux et que les moyens de transport sont plus accessibles, comme c'est le cas sur l'Île. Par contre, quand on débarque à Montréal à partir d'une autre région, un désenchantement s'opère plutôt rapidement vis-à-vis des milieux radicaux et de la gauche en général, qui semblaient si différents du quotidien régional, mais n'ont en fin de compte rien de bien enchanteur. Bien que ce phénomène soit un peu décourageant, il est surtout décomplexant pour celles et ceux qui en prennent conscience et qui souhaitent s'organiser.

Il va donc sans dire que les militant.e.s de la métropole ont eu une grande responsabilité dans cette tentative pratique d'inverser le « montréalocentrisme ». Pour partager au maximum l'information et les savoirs et

donner de l'aide à la mobilisation, la *Coalition montréalaise* a mis sur pied un comité destiné à organiser des tournées de formation pour partager ses ressources dans le but d'élargir et de consolider la grève sur les campus des différentes régions. Plutôt que d'organiser un camp de formation national par session, des ateliers ont ainsi été donnés à Gatineau, Sherbrooke, Victoriaville, Laval, Québec, Rimouski et Saint-Jérôme (*sweet home* !). On privilégiait souvent la collaboration dans la préparation des ateliers pour autonomiser les milieux quant à l'organisation de la lutte. Ce travail collaboratif entre les régions a eu un effet visible sur l'articulation d'analyses originales entre militant.e.s concernant l'exploitation des stagiaires et le salaire étudiant, ce qui s'est notamment manifesté lors des journées de formation et des rencontres entre régions, alors que tou.te.s articulaient particulièrement bien les analyses et contribuaient à les approfondir.

On n'a évidemment pas anéanti la disparité entre les campus avec une tournée d'ateliers et des échanges de ressources, mais certainement plus qu'en laissant le tout entre les mains d'un palier national. On a fait le pari qu'en privilégiant une décentralisation radicale, on verrait émerger des décisions stratégiques qui n'auraient probablement jamais franchies le cap d'une instance nationale, voire qui n'aurait peut-être pas même été formulées.

D'ailleurs, quelques mois après la mise sur pieds des coalitions régionales, on a commencé à en percevoir les effets. La *Coalition outaouaise* a ainsi émis à l'automne un communiqué indiquant que la lutte pour la rémunération des stages ferait fi des résultats électoraux et tiendrait coûte que coûte la grève en novembre, quel que soit le gouvernement au pouvoir⁸. Elle a également appelé à une journée de grève le 20 février 2019, conjointement avec la mobilisation des organismes communautaires réclamant un meilleur financement, pour créer des ponts entre les luttes. Ce mot d'ordre a été repris à Sherbrooke et à Montréal. La *Coalition de Québec* a, quant à elle, lancé un appel à tenir des

jours de grève flottantes dans les campus de la capitale nationale, ce qui a été tenté dans les assemblées d'associations étudiantes de l'Université Laval et du Cégep de Limoilou. La *Coalition laurentienne* a, pour sa part, joué un rôle clé dans le maintien de la grève au campus de l'UQO à Saint-Jérôme. Étant donné que l'exécutif de l'*Association générale étudiante du Centre universitaire des Laurentides* demeurait passif quant à la mobilisation et ne prenait aucune initiative quant à la convocation des AG de grève, la coalition a constitué un espace d'organisation où les efforts militants de l'*Association des étudiantes et des étudiants du Collège Lionel-Groulx*, du CUTE CLG et du CUTE UQO-Saint-Jérôme ont été mis en commun, même après que la grève ait été battue en assemblée générale au cégep. La coalition régionale a ainsi servi à renforcer le petit noyau des militantes de l'UQO-Saint-Jérôme, qui se sentaient isolées et moins bien outillées, notamment en raison de l'absence d'une culture militante sur leur campus. Il importe également de préciser que la proximité géographique avec la métropole a facilité les contacts directs et l'entraide, mais à un degré somme toute limité. Ainsi, même si la grève a peu levée au cégep, les efforts de coordination régionale n'ont pas pour autant été perdus.

LA MANIE DES GROSSES MANIFS

Bien sûr les relations n'ont pas été aussi harmonieuses dans toutes les coalitions ni entre ces dernières. Il y a eu à quelques reprises des désaccords entre tendances politiques quant à la stratégie de grève générale illimitée (GGI), notamment en Outaouais et à Montréal, mais généralement rien qui n'a empêché la poursuite du mouvement. Le plus gros des tensions s'est exprimé autour de l'organisation de manifestations et ce, dès la toute première journée de grève pour la rémunération des stages, tenue le 16 février 2017. L'appel à une manifestation à Québec, en marge du *Rendez-vous national sur la main-d'oeuvre*, avait provoqué d'importantes tensions entre les militant.e.s des CUTE et celles et ceux du *Front régional de l'ASSÉ à Québec*⁹.

Cette expérience a poussé plusieurs militantes des CUTE de Montréal à privilégier dorénavant des manifs régionales et des actions locales sur les campus, d'une part parce que l'organisation et la coordination d'une manifestation nationale était une tâche lourde pour la poignée de militantes qui portaient la campagne à bout de bras ; d'autre part pour favoriser la participation d'un plus grand nombre de personnes aux manifestations. Un constat semblable a été formulé deux mois plus tard par les militant.e.s du CUTE du Cégep de Sherbrooke concernant le poids qu'a représenté l'organisation d'une manifestation nationale de l'ASSÉ dans leur ville¹⁰. Cette position ne faisait évidemment pas l'affaire de tout le monde. En Outaouais, par exemple, des militant.e.s du CRIS-UQO trouvaient démobilisant de se trouver un petit nombre isolé en grève à Gatineau, préférant se joindre au rassemblement devant le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale à Montréal lors de la journée internationale des stagiaires, le 10 novembre 2017.

L'année suivante, dans le cadre de la *Global intern strike* du 20 février 2018, on a tout de même tenté le coup des actions décentralisées sur les campus. L'idée était qu'en préparation de la grève des stages à venir, il importait de développer des savoir-faire en organisation dans les différentes régions et sur les campus où s'organisait la campagne. Le résultat a été impressionnant : des actions et piquets de grève sur plusieurs campus, dans six régions, et des militant.e.s qui prennent la rue à Gatineau, Montréal et même à Trois-Rivières. Voyant que ça grouillait un peu partout, il est probable que cette stratégie ait convaincu le gouvernement d'octroyer, dans les semaines qui ont suivi, des bourses pour le stage final en enseignement, dans le but d'atténuer la mobilisation.

Mais les tensions autour des manifs sont revenues de plus belle l'année suivante, à la *Coalition montréalaise*, cette fois. Dans la préparation de la semaine de grève de novembre, des militant.e.s proches des

9. Voir le « Rapport sur la collaboration trouble avec le Front régional de l'ASSÉ à Québec » du CUTE UQAM : <https://tinyurl.com/yxvbdd6f>

10. Voir le texte « Mourir sans quorum » du CUTE Sherbrooke : <https://tinyurl.com/y4asrhw3>

associations étudiantes du Cégep de Saint-Laurent, du Cégep du Vieux Montréal et de la Faculté d'éducation de l'UQAM désiraient organiser une manifestation nationale à Montréal lors de la journée du 21 novembre 2018, avançant qu'il s'agissait d'une étape nécessaire pour que le mouvement prenne de l'ampleur, notamment en étant couvert par les médias nationaux. La proposition n'a pas fait l'unanimité : des militant.e.s du CUTE UQAM ont réitéré qu'il était préférable de privilégier des actions locales pour maximiser la participation et assurer la prise en charge de l'organisation par les comités locaux, en prévision de la GGI à l'hiver suivant. Bien qu'une décision collective en défaveur d'une manifestation nationale ait été prise, les militant.e.s de l'ADEESE-UQAM ont décidé d'en faire fi et d'appeler tout de même à une manifestation à Montréal le 21 novembre.

La participation à la semaine de grève a été beaucoup plus nombreuse que prévue : environ 60 000 étudiant.e.s en grève et des milliers de personnes qui prennent la rue à Gatineau, Rimouski, Sherbrooke et Québec, en plus de la manifestation de Montréal. Tout comme à l'hiver précédent, le caractère décentralisé de la lutte des stagiaires est bien visible. Dès le vendredi précédent, les médias régionaux et nationaux couvrent amplement le mouvement, mais les tensions demeurent. À quoi sert de discuter pendant des heures en réunion si des personnes présentes font à leur tête par la suite ? Que ce soit volontaire ou non, l'appel à une manif vaguement nationale a contribué à délégitimer les coalitions régionales comme espaces d'organisation.

La même tension a refait surface à deux reprises durant l'hiver, à l'aube de la grève générale, cette fois avec comme protagonistes des militant.e.s de Québec. D'abord, l'ASSÉ qui, depuis le début de la campagne, n'a jamais utilisé ses effectifs pour élargir la lutte, appelle à une manifestation nationale pour la rémunération des stages à Québec le 21 mars. Cet appel est par la suite adopté par la *Coalition de Québec*. Dans les faits, même l'ASSÉ ne mobilise personne à l'extérieur

de la capitale nationale et n'envoie aucun autobus. Les autres coalitions régionales ne mobilisent personne non plus pour cette manifestation, préférant organiser des manifestations à Gatineau et Montréal afin de maximiser la participation. Une manif a quand même lieu à Québec et, même si elle n'est pas spectaculaire en nombre, a le mérite d'être entièrement organisée et mobilisée par les militant.e.s de la capitale. Une situation similaire se produit le 15 mars alors que des militant.e.s de la *Coalition de Québec* s'attendent à ce qu'une manif soit organisée par des militant.e.s de Montréal lors d'une rencontre avec le ministre de l'Éducation. Il s'agissait encore une fois d'une expression de la tension entre la volonté d'un mouvement décentralisé qui s'autonomise et celle de la projection d'un gros mouvement où Montréal envoie ses effectifs dans une autre région.

LA TENTATION DU NATIONAL

L'expression d'une résistance nationaliste à l'élan de décentralisation incarnée par les coalitions régionales a également pris d'autres formes. Plus politiques, elles concernaient directement la mise en place d'une instance nationale. Si l'on prend en compte le rôle prépondérant accordé aux fédérations nationales dans l'imaginaire du mouvement étudiant québécois, il était prévisible qu'il y ait des tentatives de faire bifurquer l'organisation de la campagne vers une structure nationale. Les tentatives de récupération de la campagne par l'ASSÉ ont d'ailleurs été nombreuses, alors même que la campagne pour la reconnaissance du travail étudiant et l'appel à la grève des stages n'ont jamais été adoptés en congrès. Du côté de la *Fédération étudiante collégiale du Québec* (FECQ) et de l'*Union étudiante du Québec* (UEQ), la récupération a pris la forme d'une campagne « nationale » tardive de lobbying pour l'amélioration de la condition des stagiaires, qui s'écartait de toutes les dimensions progressistes et subversives de la campagne portée par les coalitions régionales¹¹.

11. La campagne *Stagiaires en solde* a été lancée quelques semaines avant le déclenchement de la grève générale : www.stagiairesensolde.quebec

Or, cette contre-attaque nationaliste ne s'est pas limitée aux bureaucraties étudiantes nationales : elle a également été défendue dans les espaces d'organisation par des militant.e.s près de l'ASSÉ et des conseils exécutifs d'associations étudiantes. C'est bien sûr à Montréal, mais aussi à Québec, que les critiques contre l'absence d'un palier national ont été les plus fortes. Elles ont été formulées bien après l'instauration du mode d'organisation décentralisé, au moment où un ultimatum au gouvernement était lancé. À l'approche du point culminant de la campagne, la grève générale, on vantait les avantages stratégiques de la coordination et des actions à l'échelle nationale : meilleure représentation médiatique et politique, élargissement dans un maximum de régions, légitimation du mouvement par la centralisation des ressources, de l'information et du pouvoir dans une structure de coordination nationale, etc. On se référait ainsi aux coalitions nationales passées, organisées par l'ANEEQ, le MDE et l'ASSÉ¹².

C'est la position que le conseil exécutif de l'*Association facultaire étudiante des sciences humaines* de l'UQAM (AFESH) défendait, quelques semaines avant la grève de l'automne 2018, par la proposition d'une structure de coordination nationale afin de mener à bon terme la lutte pour la rémunération de stages. Advenant son refus, ses représentant.e.s menaçaient de désertier la *Coalition montréalaise* et de créer un palier national avec d'autres associations étudiantes, hors des espaces d'organisation existants¹³. Peu de temps auparavant, une proposition portée par les exécutifs de l'AFESH et de l'*Association facultaire étudiante de science politique et droit* de l'UQAM avait été adoptée par la *Coalition montréalaise*. Cette résolution prévoyait la tenue d'une conférence de presse pour annoncer le lancement de l'ultimatum de grève au gouvernement, le 1er novembre. Les exécutifs de ces associations avaient interprété le mandat à l'effet qu'il s'agissait d'une conférence nationale et centralisée, ce qui a généré quelques protestations parmi les militant.e.s en Outaouais et à Québec à

l'effet que la *Coalition montréalaise* voulait leur imposer un rythme qui ne convenait pas au niveau de mobilisation dans leurs régions, et ne reconnaissaient pas être lié.e.s par une décision prise à Montréal. Un réflexe nationaliste sans malice, mais très parlant sur la réalité structurelle du « montréalocentrisme » dans le mouvement étudiant.

En réponse à cette situation, le besoin de créer un canal de communication interrégional a été exprimé à la *Coalition outaouaise*. Une proposition adoptée à la *Coalition montréalaise* et à la *Coalition sherbrookoise* a été d'organiser des rencontres régulières entre des délégué.e.s de chacune des coalitions régionales et d'autres groupes qui ne sont pas organisés en coalition. Nommées l'*Interrégionale*, ces réunions devaient se tenir par vidéoconférence environ aux trois semaines pour échanger de l'information et du matériel produit pour la campagne, mais pas à des fins décisionnelles. Les coalitions régionales étaient aussi invitées à rendre disponibles aux autres leurs procès-verbaux et comptes-rendus¹⁴.

Parallèlement, une discussion issue d'une journée de formation en août 2018 a mené à la création d'un comité de liaison — avec délégation rotative de chaque coalition régionale — dans le but de ne pas laisser les rencontres avec le ministère de l'éducation entre les mains des fédérations étudiantes — la FECQ et l'UEQ, principalement. Le mandat de ce *Comité de liaison* se limitait à recueillir de l'information et de la ramener dans les coalitions régionales. Dès le départ, la condition de la tenue des rencontres était la présence des délégations de toutes les régions afin qu'aucune ne soit laissée derrière. Une position claire contre les négociations avec le gouvernement était aussi prise. On considérait que ce dernier ferait des concessions à la hauteur de ce que la pression le contraindrait de faire et, qu'en ce sens, des négociations ne joueraient pas à notre avantage. Au contraire même, elles tendraient davantage à atténuer l'effet des revendications, ce qui a été confirmé par les gains de la grève : des bourses se rapprochant des revendications des fédérations étudiantes.

12. Voir notamment le texte « Six grèves générales » de Benoît Renaud: <https://tinyurl.com/y2unzqly>

13. Comme elle a été présentée en assemblée générale, sous huis clos, la proposition est seulement accessible en retranscription dans le texte « Et pendant ce temps en région... », que des militant.e.s de l'Outaouais ont écrit pour critiquer l'initiative centraliste et nationaliste du conseil exécutif de l'AFESH. Disponible en ligne ici : <https://dissident.es/et-pendant-ce-temps-en-region/>

14. Les procès-verbaux des coalitions sont disponibles sur le site grevedesstages.info/coalitions-regionales.

Il est intéressant de comparer la dynamique de l'*Interrégionale* et du *Comité de liaison*. Alors que le premier est issu d'un débat enflammé et souvent lourd sur la structure, il n'a pas particulièrement été investi par la suite. Les réunions *Skype* étaient difficiles à tenir et les personnes qui réclamaient un palier national n'y ont jamais participé. Le *Comité de liaison* a, quant à lui, été beaucoup plus investi, particulièrement par les exécutifs d'associations étudiantes locales impliqués dans les coalitions régionales. C'est le caractère prestigieux de la représentation auprès du ministère qui semblait attirant, et pas seulement pour les personnes qui y étaient déléguées. Il est arrivé à quelques reprises que la discussion en préparation d'une rencontre avec le ministère puisse occuper presque tout le temps disponible pour des rencontres de coalition et ce, dans toutes les régions organisées. Alors que tout le temps et les énergies étaient nécessaires pour que la grève passe et tienne, la tentation de « représenter » le mouvement et d'en prendre la direction était manifeste dans les espaces d'organisation.

Un peu plus tard, une rencontre avec le ministre de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur est obtenue à la suite d'une occupation de son bureau organisée par la *Coalition de Québec*. Des militant.e.s de cette dernière désirent appeler à une manifestation devant les bureaux montréalais du ministère le 15 mars au moment de la réunion. Pour ce faire, au lieu de lancer l'appel à l'*Interrégionale*, probablement parce que cela concerne les relations avec le gouvernement, une discussion entre les déléguées de différentes régions au *Comité de liaison* a lieu et celles-ci décident que des militant.e.s de Montréal organiseront une action de visibilité devant le lieu de la rencontre. Or, à la *Coalition montréalaise*, personne ne reconnaît la représentativité des délégué.e.s de ce comité, dont le mandat se limite à obtenir et transmettre de l'information sur l'avancement des travaux du gouvernement pour la mise en place de la rémunération des stages. L'application de la décision n'est pas non plus prise en charge par les

personnes qui l'ont décidé (conseil exécutif d'une association facultaire de l'UQAM, notamment) : l'action n'a donc pas lieu¹⁵.

Cet exemple, un peu comme celui de la manifestation nationale conjointement organisée avec l'ASSÉ à Québec, expose plutôt bien la difficulté de briser les dynamiques de représentation et le réflexe nationaliste dans l'organisation des mouvements sociaux, et ce, même si l'on met en place des structures qui cherchent à les contrer. Cette difficulté prend une ampleur particulière dans la « Belle province » où l'indépendantisme a été pendant longtemps fédérateur dans les mouvements sociaux. Dans la métropole et la capitale nationale surtout, mais aussi, à un moindre degré dans les autres coalitions régionales, une tendance en faveur de la centralisation nationale est régulièrement revenue à la charge. Elle se manifestait par une volonté d'utiliser les effectifs plus importants de Montréal et de leur donner un caractère national, que ce soit pour la représentation médiatique, les rencontres avec le gouvernement ou l'organisation de manifestations, le tout pour donner une impression d'un mouvement massif. Au niveau décisionnel, elle s'exprimait par une volonté de représenter une région au moment de la délibération et de renvoyer la charge de l'exécution à d'autres.

Or, c'est exactement cette dynamique de représentation que tentait de briser l'organisation de coalitions autonomes et décentralisées, en misant sur la vivacité d'une base active et capable partout où la campagne s'organisait plutôt que sur une représentation de la masse qui se fait craindre par la force du nombre. Même au sein de tendances se réclamant de l'anticapitalisme, de l'autonomie et de l'anticolonialisme, l'imaginaire radical présente un penchant pour la masse « nationale » quand vient le temps de se structurer, que ce soit dans le but de lancer des mots d'ordre à l'ensemble du mouvement ou simplement pour laisser à d'autres la prise en charge des aspects les laborieux et le plus plates de l'organisation.

15. D'autant plus que cette action devait avoir lieu le même jour où étaient déjà planifiées la grande manifestation pour le climat et la manifestation annuelle contre la brutalité policière, ce qui fait que la mobilisation et la visibilité de cette action aurait été à peu près nulle.

LE CHAUVINISME RÉGIONAL : EFFET PERVERS DE LA DÉCENTRALISATION

La mise en place d'un mouvement structuré en coalitions régionales a évidemment entraîné son lot de conséquences indésirables, la plus pernicieuse étant le chauvinisme régional. À peu près tous les campus ont eu besoin d'aide à un moment ou un autre pour l'organisation de la lutte, que ce soit pour des ateliers de formation, l'organisation d'instances, la rédaction de communiqués ou la distribution de matériel de mobilisation. Et bien sûr elle venait presque essentiellement de l'UQAM, mais aussi de l'UdeM et du Cégep Saint-Laurent.

Or, cette aide ne venait évidemment jamais sans une influence sur l'analyse ou la stratégie à adopter, ni sans une certaine arrogance. Après l'atteinte d'un certain degré d'organisation, à peu près toutes les coalitions régionales ont opéré un repli pour conserver leur autonomie vis-à-vis Montréal, repli principalement porté par des exécutifs d'associations étudiantes, dont les responsabilités de représentation contraignaient davantage la possibilité de défendre des lignes plus maximalistes dans les revendications comme dans la tactique. Si ce réflexe est tout à fait justifié, voire nécessaire à l'autonomie, ce détournement vis-à-vis des militant.e.s de la métropole est arrivé à un moment où les besoins d'organisations étaient les plus criants, particulièrement entre la grève de l'automne et celle de l'hiver.

Et c'est devenu du chauvinisme au moment où les canaux de communication entre régions ont été de plus en plus interrompus pour se détourner de l'objectif de la grève générale illimitée des cours et des stages à l'hiver 2019. Cet abandon s'est exprimé de différentes manières, soit en poussant soudainement une ligne maximaliste (GGI ou rien !) en sachant pertinemment que ça ne passerait pas dans les AG sans aide extérieure pour la mobilisation, soit en évitant tout bonnement la tenue d'AG de grève, cette fois sous prétexte que la mobilisation n'était pas au rendez-vous. C'est d'ailleurs cette dynamique ainsi que la multiplication des rencontres des différentes instances d'organisation, c'est-à-dire les assemblées générales, les conseils de grève ou des stagiaires, les comités autonomes, les coalitions régionales, le comité de liaison, l'*Interrégionale*, qui ont rendu de plus en plus difficile la tenue de cette dernière, malgré son évidente importance.

Manifestation à Gatineau, 21 novembre 2018



Dans le même sens, le chauvinisme régional a également servi à mystifier certains conflits de tendances. À gauche comme à droite, il a servi à défendre une ligne centralisatrice et nationaliste dans les régions non-métropolitaine contre « Montréal » décentralisatrice et autonome, et pourtant « montréalocentriste ». À droite, il a servi à combattre la stratégie de GGI au profit de journées ponctuelles ou bien pire, d'une campagne de *lobbying*. À gauche, il a servi à mousser la prétention et la suffisance montréalaises à concrétiser la ligne juste d'une grève des stages authentique, sans pour autant s'intéresser à donner un coup de main à l'extérieur de l'Île. Dans tous les cas, le chauvinisme régional a été néfaste pour la mobilisation et a nui au maintien et à l'élargissement du mouvement.

**« ÇA ME FAIT BIEN DE LA PEINE,
PERSONNE N'ÉCRIT SUR SAINT-JÉRÔME »**

Peut-on avancer que la grève a eu lieu à Saint-Jérôme en raison des structures décentralisées ? Non. Dans les faits, le mouvement a gagné le centre d'études universitaire des Laurentides (UQO) bien avant la mise sur pied des coalitions régionales, dès le tout premier appel à la grève des stages la journée du 16 février 2017 où se déroulait une manifestation à Québec. À l'appel des différents comités autonomes de Montréal, Gatineau et Sherbrooke, et particulièrement du CRIS-UQO, les étudiantes en éducation de Saint-Jérôme se sont mises en grève, conjointement avec celles de *l'Association étudiante modulaire en éducation de l'UQO* (Gatineau). Une initiative similaire lancée par une fédération nationale aurait très bien pu trouver le même écho à Saint-Jérôme : la résonance de la revendication pour la rémunération des stages concerne bien davantage une réalité de classe propre à ce campus, qui concentre les étudiant.e.s universitaires parmi les plus précaires. « *Parce que l'ouvrage est rare à Saint-Jérôme, faut qu'y travaillent !* ».

On peut par contre affirmer sans gêne que c'est en raison des structures décentralisées que la grève y a duré aussi longtemps.

Aucune instance à l'extérieur des Laurentides n'avait la légitimité d'appeler à la fin de la grève, même quand les dernières associations étudiantes de l'UQAM y mettaient fin. En même temps, la *Coalition laurentienne* est celle qui a été le moins affectée par le chauvinisme régional, et dont les militant.e.s ont entretenu des canaux de communication avec les autres coalitions tout au long de la dernière année de campagne, particulièrement avec celles de Québec, Montréal et Gatineau. De l'aide pour la rédaction, la mobilisation et l'organisation d'instances a été demandée au besoin et l'autonomie a tout de même été conservée.

Bref, malgré un bilan mitigé de la décentralisation régionale, on doit en partie la concession du gouvernement à mettre en place des bourses pour stagiaires dans de nombreux programmes à l'université, au cégep et dans les écoles de métiers à la ténacité des grévistes en enseignement de Saint-Jérôme. La contribution du CUTE UQO-Saint-Jérôme et l'indépendance des grévistes vis-à-vis de leur association étudiante incarnent particulièrement bien le potentiel de l'autonomie dans l'organisation d'une lutte au sein de laquelle on préfère un mouvement plus petit mais plus dynamique à un mouvement plus spectaculaire en nombre mais centralisé. On parle quand même de la première grève offensive à obtenir des gains importants en quarante ans.

Les militant.e.s de la *Coalition laurentienne pour la rémunération des stages* ont d'ailleurs pris la décision de transformer cette dernière en coordination régionale de la grève pour le climat, un héritage structurel concret de la grève des stages. Il est cependant un peu tôt pour savoir si la décentralisation régionale marquera durablement la structure du mouvement étudiant. On sait cependant que le comité de transition *post-ASSÉ* en charge de réorganiser la gauche étudiante a été fortement investi par les militant.e.s qui ont le plus ardemment défendu la nécessité d'un palier national au cours de cette campagne. Ainsi, s'il est impératif de souligner les limites de la décentralisation « antinationale », les critiques se limitent encore, depuis la fin de la

grève des stages, à marteler la nécessité d'une fédération nationale, et ce, dans les mêmes termes et par les mêmes tendances qu'il y a quatre ans, comme si rien n'avait bougé depuis. Pourtant, des comités autonomes ont bel et bien organisé de A à Z une grève dans différentes régions, alors que les structures nationales que sont l'AVEQ¹⁶ et l'ASSÉ ont toutes deux été dissoutes vers la fin de la campagne, et ce n'est pas faute de tentatives de les (ré)animer. N'est-ce pas là un point de départ logique pour la suite des réflexions organisationnelles ?

Enfin, il reste peu probable que les mouvements à venir transcendent les frontières provinciales et canadiennes, si on se fie au peu de motivation à intégrer Ottawa dans la *Coalition outaouaise* ou au désintérêt généralisé vis-à-vis de la collaboration avec les groupes du Nouveau-Brunswick et des États-Unis au cours de cette campagne. De même, la volonté de certaines tendances de mettre sur pied une structure qui prendrait encore une fois la nation comme communauté politique de référence est de mauvais augure. Y a pas à dire, le nationalisme se porte plutôt bien au sein de la gauche étudiante, même là où il s'ignore le plus. « *Lâchez-moi ça, vos steps assis et chantez-moi donc Saint-Jérôme !* »



Manifestation des étudiantes en éducation à l'Université du Québec en Outaouais - Campus Saint-Jérôme, 10 avril 2019

TU TRAVAILLES POUR QUI ? UNE GRÈVE, TROIS RÉCITS

Par Loïc Carpentier, Félix Dumas-Lavoie, Camille Marcoux et Amélie Poirier

Pour un magazine de bilan, une démonstration de l'opposition inhérente entre l'organisation en autonomie et la bureaucratie étudiante s'imposait. Les *Comités unitaires sur le travail étudiant* (CUTE) et les *Comités pour la rémunération des internats et des stages* (CRIS) annonçaient dès leurs débuts un refus de reprendre les dynamiques caractéristiques aux grèves étudiantes passées, c'est-à-dire une centralisation des pouvoirs au sein d'organes de représentation et une organisation sur un plan national. Nous ne voulions ni porte-parole, ni stratège, ni contrôleur.se de foule, ni négociateur.rice, et le moins d'obstacles bureaucratiques possible. Autrement dit, nous voulions nous donner une plus grande autonomie vis-à-vis des petits et des grands *boss*, en tentant de permettre au plus grand nombre d'acquérir des connaissances pratiques, théoriques et critiques sur l'organisation dans nos milieux de travail. Mais, il ne suffisait pas de vouloir. Les critiques publiques des structures en place devaient s'accompagner de nouvelles structures organisationnelles réfléchies et débattues parmi toutes les personnes intéressées afin de tendre à les démocratiser et à les légitimer pour la grève à venir¹.

Du coup, une guerre de pouvoir se déployait : opposition des stratégies, opposition des finalités de la lutte et opposition d'intérêts. Les CUTE et les CRIS se butaient à de constantes remises en question. Les décisions prises pour nous-mêmes, comme celles adoptées dans les instances de coordination nouvellement créées, étaient dénoncées pour leur illégitimité. Les exécutant.e.s d'associations étudiantes et leur entourage défendaient

les structures représentatives qu'ils avaient choisi d'investir, passant du « *faut bien que quelqu'un.e le fasse* » au « *manque de coordination nationale qui aura la peau de cette grève* », pour conclure avec le souci d'une juste représentation du corps étudiant. Nous nous sommes fatigué.e.s à refuser les redditions de comptes et à rejeter les commandes à travailler pour d'autres, pendant que la bureaucratie étudiante se réclamait de l'autonomie sous le couvert de l'anonymat.

En soutenant la pertinence d'orienter une campagne de grève autour de la revendication d'un salaire pour tous les stages sans égard à la discipline et au niveau d'étude, les militant.e.s des CUTE et des CRIS proposaient aussi de mettre en œuvre une nouvelle stratégie : la grève des stages. Celle-ci exigeait de repenser la grève dans le milieu étudiant. Un blocage généralisé des milieux de stage étant impossible (ils existent par centaines et ne sont pas répertoriés), il était plutôt attendu que chaque stagiaire quitte son milieu de stage de manière individuelle et volontaire. Comment alors soutenir les personnes courageuses qui assumeraient la grève devant leurs enseignant.e.s, leurs futur.e.s collègues, leur direction, et qui s'exposeraient ainsi à une forte répression ? C'est à cette question que les militant.e.s des CUTE et des CRIS ont tenté de répondre en créant des espaces pour se reconnaître, s'organiser, et se légitimer. C'est à la grève des stages qu'ils se sont consacré.e.s avant, pendant et après celle-ci.

1. Pour prendre connaissance de certaines de ces critiques et débats, voir « La réplique autonome » : <https://tinyurl.com/y48nlvzs>, « 15 000 journaux qui se distribuent tout seuls » : <https://tinyurl.com/yjzmpb5>, « Et pendant ce temps en région » : <https://tinyurl.com/y3kobep4>, « Réflexion sur la grève des stages et la reconfiguration du mouvement étudiant » : <https://tinyurl.com/y3j49owa>

La grève, par les risques qu'elle impliquait de part et d'autre, a rendu indéniable la cohabitation conflictuelle entre autonomie et bureaucratie. Voyez par vous-mêmes l'opposition en pratique par ces quelques récits de grève. *Toute ressemblance avec des personnes existantes ou faits vécus est délibérée.*

FICTION PERMANENTE

10h. C'est parti pour une autre journée de boulot. La permanence de l'association étudiante franchit les portes de l'école et se prend un café en chemin. Déjà, ça grouille autour de son bureau. La tension est palpable, l'assemblée générale de grève a lieu aujourd'hui. Des centaines d'étudiant.e.s débattront d'un mandat de débrayage de leurs cours ainsi que de leur stage afin de faire pression sur le gouvernement et l'école qui les exploitent en les obligeant à accomplir ce travail sans salaire pour obtenir leur diplomation. *L'imprimante a buggé. Code d'erreur. Il manque du rouge.* On fouille dans les recoins de son bureau et du débarras, sans succès. Les impressions en couleur devront se faire ailleurs. Les plus entêtés.e.s insistent : l'impression en noir et blanc fera l'affaire. Des militant.e.s des CUTE tentent de configurer la machine. Une bonne partie de leur journée sera consacrée à imprimer et plier des tracts en vue de l'assemblée en soirée.

La permanence avait, pour sa part, terminé ses tâches pour l'assemblée à venir. Elle avait dû s'y prendre à deux fois pour la réservation d'une salle. On avait insisté pour une assemblée en soirée afin de permettre aux stagiaires, en stage le jour, d'y participer. On se rassemble dans son bureau pour jaser stratégie et logistique en équipe, ses boss, ses collègues et elle. Les préoccupations sont variées. Qu'en est-il de l'annulation de la session ? Après combien de semaines peut-elle être écourtée ? Comment éviter les demandes d'amendement abusives lors de l'assemblée ? Combien de temps la salle est-elle disponible ? Elle se fait rassurante. Le récit des grèves passées allège l'atmosphère ; 2005, 2012, 2015, c'est un long cycle qui se répète. Tout a été vu. Et pourtant...

Comme l'exécutif de l'association étudiante varie au gré des sessions, la pérennité de l'organisation repose inévitablement sur ce qui reste : la permanence. *Service assurant le fonctionnement ininterrompu d'une administration, d'un organisme.* L'institution scolaire n'a plus de secret pour elle. Alors qu'elle était toujours aux études, la permanence s'était battue pour faire reconnaître son association étudiante par son école. Cette reconnaissance mutuelle permettait à l'association, par l'entremise de ses représentant.e.s, de prendre place à la table des grand.e.s pour décider conjointement de l'avenir de l'école. Elle entraînait en prime l'obtention de cotisations obligatoires et automatisées... La salariée lève le son de sa musique baroque.

Lorsqu'on lui confie l'administration des fonds, elle assure leur bonne gestion en conformité avec les mandats d'assemblées générales. Les militant.e.s des CUTE peuvent témoigner de l'assiduité de ce contrôle. Leur code d'impression est régulièrement changé pour assurer un suivi du contenu ; leur matériel est souvent jugé de l'ordre de la *mobilisation* plutôt que de l'*information* pour justifier le refus de l'impression (il y avait déjà un comité *mob* pour ça) ou leurs affiches sont scrutées pour du contenu ostentatoire. Malgré sa constance dans le temps, assurer la permanence n'est pas un long fleuve tranquille. Résister à l'influence de ses amitiés et de ses affinités politiques est un exercice difficile. *Une impression par-ci par-là, venez-vous-en, la bière est servie, mon bureau est ton bureau, party.*

La population étudiante intéressée par l'assemblée générale est plus nombreuse qu'attendue, la salle est pleine. Des regards hésitants parcourent ses murs, ses allées, son projecteur, ses lumières, les micros tout en avant ; sa prestance s'impose tranquillement. On installe la table du présidium. La permanence est chargée de l'animation. Elle devra assurer un déroulement conforme aux règlements de l'association. Alors qu'elle commence à s'y retrouver assez aisément,

on lui confie de plus en plus cette fonction en y conjuguant l'ajustement de ses heures de travail. L'ouverture de l'assemblée est adoptée, elle entre en scène. Quelques remises à l'ordre sont faites avant que la salle retrouve le silence. Qui prendra la parole en premier ? Un coup d'envoi devra être donné pour que les autres s'enchaînent. Le premier débat concerne la levée des cours. Sans elle, les profs et les chargé.e.s de cours n'en démordent pas, des classes auraient lieu pendant l'assemblée.

Une trentaine de minutes plus tard, la levée des cours est terminée et l'assemblée reprend. La salle déborde à présent. Au fond, de nombreuses personnes sont debout et tentent tant bien que mal d'entendre les échanges. D'une voix tremblante, une étudiante présente une proposition de grève générale illimitée des cours et des stages durant laquelle devrait se tenir une assemblée de reconduction de la grève chaque semaine. La tension s'élève d'un cran. Cette proposition était l'aboutissement de longues heures de réunion, de compromis et de préparation. Quelques rumeurs d'amendements avaient circulé durant la semaine précédente, les militant.e.s avaient tenté de se préparer à toute éventualité.

Les interventions sont presque unanimes sur le fond de la revendication de rémunérer les stagiaires. C'est le moyen d'arriver aux fins qui ne fait pas consensus. La permanence est bien placée pour comprendre cette revendication. C'est grâce à son statut de salariée qu'elle, comme plusieurs autres permanences, avait réussi à se syndiquer. Depuis, elle avait réussi à contrecarrer toutes menaces de perte d'emploi et stabilisé ses conditions d'emploi. Bref, le débat n'a rien d'original ; grève, pas grève. S'enchaîne ensuite, comme anticipée, une série de demandes d'exclusion. Avant même son adoption, on est prêt.e à se désolidariser de la grève. C'est l'encan du plus mal pris et du plus exceptionnel. *J'ai déjà payé mes billets d'avion pour mes vacances. Je ne peux pas me permettre une année de plus. Moi, c'est par choix que je fais mon stage. On compte sur nous, c'est la population qui écoopera. Je fais mon stage outre-mer.* Une fois, deux fois, trois fois... vendu ! Celles et ceux qui avaient eu les moyens de s'acheter un stage à l'extérieur du pays s'étaient aussi acheté la paix, désormais écarté.e.s du mandat grève. La permanence traite chaque demande avec attention. La forme des propositions n'est pas à négliger, et les intervenant.e.s l'apprennent souvent à leurs dépens. L'animation



Assemblée générale de grève au Cégep Marie-Victorin, 14 novembre 2018

L'EXÉCUTION

est sévère et, à son tour, sera sévèrement évaluée. L'assemblée est ponctuée de débats interminables sur les procédures. Les plus assidu.e.s des bureaucrates entrent alors en joute devant un auditoire captif, parfois désintéressé, le plus souvent perplexe. Il est difficile de trouver plus démobilisant.

Impatient.e.s, certain.e.s commencent à lever les yeux au ciel. Les files derrière les micros qui ne semblent pas s'épuiser en convainquent plusieurs, de toutes allégeances, d'y prendre part. Iels sont prêt.e.s à voter, d'autres le seraient aussi. Une procédure leur permet justement de couper court aux échanges. « *Je demande la question préalable* ». Des soupirs de soulagement et d'exaspération se font entendre. Les paris sont faits. On avait tenté de permettre au plus grand nombre de participer, mais on ne voue pas la même attention à ce qu'il a à dire. Un mandat de grève, pourquoi ? Et, comment ? Qu'à cela ne tienne, la majorité est prête à voter et on effectue le décompte. Après cafouillage et recomptage, la grève est adoptée à majorité. Quelques éclats de joie surgissent au fond de la salle, des moues de mécontentement se dessinent et les inquiétudes de beaucoup demeurent. Les exécutant.e.s s'enlacent, le coeur léger, leurs pieds se soulèvent du sol ; c'est mission accomplie. Les assemblées générales représentent un passage obligé : on peut débattre des revendications, octroyer des ressources financières et s'entendre sur les modalités générales de la grève. Mais, au final, elles ont peu à voir avec la réalisation de la grève des stages. Si l'interruption des cours est presque assurée par les traditionnels piquetages et levées des cours, il en est tout autrement pour les stages. Des stagiaires hésiteront à débrayer jusqu'à la veille du déclenchement de la grève, et plusieurs réviseront même leur décision en cours de route.

La journée de travail de la permanence terminée, elle note ses heures sur sa feuille de temps. On se réunit à nouveau dans son bureau. *Debriefing. Coups de fil. Bières. Cigarettes.* Le vote était serré. Rien n'est gagné d'avance avec cette grève.

8h30. Un exécutant ouvre le local de l'association étudiante. Durant la semaine de grève, l'exécutif est dispersé entre les tournées des milieux de stages, les levées des cours, les corvées de bouffe, les rencontres diplomatiques et le repos ; ce sera chacun.e son tour. Le rythme de la grève est essoufflant. Pour les exécutant.e.s qui reçoivent rémunération, les heures arrêteront d'être comptées.

Les couloirs de l'école sont anormalement vides, il est encore tôt. Comme point de rassemblement, les étudiant.e.s occupent un espace dans l'établissement. Rapidement, il a été délimité par du mobilier, des vêtements éparpillés, la table de collations et quelques bannières suspendues. Les personnes commencent à arriver pour la levée des cours du matin. En attendant, elles se servent du café, dégustent un muffin et testent le confort des divans. Le moment venu, près d'une trentaine de personnes partent d'un bord et de l'autre de l'école avec des listes de cours à lever, distribuées à la criée par une exécutante perchée sur une chaise.

Quelques exécutant.e.s mènent les pelotons. Le labyrinthe des couloirs de l'école n'a pas de secret pour elleux, iels s'y sentent comme à la maison. Après tout, iels y logeront presque toute la semaine. Sur les murs qui bornent leur passage, les graffitis donnent le ton. *À nous l'école. Sous écoute. Vive la grève ! Printemps tout le temps. Adorable mais pas CUTE. Contre Garda et son world. Notre école, nos murs, ok ? Action directe.* Première classe : vide. Deuxième classe : vide. Troisième classe : une prof devant une classe vide. Quatrième classe : vide. Cinquième classe : quelques étudiant.e.s font un travail d'équipe. Selon toute vraisemblance, la légitimité des mandats de l'association étudiante n'est pas remise en question. La levée des cours est protocolaire. Mais *hop*, un texto. Une classe est animée : un prof et des étudiant.e.s refusent de quitter la classe. Il y aura de l'action finalement.

2. Inutile de contacter les autrices ou auteurs de cet article pour la signification des acronymes ou pour connaître le rôle des instances énumérées, iels ne le savent pas non plus.

3. Ce dernier tableau est surtout inspiré de la grève des stagiaires de l'UQAM, où la grève des stages s'est déroulée sur une plus longue période à l'hiver 2019.

Les murs de l'école délimitent le terrain de jeu des exécutant.e.s ; les efforts d'élargissement ne les intéressent guère. À l'exception des manifestations organisées à coup d'appels larges, les pas franchis à l'occasion des levées de cours seront les seuls initiés par les exécutant.e.s, voire même par la *gauche*, pendant la grève. Iels réclament plutôt un *plan de match* pour qu'advienne une grève spectaculaire. Pourtant, la grève n'inspire ni l'écrit ni les débats. Leur temps est libéré pour *la fête*. Il ne leur revient pas de formuler des idées et de les défendre : iels sont là pour exécuter, développer de bonnes relations politiques et s'en réjouir avec des bières de fin de journée.

Aussi radicaux.ales qu'iels soient *ailleurs*, iels entretiennent la démocratie représentative en revendiquant la neutralité de *leur* conseil exécutif. Cette neutralité est performée par le silence lors de débats publics ; en assemblée générale comme en conseil de grève. Pourtant, l'investissement des associations est motivé par le contrôle des ressources, c'est régulièrement admis. De la sorte, iels font obstacle à la droite qui, *elle*, n'est pas neutre dans l'exercice de fonctions administratives. Et pour *faire vivre* l'association, ses ressources financières sont distribuées avec parcimonie. Elles ne doivent pas être accaparées par des groupes politiques externes ; autrement dit, à quoi serviraient l'association, ses comités ou ses instances ? La préservation et la reproduction de l'association se passent de mandats ; elles sont immanentes à la bureaucratie. Pour la même raison, en coulisses, les exécutant.e.s sont partout où l'école les appelle : au COP, à la TC, à la Commission des études, à la PIM, au Conseil académique, à l'inter-inter, à l'intermodulaire, à l'interfacultaire². Pour pouvoir représenter, il faut d'abord être reconnu. *En plus, c'est payant à mettre sur son CV.*

En temps de grève, les rencontres diplomatiques se multiplient. Le syndicat des enseignant.e.s convoquent les représentant.e.s étudiant.e.s. Une rencontre entre médiateur.rice.s, ça fait beaucoup de bonne entente. Les syndicats réclament de ne pas être mêlés au conflit et demandent la condamnation des actes

qui ciblent des membres du personnel enseignant. Les représentant.e.s étudiant.e.s se désolent de l'escalade des tensions, tout en réitérant leur méconnaissance des actions organisées de manière autonome. Tou.te.s sont d'accord à ce que les différends se dépersonnalisent et prennent l'engagement de réprimander les membres qui n'adhèrent pas à cette éthique. Le compagnonnage est abruptement interrompu : une occupation vient d'être déclarée. *Y'ont encore foutu la merde !*

LA PIÈCE MANQUANTE³

5h45. Le réveil n'est pas facile. Ce matin, des militant.e.s se réunissent pour former une ligne de piquetage devant l'entrée d'une école où un stagiaire fait son stage. Il est menacé d'échouer s'il ne rentre pas travailler. Une semaine de grève, c'est gérable. Un jour de plus, c'est trop. Il ne faut pas oublier les tracts. Et les gants. C'est le mois de mars, il fait froid.

Le piquet de grève à l'entrée de l'école accueille le personnel et les jeunes. Deux personnes se faufilent à l'intérieur pour laisser des tracts dans le pigeonnier des profs. Le prof responsable du stagiaire arrive, visiblement tendu par l'accueil qui lui est réservé. Il avait été libéré de sa classe grâce au stagiaire ce qui lui permettait de prêter main-forte à une collègue débordée. Avec la grève, tous ces arrangements tombaient à l'eau. Alors que ses collègues refusent de plus en plus la supervision d'enseignant.e.s en formation, il avait déjà fait beaucoup en acceptant cette tâche. On lui rétorque que le but de la grève est précisément de perturber les milieux de travail — lui-même syndiqué, il devrait s'y connaître. Pourquoi mettre la pression sur l'étudiant qui ne fait que respecter son mandat de grève ? Les conditions de travail difficiles en enseignement ne sont pourtant pas étrangères à celles des stages. Rien n'y fait. Son ultimatum lancé, le prof entre dans l'école. Le stagiaire a le choix entre le retour au travail avec celui-là même qui l'a acculé à briser son mandat de grève ou la poursuite de la grève, ce qui signifie un échec potentiel. Il décide de refuser d'entrer.

8h30. En route vers l'université, on se réchauffe lentement dans le métro. Les stagiaires ne tarissent pas d'histoires d'horreur :

- Ma superviseure m'a envoyé deux messages hier. Elle insiste pour savoir si je respecte la grève et me dit qu'elle fera mon évaluation dans mon milieu comme prévu.
- Moi, elle exige que les journées de stage manquées soient reprises. Ça me stresse, j'ai un contrat qui commence dès la fin prévue de mon stage !
- La carrière de prof et de chercheure de ma directrice de programme est basée sur une analyse féministe, mais c'est l'une des plus hostiles à la grève dans le département.
- On se fait dire qu'on manque de professionnalisme parce qu'on fait la grève. Faudrait d'abord nous payer avant de nous parler de professionnalisme ! Et, tou.te.s les syndiqué.e.s manquent donc d'intégrité professionnelle ?
- J'ai une amie qui a fait la grève les premiers jours, mais les menaces de son milieu persistaient, donc elle est retournée au travail. Moi, par chance, l'organisme communautaire où j'effectue mon stage s'est publiquement solidarisé ! Ça joue pour beaucoup⁴.

4. Suite à la grève, des stagiaires ont pris l'initiative de recueillir des témoignages sur l'expérience de la grève et des conditions des stages non rémunérés. Le zine *Stagiaires en calvaire* est disponible ici : <https://tinyurl.com/ydmmefe>



Manifestation *Plein l'cass des menaces !* à l'Université du Québec à Montréal, 28 mars 2019

On se sert de ce qui reste de café avant de se diriger vers le local pour la rencontre hebdomadaire des stagiaires. Après plus d'une semaine de grève, les menaces d'échec et de reprise se multiplient de manière tout à fait arbitraire. La promesse des grèves passées — ni échec ni perte de session — ne peut être moins certaine. Bien que les stagiaires cèdent parfois à répondre individuellement aux courriels et aux appels téléphoniques, les *Rencontres de stagiaires* permettent de réfléchir à des stratégies collectives et sortir de l'isolement. Tournée des milieux de stages. Lettres aux superviseur.e.s. Lettres de solidarité signées et diffusées. Manifestation interne et dénonciations publiques des profs problématiques. Recherche d'enseignant.e.s solidaires et prêt.e.s à prendre en charge les stagiaires pour qui le milieu a mis fin au stage en raison de la grève. Conférence de presse et perturbation d'un événement de célébration de l'université... Malgré toutes ces initiatives, les pressions ne cessent pas.

Après les différentes assemblées de reconduction, la grève est officiellement terminée. Mais, la répression des stagiaires, elle, se poursuit de plus belle. Une majorité des grévistes retournent dans leur milieu de stage, l'angoisse au ventre, où elles devront être évaluées par la même personne qui les a trahi.e.s dans les semaines précédentes. Les dizaines de stagiaires qui refusent de reprendre les heures de stage débrayées mettent en péril la réussite de leur stage : des heures non reprises entraînent un échec. Pour quelques autres, leur stage a été annulé par le milieu. Lors d'une *Rencontre de stagiaires*, il est décidé d'organiser une occupation et d'en appeler à la solidarité des collègues par une grève des cours.

★ ★ ★

Une vingtaine de personnes entrent dans les bureaux de la direction. Elles ont bien réussi leur coup : la porte n'était pas barrée. Les employé.e.s ne savent pas où se réfugier. Ce n'est pas long que les Gardas se pointent, suivis du vice-doyen, en panique. Les représentant.e.s des syndicats des profs et des chargé.e.s de cours se joignent aussi à la mêlée.

Le personnel tente de désamorcer la situation usant de stratégies de négociation infantilisantes peu subtiles. Les occupant.e.s sont relativement calmes pourtant. Seulement, iels exigent qu'aucun.e stagiaire en grève ne soit mis.e en échec ou n'ait à reprendre les heures de stage débrayées, comme c'est le cas pour les cours. Iels ne quitteront pas les bureaux sans un engagement écrit. Le vice-doyen se porte à la défense de l'institution, insistant sur le respect de la durée des stages et sur les objectifs fixés. De leur côté, les représentant.e.s des syndicats essaient de comprendre pourquoi une telle occupation a lieu. Alors que la discussion arrive à un cul-de-sac, le vice-doyen mentionne qu'il y a une rencontre, en après-midi, avec les directions de programme et l'administration — une autre ! — pour discuter de la situation des stagiaires qui ont fait la grève. Un bon moment pour se faire entendre, selon une représentante syndicale.

Piquet de grève au Cégep de Saint-Laurent, novembre 2018



Après quelques heures d'occupation, voilà qu'un exécutant débarque nu bas, un peu nerveux. On pourrait croire qu'il répond à un appel d'urgence. Il réclame une mise à jour des stagiaires et étudiant.e.s : comment se déroule l'occupation, quels sont les derniers développements, la nature des échanges avec le vice-doyen, les demandes formulées ? C'est qu'il ira à la rencontre tout à l'heure. Il veut bien les représenter ; il mettra même des chaussures pour l'occasion. Quels intérêts défendra-t-il ? Il est difficile de le savoir. « *Et c'est quand que vous allez mettre fin à l'occupation ?* »



Manifestation à Sherbrooke, 21 novembre 2018

ÉPILOGUE

Les assemblées générales de grève contre la répression des stagiaires n'auront jamais lieu. Dans un cas, l'assemblée a refusé de se consacrer à la question, dans un autre, les exécutant.e.s promettaient, avant même le dépôt d'une pétition pour sa tenue, qu'elle ne se concrétisera jamais. Bien que les étudiant.e.s de l'UQAM aient été invité.e.s à participer à une *Semaine contre la surveillance et la répression* dès le mois d'octobre 2018, l'*expertise* partagée aura peu servi. On apprendra quelques jours plus tard, par l'entremise d'une publication *Facebook*, qu'une entente avait été négociée et conclue avec l'administration. *Une grande victoire*, qu'on nous disait. L'administration permettait aux stagiaires d'abandonner volontairement leur stage pour l'année en cours afin d'éviter l'échec. Iels pourraient reprendre leur stage l'année suivante, et ce, à leurs frais. Quelle victoire...

Les seul.e.s qui s'en réjouissent, ce sont bien les exécutant.e.s. La décision de privilégier la concertation dans les instances de l'UQAM pour contrecarrer l'organisation contre la répression des stagiaires n'est pas anodine ni sans conséquence. C'était la voie toute

tracée pour condamner la grève des stages, une fois pour toutes. À l'avenir, il est toujours possible d'affirmer que la grève n'entraîne pas l'annulation d'une session, à l'exception des stages. Ils retrouveront donc le sort qu'on leur réservait autrefois : leur exclusion des mandats de grève. Les invitations à l'unification des tendances de la gauche peuvent continuer de se faire, on pourra encore nous inviter à mettre de l'eau dans notre vin, mais le sacrifice des stagiaires en grève, on s'en souviendra.

Mais tout n'est pas perdu. C'est lors de la grève que s'est développée une conscience collective du travail extorqué et que les revendications des stagiaires se sont précisées, voire *radicalisées*. Pour la première fois, une revendication concrète de l'abolition des stages s'est façonnée. *Le travail manqué ne sera pas repris. Payez-nous ou passez-vous-en !* Dans ce conflit de travail, nos allié.e.s se sont distingué.e.s. On se souviendra aussi des profs harcelant.e.s, des bureaucrates syndicaux.ales démobilisant.e.s, de certain.e.s (futur.e.s) collègues réactionnaires, des représentant.e.s qui négocient en secret avec la direction, et on en passe. L'organisation

5. Pour une réponse aux critiques des tendances de gauche sur les enjeux que soulèvent la revendication d'un salaire, voir *Luttes pour un salaire* du présent numéro.

6. L'InterCUTE était une instance de coordination entre les différents CUTE et CRIS. Elle avait pour objectif de mettre en commun des stratégies et analyses, afin d'élaborer une orientation commune de mobilisation et de permettre une distribution des ressources.

contre la répression des grévistes permettait de remettre en question les paradoxes et les violences de l'école exacerbés par la grève. *L'école me déqualifie pour que je continue de faire le travail que je fais déjà, mais gratuitement. On a déjà fait plus de 700 heures de stage avant la grève, les profs ont plus que ce qu'il leur faut pour nous évaluer. Je suis en formation, mais il n'y a aucune place pour l'exploration ; ce n'est pas le temps d'essayer, on me demande pratiquement de mimer. Mon prof, la direction de programme et mon milieu de stage se renvoient la balle pour ne pas me répondre ; personne n'est responsable, mais tout le monde agit comme mon boss.* Il ne s'agit pas d'une oeuvre spontanéiste. Le conflit, ça se crée : une revendication large et bien appuyée, la construction d'une légitimité des principaux.ales concerné.e.s, un moyen de pression qui se défend et un risque partagé. Et, bien évidemment, les gains pour les stagiaires à venir confirment, pour les sceptiques, que la grève paie, encore ! Mais, attention à ne pas confondre ces quelques mots avec un éloge de la grève. La grève, elle écorche, elle est parsemée de violences contre nous et entre nous. C'est un acte organisé qui désorganise. On se repose encore, mais ses leçons sont riches.

Il ne s'agissait toutefois pas de faire la grève à tout prix, sans égard à la base mobilisée ou aux façons d'y arriver. *Grève des stages.* Tel était le titre du premier *CUTE Magazine* publié à l'automne 2016. L'objectif de la campagne était d'amener les étudiant.e.s et les stagiaires à se concevoir comme travailleur.euse.s et, par conséquent, à revendiquer un salaire par la grève, c'est-à-dire par le refus de continuer à travailler gratuitement. À l'automne 2018, lorsqu'une grève étudiante de grande envergure devenait envisageable, plusieurs réclamaient un renouvellement de l'appel à la grève qui avait jusqu'alors circulé. La gauche étudiante des programmes de sciences humaines, pour la plupart sans stage obligatoire, envisageait un mouvement de grève en *solidarité*. Le plus souvent,

cette proposition était synonyme d'un rejet du statut de travailleur.euse et d'un désintérêt de l'enjeu de la rémunération des stages⁵. Comme si les stages, et même le travail étudiant, ne les concernaient pas, ni maintenant ni jamais. Au sein des CUTE, les tensions aussi se faisaient sentir. Comment réussir à mobiliser les personnes sans stage ? Lors d'InterCUTE⁶, des militant.e.s proposaient de se consacrer davantage à la revendication du salaire étudiant, notamment en développant une analyse sur les dettes étudiantes, et d'entreprendre des actions d'éclat en parallèle de la grève des stages. D'autres s'inquiétaient pour la grève des stages qui reposait toujours sur un équilibre fragile. La campagne de grève aura finalement été parsemée de compromis : un discours quelque peu adapté, des *drops* de bannières, l'organisation de manifestations régionales et une grève des stages qui a existé, mais pas partout.

La grève représentait donc une condition *sine qua non* à notre organisation. Seule notre façon de nous s'organiser, autonome et décentralisée, aura permis l'adoption de mandats de grève des stages, et seule la perspective de grève justifiait la création de comités autonomes un peu partout ; c'était un état de co-dépendance. Là étaient les assises d'une lutte qui rejette les principes bureaucratiques, et agit contre la bureaucratie en place. D'abord parce qu'une organisation autonome qui fonctionne remet nécessairement en question la légitimité des associations étudiantes à lutter en notre nom, voire la nécessité pour elles d'être partie prenante des luttes. Et ensuite, parce qu'au moment de sa concrétisation, la grève s'oppose aux intérêts de la bureaucratie étudiante. Alors que le débrayage peut être initialement défendu par les exécutifs, dès son déclenchement, les intérêts de la grève, comme son rythme et son imprévisibilité, s'imposent et perturbent le fonctionnement des associations étudiantes. La grève est celle qui, dorénavant, motive l'organisation

d'assemblées générales, engendre la prise de décision collective, justifie des dépenses importantes, etc. Les exécutifs doivent s'y consacrer, eux aussi, et ne peuvent du même coup assurer la *reproduction* des associations. Cette sollicitation accrue des ressources (temps, argent, énergie) met en péril la survie des structures associatives, et, de ce fait, engage les exécutifs dans une résistance aux impératifs de la grève. Par exemple, on a pu voir des exécutifs et des permanences rejeter la tenue d'assemblées générales de grève parce que celles-ci animaient la grogne d'étudiant.e.s menaçant d'entamer une campagne pour la dissolution de l'association. Ou encore, d'autres prétexter que « *la population étudiante n'est pas rendue là* » pour étouffer rapidement la mobilisation vers la grève.

Finalement, malgré les tensions plus ou moins latentes, des exécutant.e.s auront assisté à la majorité des rencontres des CUTE et des CRIS, surtout à l'approche des périodes de grève. Leur présence trahissait la légitimité désavouée que les militant.e.s des comités avaient acquise à force de textes de réflexion théorique et pratique, de tournées de classe, de tractages à l'entrée des écoles, d'ateliers, de prises de parole dans les assemblées, de rencontres d'organisation et de stratégies défendues et exécutées. La tolérance à l'endroit des exécutifs et autres bureaucrates professionnel.le.s dans nos espaces d'organisation aura toutefois eu un prix. À l'ultime session de la campagne, les rencontres des CUTE étaient hantées par la gestion des exécutant.e.s pendant qu'ils s'organisaient contre nous, qu'ils s'imposaient comme médiateur.trice.s et qu'ils nous ridiculisaient sur internet. Le temps perdu à défendre nos stratégies au sein de nos propres rencontres, pour le faire à nouveau dans les instances de coordination, l'énergie mise à répondre au travail qui nous était demandé en sous-traitance et la reconstruction qui suivait les insultes misogynes à toutes les sauces ; tout ça avait un coût. Les militant.e.s en paient le prix, et la campagne aussi, toujours. On se permet maintenant d'envisager de nouvelles tentatives d'organisation pleinement autonomes de la bureaucratie étudiante et syndicale.



Piquet de grève au Cégep du Vieux Montréal, novembre 2018

